



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Évaluation des voies et moyens

Annexe au projet de loi de finances pour 2024

Tome I

Les évaluations de recettes



2024

Sommaire

Introduction	5
Évaluation des recettes du budget général	7
Prévision des recettes fiscales et non fiscales	8
Recettes fiscales	11
Impôt net sur le revenu	12
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	17
Impôt net sur les sociétés	18
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	22
Autres impôts directs et taxes assimilées	23
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	27
Taxe sur la valeur ajoutée nette	30
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	33
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	37
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	38
Recettes non fiscales	41
Dividendes et recettes assimilées	46
Produits du domaine de l'État	49
Produits de la vente de biens et services	52
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	60
Divers	64
Prélèvements sur les recettes de l'État	73
Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	74
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	87
Fonds de concours	89
Fonds de concours et attributions de produits	90
Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État	95
Présentation	96
Taxes affectées plafonnées	103
Taxes affectées classées par bénéficiaire	110



Introduction

LA POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DE LA PRÉSENTATION

La présente évaluation des voies et moyens annexée au projet de loi de finances (PLF) pour 2024 poursuit l'effort entamé dans les précédents PLF d'amélioration de la lisibilité des informations présentées au Parlement.

Comme dans les précédents tomes I du Voies et moyens, cette édition annexée au PLF pour 2024 propose une présentation des recettes fiscales nettes lisible et claire : les principaux impôts sont présentés en montants bruts et nets des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, en distinguant l'évolution spontanée de l'impact des mesures nouvelles et antérieures. Des encadrés méthodologiques décrivent les fondements de chaque impôt ainsi que leur méthode de prévision. A la suite de la loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, les recettes fiscales nettes sont définies comme la différence entre les recettes fiscales brutes et les remboursements et dégrèvements d'impôts d'État uniquement, les remboursements et dégrèvements d'impôts locaux étant désormais comptabilisés en dépenses.

Cette édition reprend les évolutions apportées par le Voies et moyens Tome I annexé au PLF 2023 :

- Les tableaux des mesures nouvelles sont disponibles en format Excel.
- Conformément à l'article 25 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, le Tome I comprend une annexe explicative récapitulant les dispositions relatives aux règles concernant l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures adoptées depuis le dépôt du projet de loi de finances de l'année précédente. Cette annexe est transmise au format Excel.
- Le Tome I comprend un tableau détaillant les transferts de TVA à des tiers (collectivités territoriales et administrations de sécurité sociale) en comptabilité budgétaire.

Toujours dans le cadre de l'amélioration de la clarté et de la lisibilité des informations budgétaires présentées au Parlement, sauf exceptions, seules les prévisions des recettes fiscales nettes aux enjeux financiers les plus importants font l'objet d'un commentaire littéraire.



Évaluation des recettes du budget général

Prévvision des recettes fiscales et non fiscales

Partie I Évaluation des recettes du budget général

PRÉVISION DES RECETTES FISCALES ET NON FISCALES

Dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances, les prévisions de recettes donnent lieu à des analyses ligne par ligne. S'agissant plus particulièrement des recettes fiscales nettes (RFN), la prévvision consiste à définir le comportement de l'assiette de l'impôt au regard des indicateurs macroéconomiques pertinents, à calculer les droits qui en découlent (barèmes, taux) en tenant compte de la législation fiscale et enfin à reproduire la mécanique du recouvrement (taux de recouvrement courant, éventuels effets de bord entre exercices, etc.).

Pour les recettes non fiscales, dont les déterminants sont très variés, des données spécifiques sont nécessaires : hypothèses conjoncturelles dans certains cas (produits de participation, résultat de procédures gérées pour le compte de l'État), échéanciers conventionnels de versements ou évolution du cadre juridique.

Pour chacune des recettes, cette édition comprend trois éléments : le retour sur l'exécution 2022, la révision de l'évaluation pour l'année 2023 et les prévisions associées au projet de loi de finances pour 2024.

Les prévisions de recettes de l'État pour 2023 et 2024 s'établissent comme suit dans le présent PLF :

<i>En Md€</i>	Exécution 2022	LFI 2023	Révisé 2023	Écart révisé 2023 / LFI 2023	PLF 2024	Écart 2024 / révisé 2023
Recettes fiscales nettes	330,3	328,2	332,1	3,9	349,4	17,4
Impôt net sur le revenu	89,0	87,3	90,7	3,3	94,1	3,5
Impôt net sur les sociétés	62,1	55,3	61,3	6,0	72,2	10,9
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	18,0	16,6	16,4	-0,2	16,4	-0,0
Taxe sur la valeur ajoutée nette	100,8	94,7	96,3	1,6	100,4	4,1
Autres recettes fiscales nettes	60,3	74,3	67,4	-6,9	66,3	-1,1
Recettes non fiscales	23,9	30,9	26,0	-5,0	22,6	-3,3
Recettes de l'État	354,2	359,1	358,0	-1,1	372,1	14,0

Note : pour permettre la comparaison entre les différents exercices, l'exécution 2022 est retraitée et n'intègre donc pas les remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (P201).

Pour rappel sont présentées ci-dessous les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes aux prévisions de recettes fiscales nettes, ainsi que l'évolution spontanée et l'élasticité de ces recettes :

	PIB en valeur (1)	PIB en volume	IPC hors tabac*	Évolution spontanée des RFN (2)	Élasticité des RFN (2)/(1)
2022	5,5 %	2,5 %	5,3 %	11,5 %	2,1
2023	6,8 %	1,0 %	4,8 %	1,1 %	0,2
2024	4,0 %	1,4 %	2,5 %	5,6 %	1,4

*Il s'agit de l'IPC hors tabac en moyenne annuelle. L'IPC hors tabac diffère du déflateur du PIB.

L'élasticité des recettes fiscales de l'État, qui correspond à leur évolution à législation constante rapportée à la croissance nominale du PIB, serait de 0,2 pour 2023 et de 1,4 en 2024.

En 2023, les recettes fiscales nettes hors effet des mesures nouvelles seraient globalement peu dynamiques par rapport à 2022, ce qui s'expliquerait par des évolutions spontanées contrastées entre les différents impôts : (i) les recettes d'IS hors effet des mesures nouvelles baisseraient significativement en raison de la décélération du bénéfice fiscal en 2022 en contrecoup de la très forte hausse de 2021, (ii) la TVA serait soutenue par la croissance des emplois taxables, (iii) les recettes d'IR seraient en hausse modérée, soutenues par la croissance de la masse salariale, mais freinées par la forte revalorisation du barème 2022 à l'inflation.

En 2024, les recettes fiscales nettes présenteraient une croissance spontanée plus dynamique que celle de l'activité, principalement en raison du dynamisme des recettes de l'IS du fait d'une hausse importante attendue du bénéfice fiscal en 2023.

REVISION DES ÉVALUATIONS DES RECETTES DE L'ÉTAT POUR L'ANNEE 2023

Cette révision est fondée sur les éléments d'information actuellement disponibles et qui ne l'étaient pas au moment de l'adoption de la loi de finances initiale pour 2023. Il s'agit essentiellement :

- de l'analyse des recouvrements constatés en 2023 au moment de l'élaboration du présent projet de loi, d'une partie des déclarations d'impôt sur le revenu de l'année (deux premières émissions) et des liasses fiscales relatives à l'impôt sur les sociétés ;
- des données macroéconomiques les plus récentes pour l'année 2022 (compte provisoire) et pour l'année 2023 (hypothèses révisées).

Les recettes fiscales pour 2023 s'établiraient à 332,1 Md€, révisées en hausse de +3,9 Md€ par rapport à la prévision de la LFI pour 2023. Cette hausse résulterait de plusieurs mouvements :

- La prévision d'impôt sur les sociétés serait supérieure de près de +6,0 Md€ à la prévision de la LFI, principalement en raison de l'évolution annuelle du bénéfice fiscal des entreprises en 2022, estimée à -3 % en LFI 2023 alors qu'elle s'est finalement établie à +2 % ;
- La prévision d'impôt sur le revenu net est revue à la hausse de +3,3 Md€ par rapport à la LFI pour 2023 pour atteindre 90,7 Md€ ;
- La prévision de la part État de la TVA nette serait revue à la hausse de +1,6 Md€ par rapport à la LFI 2023, en lien avec un moindre transfert de 2 Md€ à destination finale de l'Unédic, en cohérence avec le document de cadrage envoyé par le Gouvernement aux partenaires sociaux au mois d'août 2023 ;
- La prévision de la part État de la TICPE nette est quasiment inchangée par rapport à la LFI pour 2023 (-0,2 Md€) ;

Évaluation des recettes du budget général

Voies et moyens tome I | Préviation des recettes fiscales et non fiscales

- Les autres recettes fiscales nettes sont révisées à la baisse de -6,9 Md€ par rapport à la loi de finances initiale, afin notamment de prendre en compte les révisions de la prévision sur les recettes de la contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité en raison notamment de la baisse des prix de l'électricité (-8,6 Md€) et sur les recettes des droits de mutations à titre gratuit (+1,6 Md€, principalement sur les successions).

En 2023, les recettes non fiscales s'élèveraient à 26,0 Md€, en moins-value de -5,0 Md€ par rapport à la LFI pour 2023. Ces moindres recettes non fiscales sont dues, d'une part, à une révision à la baisse des dividendes et recettes assimilées et d'autre part à des versements de l'Union européenne plus faibles qu'anticipés en raison du nouvel échéancier de versement de la Facilité pour la reprise et la résilience avec une enveloppe totale toutefois stabilisée à horizon 2027.

PRÉVISIONS DES RECETTES DE L'ÉTAT POUR L'ANNEE 2024

Les recettes fiscales nettes pour 2024 s'établiraient à 349,4 Md€, en hausse de +17,3 Md€ par rapport à la prévision révisée pour 2023 :

- La prévision d'impôt sur les sociétés ressort en hausse de +10,9 Md€ par rapport à 2023 pour atteindre 72,2 Md€ en raison du fort dynamisme du bénéfice fiscal en 2023, qui jouerait positivement sur les acomptes et sur le solde en 2024 ;
- La prévision de la part État de la TVA nette ressort en hausse de +4,1 Md€ par rapport à 2023, soutenue principalement par la croissance des emplois taxables ;
- Les recettes d'impôt sur le revenu seraient supérieures de +3,5 Md€ aux recettes en 2023 pour atteindre 94,1 Md€ ;
- La prévision de la part État de la TICPE nette serait stable par rapport à 2023 ;
- La prévision des autres recettes fiscales nettes ressort en baisse de -1,1 Md€ par rapport à 2023, du fait notamment de la première étape de la suppression en quatre ans de la CVAE.

En 2024, les recettes non fiscales s'établiraient à 22,6 Md€, soit une baisse de -3,3 Md€ par rapport à 2023. Cette diminution tient majoritairement au versement de la troisième tranche de la Facilité pour la reprise et la résilience pour financer le plan de relance, estimé à 7,5 Md€ en 2024, contre un versement estimé à 10,9 Md€ en 2023.

Évolution spontanée des recettes

Pour les recettes fiscales, il s'agit d'une estimation de l'évolution liée à la dynamique naturelle de l'assiette de l'impôt, c'est-à-dire sa progression « économique ». Dans le cas des recettes dont l'assiette est fortement corrélée à l'activité économique, cette évolution tient principalement aux hypothèses macroéconomiques associées au projet de loi de finances.

Pour les autres recettes, en particulier les recettes non fiscales, l'évolution est fonction soit d'hypothèses spécifiques, soit de conventions entre l'État et les organismes dont il a la tutelle.

MESURES NOUVELLES DU PRÉSENT PLF

Il s'agit des mesures législatives nouvelles figurant, sauf exception dûment signalée, dans le présent projet de loi de finances et ayant une incidence sur les recettes de l'année 2024.

Le projet de loi de finances pour 2024 intègre des mesures fiscales qui conduiront à majorer le total des recettes fiscales nettes en 2024 de +0,9 Md€.



Recettes fiscales

Impôt net sur le revenu

Encadré méthodologique

Prise en compte de la mise en œuvre du prélèvement à la source

La réforme du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu a été mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2019. Cette réforme ne modifie pas le montant d'impôt dû au titre d'une année de revenu mais renforce son caractère contemporain en réduisant le décalage d'un an entre la perception des rémunérations et le prélèvement de l'impôt. En effet, des retenues à la source ou des acomptes sont prélevés mensuellement ou trimestriellement sur les revenus de l'année en cours. A l'été suivant, au moment de la déclaration des revenus, est établi un solde, calculé comme la différence entre l'impôt sur le revenu total dû au titre d'une année et les retenues à la source ou les acomptes déjà versés.

1. Principe de l'impôt

1.1. Assiette

L'impôt sur le revenu concerne les personnes physiques dont le domicile fiscal est établi en France.

L'assiette imposable est considérée au niveau du foyer fiscal et résulte de l'addition des différents revenus catégoriels nets :

- traitements et salaires ;
- pensions et rentes ;
- revenus des capitaux mobiliers ;
- revenus fonciers ;
- plus-values mobilières ;
- bénéfices industriels et commerciaux ;
- bénéfices non commerciaux ;
- bénéfices agricoles.

Le barème proposé dans le cadre du présent PLF (impôt sur les revenus 2023) est le suivant (par rapport à l'impôt sur les revenus 2022, les seuils des tranches sont revalorisés avec l'inflation) :

Revenu imposable par part	Taux
0 – 11 294 €	0 %
11 295 – 28 797 €	11 %
28 798 – 82 341 €	30 %
82 342 – 177 106 €	41 %
Plus de 177 107 €	45 %

1.2. Calcul de l'impôt dû au titre des revenus courants

Pour les revenus soumis au prélèvement à la source, le prélèvement de l'impôt dû en année N s'effectue à compter de 2019 sur la base des revenus de l'année N.

Le prélèvement à la source est essentiellement appliqué :

- aux traitements, salaires, pensions et revenus de remplacement, l'impôt étant prélevé à la source par le tiers versant les revenus ;
- aux revenus des indépendants et aux revenus fonciers, l'impôt étant payé par voie d'acomptes mensuels ou trimestriels.

En outre, des régularisations sont opérées en année N+1, au moment du dépôt de la déclaration de revenus lors du calcul du solde.

1.3. Composition des recettes d'impôt sur le revenu

De manière générale, l'impôt sur le revenu étant un impôt sur rôles, il convient de distinguer l'émission des rôles du recouvrement effectif.

Depuis la mise en place du prélèvement à la source (PAS), la majeure partie des recettes brutes d'impôt sur le revenu se décompose en :

- recouvrements issus de la retenue à la source, sur une base mensuelle ou trimestrielle ;
- recouvrements d'acomptes contemporains.

Les autres postes constituant les recettes brutes d'impôt sur le revenu sont :

- les recouvrements sur exercice courant, c'est-à-dire sur des émissions effectuées l'année N. L'année N, un avis d'imposition est envoyé aux contribuables sur la base de sa déclaration de revenus de l'année N-1 (hormis contrôle fiscal sur revenus antérieurs à N-1), envoi auquel doit faire suite le recouvrement ;
- les recouvrements sur exercice précédent, c'est-à-dire sur des émissions effectuées en N-1 n'ayant pas donné lieu à recouvrement. Cette catégorie correspond notamment à des contribuables bénéficiant d'un délai de paiement ou pour lesquels un échéancier a été mis en place ;
- les recouvrements sur exercices antérieurs, sur des émissions effectuées en N-2 ou auparavant ;
- les recettes issues de l'imposition des plus-values immobilières, qui ne fait pas l'objet d'une émission de rôles ;
- les recettes de prélèvement forfaitaire obligatoire unique (PFO), acompte prélevé à la source sur les dividendes et intérêts au taux de 12,8 %.

De ces recettes brutes sont retranchés les remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôt sur le revenu, constitués principalement des R&D liés aux remboursements et restitutions relatifs à la mécanique de l'impôt d'une part et à des acomptes de crédits et de réductions d'impôts d'autre part.

Les remboursements et dégrèvements sont retracés dans quatre sous-actions du programme 200

« Remboursements et dégrèvements des impôts d'État ».

La sous-action 200-11-05

Cette sous-action retrace les restitutions et compensations de trop-versés d'impôt sur le revenu et de frais sur prélèvements sociaux constatés à l'émission des rôles ainsi que les impayés de PAS sur prélèvements sociaux nets. Jusqu'en 2022 inclus, cette sous-action comprenait les restitutions de prélèvement de solidarité. A compter de 2023, celles-ci ont été isolées dans une nouvelle sous-action : la **ligne 200-11-06 « Restitutions de prélèvement de solidarité »** rattachée aux autres recettes fiscales nettes.

La sous-action 200-12-08

Le taux de prélèvement à la source à partir duquel les prélèvements sont opérés depuis le 1^{er} janvier 2019 est calculé à partir de l'impôt avant réductions et crédits d'impôt.

Afin de ne pas pénaliser les foyers qui bénéficient de certaines réductions et crédits d'impôt, un acompte de 60 % du montant de certains de ces avantages fiscaux est versé, la dépense correspondante étant comptabilisée dans la sous-action 200-12-08.

La sous-action 200-13-09

Cette sous-action concerne les contentieux relatifs au PAS, qu'ils concernent les usagers ou les collecteurs.

La sous action 200-12-10 « Crédit d'impôt contemporain – Service aux particuliers »

Cette sous action a été créée en LFSS 2020 pour suivre les dépenses d'avance immédiate de crédit d'impôt de services aux particuliers. Le dispositif est mis en place progressivement.

2. Méthode de prévision

La prévision d'impôt sur le revenu s'effectue poste par poste, en cohérence avec la structure de l'impôt décrite ci-dessus.

2.1. Évolution des revenus catégoriels

La prévision des recettes en N au titre des revenus de l'année N-1 nécessite la connaissance de l'évolution des revenus en N-1. Celle-ci est évaluée revenu catégoriel par revenu catégoriel, en fonction d'indicateurs économiques pertinents pour chacun des types de revenus. Par exemple, on peut faire l'hypothèse que les salaires déclarés à l'impôt sur le revenu évoluent spontanément comme la masse salariale totale des comptes nationaux.

Par ailleurs, en cours d'année, des remontées comptables - qu'elles concernent les statistiques tirées des émissions d'impôt ou, désormais les données sur le PAS - permettent d'affiner les prévisions au fil de l'eau.

2.2. Prévision des émissions et des recettes du PAS

La prévision du montant des émissions effectuées en N au titre des revenus de l'année N-1 s'effectue sur la base des revenus prévus comme décrit précédemment. Cette prévision est effectuée en simulant sur la base des déclarations de l'année précédente les évolutions des

revenus catégoriels et des changements de législation.

Aux émissions ainsi calculées s'ajoute la prévision de celles effectuées en N au titre de revenus antérieurs à N-1 (notamment liée au contrôle fiscal), afin d'obtenir le total des émissions effectuées sur l'exercice courant.

2.3. Taux de recouvrement

Avant l'entrée en vigueur du PAS, le taux de recouvrement en N de l'impôt émis en N était d'environ 95 %, l'État recouvrant environ 99 % de sa créance au bout de quatre années. La création du PAS contribue à une anticipation assez sensible des recettes, du fait notamment de l'appréhension des revenus non-déclarés. En outre, cette évolution est plus forte qu'anticipé.

Le taux de recouvrement en 2023 du PAS 2023 est estimé à 99,4 %, soit le même niveau que celui observé en 2022.

RETOUR SUR 2022

L'impôt sur le revenu s'est établi à 89,0 Md€ en 2022 contre une prévision de 82,4 Md€ en loi de finances initiale, soit une plus-value de +6,6 Md€, et une hausse de +10,3 Md€ par rapport à 2021. La plus-value par rapport à la prévision de la loi de finances initiale s'explique principalement par le dynamisme des assiettes des revenus 2021 et 2022. Ce dynamisme a notamment porté le prélèvement à la source (+3,3 Md€), les recouvrements sur les émissions de l'année (+1,5 Md€) et de l'année précédente (+0,6 Md€), ainsi que le prélèvement forfaitaire obligatoire (+1,3 Md€).

RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

En 2023, les recettes d'impôt sur le revenu seraient supérieures de +3,3 Md€ à celle de la loi de finances initiale pour atteindre 90,7 Md€, en hausse de +1,7 Md€ par rapport à 2022. Cette évolution s'expliquerait par le prélèvement à la source (+4,8 Md€), en raison du dynamisme de la masse salariale assujettie en 2023 (+6,2 %), et par un solde en diminution (-3,3 Md€), du fait de la croissance du salaire moyen en 2022 inférieure à l'évolution du barème, indexé sur l'inflation.

ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

En 2024, les recettes d'impôt sur le revenu pour 2024 seraient en hausse de +3,5 Md€ par rapport à la prévision révisée 2023 pour atteindre 94,1 Md€, principalement grâce au dynamisme du prélèvement à la source. Le solde serait quant à lui quasiment stable entre 2023 et 2024, en raison de l'évolution du salaire moyen 2023 à peine plus forte que l'inflation, sur laquelle le barème est indexé.

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I | Impôt net sur le revenu

<i>En Md€</i>	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Impôt brut sur le revenu	109,8	113,4	117,6
Prélèvement à la source	80,3	85,1	88,4
<i>Retenue à la source</i>	61,8	65,5	68,0
<i>Acomptes contemporains</i>	18,6	19,8	20,5
<i>Décalage comptable</i>	-0,1	-0,3	-0,1
Hors prélèvement à la source	29,5	28,3	29,3
<i>Exercice courant</i>	18,8	17,4	17,9
<i>Exercice précédent</i>	1,9	1,6	1,7
<i>Exercice antérieur</i>	1,4	1,5	1,5
<i>Plus-values immobilières</i>	1,6	1,3	1,3
<i>PFO/PFU</i>	5,8	6,4	6,8
R&D IR	-20,8	-22,7	-23,5
Impôt net sur le revenu	89,0	90,7	94,1

Note : les R&D d'impôt sur le revenu ne sont pas comparables entre 2022 et 2023. En effet, à compter de 2023, les R&D relatifs au prélèvement de solidarité sont isolés dans une nouvelle ligne budgétaire et intégrés aux Autres recettes fiscales nettes, au même titre que le prélèvement de solidarité. En revanche, ils font partie des R&D d'impôt sur le revenu en 2022.

Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles

Les autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles comprennent notamment les frais de gestion des impôts directs locaux sur rôle, ainsi que ceux des impôts locaux auto-liquidés.

RETOUR SUR 2022

Les recettes de la ligne 1201 « Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles » se sont élevées à 2 289 M€ en 2022, en baisse de 174 M€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale (2 463 M€).

RÉVISION DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision de ces recettes pour 2023 s'établit à 2 350 M€, soit une baisse de -288 M€ par rapport à la LFI 2023.

ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 2 398 M€ en 2024, quasiment stable par rapport à la prévision pour 2023.

Impôt net sur les sociétés

Encadré méthodologique

1. Principe de l'impôt

1.1. Assiette

L'impôt sur les sociétés (IS) s'applique généralement aux sociétés de capitaux, certaines sociétés de personnes pouvant également opter pour l'IS. Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature de l'entreprise, y compris notamment les cessions d'éléments de l'actif.

1.2. Calcul de l'impôt dû

Le bénéfice imposable était imposé jusqu'en 2016 de façon proportionnelle, au taux de 33,1/3 %, excepté pour les PME dont le chiffre d'affaires n'excédait pas 7,63 M€ pour lesquelles le taux d'imposition était ramené à 15 % dans la limite de 38 120 € de bénéfices. La LFI 2023 a porté cette limite à 42 500 € annuels.

La LFI 2017 a introduit une baisse du taux d'IS à 28 % pour les PME dès 2017, ainsi qu'une baisse dès 2018 du taux d'IS à 28 % applicable aux 500 000 premiers euros de bénéfice pour l'ensemble des sociétés.

Une trajectoire de baisse du taux normal d'IS applicable à l'ensemble des redevables non éligibles au taux réduit de 15 % a été instaurée par la LFI 2018, abaissant progressivement ce dernier pour atteindre 25 % en 2022 : il était prévu un taux normal d'IS de 31 % au-delà de 500 000 euros de bénéfices (et de 28 % en deçà) en 2019, puis une baisse du taux normal à 28 % en 2020, à 26,5 % en 2021 et enfin à 25 % à compter de 2022. La trajectoire pour les entreprises réalisant plus de 250 M€ de chiffre d'affaires a été révisée deux fois depuis lors : une première fois par la loi portant création d'une taxe sur les services numériques et modification de la trajectoire de baisse de l'impôt sur les sociétés (loi du 24 juillet 2019), qui a maintenu le taux normal à 33,1/3 % pour la fraction de bénéfice de ces entreprises supérieure à 500 000 euros pour les exercices ouverts en 2019, une seconde fois par la LFI 2020, qui a ramené pour ces mêmes entreprises le taux normal à 31 % en 2020, à 27,5 % en 2021 et enfin à 25 % à compter de 2022.

1.3. Modalités de versement

Mécanisme général, dans le cas des exercices sur une année civile

L'impôt sur les sociétés est versé par les sociétés selon un système d'acomptes et de solde. L'impôt dû au titre de l'année N (s'appuyant donc sur le bénéfice imposable de l'année N) est liquidé au cours de l'année N+1. Au cours de l'année N, les sociétés versent quatre acomptes en mars, juin, septembre et décembre. Le montant des acomptes est déterminé d'après le bénéfice fiscal du dernier exercice clos.

La liquidation de l'impôt est faite par la société le 15 mai de l'année N+1 (pour les sociétés clôturant leur exercice au 31 décembre) sans démarche préalable. Le solde éventuel est calculé après déduction des acomptes payés en N et après imputation de créances du report en arrière des déficits et autres réductions ou crédits d'impôt.

Si la liquidation de l'impôt faite par l'entreprise fait apparaître un impôt dû inférieur au montant des acomptes versés, les services de la direction générale des finances publiques (DGFiP) restituent cet excédent. La restitution est imputée sur les crédits du programme 200

« Remboursements et dégrèvements d'impôt d'État », au sein de l'action « Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt ».

Versement du « cinquième acompte » et autolimitation

Depuis 2005, les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à un certain seuil doivent appuyer le calcul de leur dernier acompte sur leur résultat fiscal estimé pour l'année en cours, les modalités de ce versement ayant été modifiées plusieurs fois depuis.

Ainsi en l'état actuel de la législation, pour les sociétés réalisant plus de 250 M€ de chiffre d'affaires et dont le bénéfice tel qu'anticipé au moment du versement du 4^e acompte augmente au-delà d'un certain seuil, le dernier acompte doit représenter un certain pourcentage de l'impôt total dû au titre de l'année en cours, net des trois acomptes déjà versés, sous peine de pénalités. En sens inverse, toutes les entreprises ont la possibilité de moduler à la baisse leurs acomptes lorsque leur bénéfice diminue (autolimitation).

Chiffre d'affaires N1	Montant minimum du 5 ^e acompte à verser	« Croissance plancher » du bénéfice fiscal correspondante
Entre 250 M€ à 1 Md€	95 % du montant prévisionnel d'IS au titre de N - acomptes versés en N	+5,26 %
Au-delà de 1 Md€	98 % du montant prévisionnel d'IS au titre de N - acomptes versés en N	+2,04 %

1.4. Composition des recettes d'impôt sur les sociétés

Exemple : en 2024, les sociétés auront à verser :

- le montant restant dû au titre de l'année 2023, ce solde étant calculé après déduction des acomptes versés en 2023 imputables sur l'impôt dû au titre de l'exercice 2023 et éventuelle imputation de crédits ou réductions d'impôt ;
- les quatre acomptes correspondant globalement à 25 % du bénéfice déclaré au titre de l'exercice 2024 (le premier acompte – exigible le 20 février et majorable le 15 mars – est cependant calculé sur la base du bénéfice réalisé en 2023 ou sur la base du bénéfice évalué en 2024 si l'entreprise estime qu'il est inférieur à celui de 2023). Par ailleurs et comme indiqué plus haut, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 M€ doivent calculer leur dernier acompte en fonction du résultat estimé de l'exercice en cours (2024) ;
- l'impôt supplémentaire pouvant résulter soit du contrôle par les services de la DGFIP de la liquidation faite par l'entreprise, soit des opérations de contrôle fiscal externe, et qui est recouvré par voie d'avis de mise en recouvrement.

Sont par ailleurs restitués aux entreprises les montants suivants :

- les montants liés à la mécanique de l'impôt lorsque l'impôt dû au titre de 2023 est inférieur aux acomptes versés en 2023. Pour les sociétés clôturant leur exercice au 31 décembre, cette restitution a lieu dans les deux mois environ suivant la date de liquidation (15 mai) ;
- des remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques, notamment composés du crédit d'impôt recherche (CIR) ;
- les dégrèvements et restitutions de sommes indûment perçues.

2. Méthode de prévision

2.1. Reproduction de la mécanique de l'impôt

L'évaluation des recettes se fait poste par poste, afin de traduire au mieux la mécanique de l'impôt décrite ci-dessus. La variable déterminante dans la prévision des recettes d'impôt sur les sociétés est l'évolution du bénéfice fiscal.

Le bénéfice fiscal 2022 peut être reconstitué à partir de l'observation des acomptes versés en 2022 et du solde versé en 2023 (la somme des acomptes et du solde renseigne sur l'impôt dû au titre de 2022 et, par conséquent, sur l'assiette imposable).

Le bénéfice fiscal 2023 est ensuite projeté à partir d'indicateurs macroéconomiques, ce qui permet d'estimer les acomptes qui seront versés en 2023 et le solde qui sera versé en 2024.

Enfin, le bénéfice fiscal 2024, lui aussi projeté à partir d'indicateurs macroéconomiques, permet d'estimer les acomptes qui seront versés en 2024.

2.2. Estimation de l'évolution du bénéfice fiscal

La prévision du bénéfice fiscal est affectée de fortes incertitudes. La cyclicité du bénéfice fiscal est très forte, celui-ci sur-réagissant aux évolutions de la conjoncture.

L'incertitude pesant sur la prévision du bénéfice fiscal influence fortement les recettes de l'acompte de décembre, les entreprises étant elles-mêmes amenées au moment de ce versement à projeter une estimation de leur bénéfice fiscal pour l'année en cours. Ce versement peut être affecté par le comportement d'un petit nombre d'entreprises et donc introduire un élément supplémentaire de volatilité dans la prévision, tardivement dans l'année.

ÉVOLUTION DU BÉNÉFICE FISCAL

L'évolution du bénéfice fiscal est estimée à +2 % en 2022 (contre -3 % prévue dans la loi de finances initiale). Elle est prévue à +14 % en 2023 et +4 % en 2024. L'estimation du bénéfice fiscal 2022 a été mise à jour sur la base des remontées comptables constatées dans les paiements du solde 2022 des entreprises en mai 2023 et de l'analyse des liasses fiscales au cours de l'été 2023. L'estimation du bénéfice fiscal 2023 et 2024 a été effectuée sur la base du scénario macroéconomique sous-jacent au PLF 2024.

RETOUR SUR 2022

Les recettes d'impôt sur les sociétés net ont atteint 62,1 Md€ en 2022, soit une plus-value de +22,1 Md€ par rapport à la prévision de la LFI 2022. Cet écart à la prévision repose essentiellement sur la croissance beaucoup plus dynamique qu'anticipé du bénéfice fiscal en 2021, qui n'était pas encore connue au moment du vote de la LFI pour 2022 : cette évolution s'est établie à +41 % (exécution connue au moment du solde de mai 2022) contre +11,5 % prévu au moment de la LFI, en ligne avec le scénario macroéconomique sous-jacent au texte. Cette évolution beaucoup plus dynamique qu'anticipé a eu un effet double sur les recettes d'IS en 2022 (acomptes et solde).

RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

Les recettes d'impôt sur les sociétés sont estimées à 61,3 Md€ en 2023. Cette hausse de +6,0 Md€ par rapport à la LFI 2023 s'explique principalement par la révision à la hausse de la croissance du bénéfice fiscal en 2022, prévue à -3 % en LFI 2023 et finalement estimée à +2 %, engendrant une plus-value sur les acomptes 2023 et le solde 2022

versé en 2023. Cette nouvelle prévision prend notamment en compte la mesure nouvelle relative à la contribution temporaire de solidarité (0,1 Md€).

ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

En 2024, les recettes d'impôt sur les sociétés s'élèveraient à 72,2 Md€, soit +10,9 Md€ par rapport à 2023, en raison principalement du fort dynamisme du bénéfice fiscal en 2023 (+14 %) qui joue positivement sur les acomptes et sur le solde en 2024.

Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés

RETOUR SUR 2022

Les recettes de la ligne 1302 « Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés » se sont élevées à 1 778 M€ en 2022, en plus-value de +394 M€ par rapport à la prévision initiale qui s'explique par un meilleur résultat des entreprises pour 2021 (cf. supra).

RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établirait à 1 578 M€ en 2023, quasiment inchangée par rapport à la prévision initiale (1 564 M€).

ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 1 742 M€ en 2024, soit une hausse de +164 M€ par rapport à 2023. Elle s'explique principalement par le fort dynamisme du bénéfice fiscal des entreprises en 2023 (+14 %).

Autres impôts directs et taxes assimilées

Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes (ligne 1402)

RETOUR SUR 2022

Les recettes se sont élevées à 4 033 M€ en 2022, contre une prévision à 4 159 M€ dans la loi de finances initiale, soit une légère moins-value de -126 M€.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision révisée s'établit à 4 900 M€ en 2023, en plus-value de +183 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2023 en raison du dynamisme des revenus distribués à des non-résidents.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 4 800 M€ en 2024, en baisse de -100 M€ par rapport à la prévision pour 2023.

Impôt sur la fortune immobilière (ligne 1406)

RETOUR SUR 2022

Les recettes se sont élevées à 2 353 M€ en 2022, en ligne avec la prévision de la LFI 2022 et en hausse de +250 M€ par rapport à 2021. Ce dynamisme en 2022 s'explique essentiellement par la forte croissance du patrimoine immobilier en 2021 (liée principalement à la hausse des prix).

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 2 390 M€ en 2023, en plus-value de +90 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2023 au regard des encaissements constatés à fin juillet.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

En 2024, la prévision est attendue à 2 439 M€, soit une légère hausse par rapport à la prévision révisée pour 2023.

Prélèvements de solidarité (ligne 1427)

Les prélèvements de solidarité, auparavant affectés au Fonds de solidarité vieillesse et affectés à l'État depuis le 1^{er} janvier 2018, sont assis sur les revenus du patrimoine et les produits de placement, au taux de 7,5 % depuis le

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I | Autres impôts directs et taxes assimilées

1^{er} janvier 2019 (contre 2 % avant cette date).

RETOUR SUR 2022

Les recettes se sont élevées à 13 219 M€ en 2022, contre une prévision à 11 462 M€ en loi de finances initiale. Cette plus-value de +1 756 M€ s'explique par le dynamisme des placements, notamment via les dividendes, et des plus-values mobilières.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 14 240 M€ en 2023, en hausse de +155 M€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale. Cette amélioration s'explique par le dynamisme des revenus de placements, notamment sur les assurances-vie et les dividendes, en partie contrebalancé par les recettes en lien avec le patrimoine, notamment sur les revenus fonciers.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 15 210 M€ en 2024, soit une hausse de +970 M€ par rapport à la prévision de 2023 qui s'explique par le dynamisme des revenus de placement, notamment sur les dividendes et les assurances-vie, et de patrimoine, en particulier sur les plus-values mobilières et les revenus fonciers.

Taxe sur les services numériques (ligne 1430)**RETOUR SUR 2022**

Les recettes se sont élevées à 621 M€ en 2022, soit une augmentation de +102 M€ par rapport à la prévision en loi de finances initiale (518 M€). Cela s'explique par une réalisation de la taxe au titre de 2021 supérieure de 51 M€ à la prévision initiale, avec un effet double (sur les acomptes et sur le solde).

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 700 M€ en 2023, quasiment inchangée par rapport à la prévision de la LFI 2023.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 800 M€ en 2024, en hausse de +100 M€ par rapport à la prévision pour 2023.

Taxe d'habitation sur les résidences principales (ligne 1431)**RETOUR SUR 2022**

À la suite de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales conduite dans le cadre de la loi de finances initiale pour 2020, les recettes de taxe d'habitation sur les résidences principales ont été affectées temporairement, en 2021 et 2022, au budget général.

Les recettes se sont élevées à 2 933 M€ en 2022, contre une prévision à 3 064 M€ en loi de finances initiale.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

A compter de 2023, le recouvrement au titre de ces recettes ne peut concerner que des années antérieures. Ainsi, la prévision s'établit à 375 M€ en 2023, en baisse de -155 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2023, en raison de la révision des taux de recouvrement anticipés sur les recettes au titre des années antérieures.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 180 M€ en 2024, en baisse de -195 M€ par rapport à la prévision pour 2023 en raison de la suppression de cette taxe, les recettes recouvrées relevant de recettes sur titres antérieurs.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (ligne 1497)

RETOUR SUR 2022

En 2022, à la suite de la suppression de la part régionale de la CVAE en 2021 dans le cadre du plan de relance, cette ligne budgétaire comprend 50 % des paiements de CVAE sur les millésimes antérieurs à 2021. Les recettes atteignent 128 M€ en 2022 contre une prévision de 73 M€ en LFI 2022.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

En 2023, les montants attendus sur cette ligne budgétaire sont beaucoup plus importants qu'en 2022, du fait de la rebudgétisation de la part communale et départementale de la CVAE au 1^{er} janvier 2023. Ainsi, la prévision s'établit à 5 789 M€ en 2023, en hausse de +382 M€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale au regard des encaissements constatés à fin juillet. La division par deux de la CVAE restante décidée en LFI 2023 explique la plupart de l'écart entre le niveau attendu pour 2023 et les recettes de CVAE perçues par les collectivités territoriales en 2022.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 4 160 M€ en 2024, en baisse de -1 629 M€ par rapport à la prévision pour 2023 en cohérence avec la suppression progressive de la CVAE restante.

Recettes diverses (ligne 1499)

RETOUR SUR 2022

Les recettes se sont élevées à 1 319 M€ en 2022, contre une prévision à 713 M€ dans la LFI 2022. Cette plus-value de +606 M€ s'explique principalement par la réforme de la contribution à l'audiovisuel public, entraînant notamment la réaffectation de l'excédent de recettes du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » vers le budget général. En effet, la réforme du financement du secteur de l'audiovisuel public prévoit que le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » soit équilibré à l'euro près via le transfert d'une fraction de TVA. Ainsi, les recettes de CAP perçues au titre des millésimes antérieurs ont été réaffectées vers le budget général sur la ligne 1499 « Recettes diverses ».

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I | Autres impôts directs et taxes assimilées

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision révisée s'établit à 1 002 M€ pour 2023, en progression de +156 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2023 en raison notamment d'une hausse du rendement du plafonnement des taxes directes affectées.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 1 050 M€ pour 2024, quasiment stable par rapport à la prévision pour 2023.

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette

Encadré méthodologique

1. Principe de l'impôt

1.1. Assiette

La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques - désormais « fraction, perçue en métropole sur les produits énergétiques autres que les gaz naturels et les charbons, de l'accise sur les énergies » - impose tous les produits utilisés comme carburant ou combustible de chauffage (supercarburants, gazole, fioul, bitumes, etc.).

1.2. Calcul de l'impôt dû

L'impôt dû est proportionnel au volume et non au prix de vente, avec un taux qui varie selon la nature du produit. Une possibilité est accordée aux régions de modifier les taux dans la limite de fourchettes définies par le code des impositions sur les biens et services (CIBS).

1.3. Modalités de versement

La déclaration s'effectue de façon décadaire, par le redevable qui est la personne mettant le produit à la consommation.

1.4. Composition des recettes de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

Comme pour les autres grands impôts, les recettes de TICPE revenant à l'État sont considérées nettes. Elles intègrent ainsi les remboursements et dégrèvements de TICPE, uniquement dans la catégorie « Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques », et comprennent notamment les remboursements sectoriels aux taxis, exploitants agricoles, véhicules routiers, etc.

2. Méthode de prévision

2.1. Prévision économique

C'est sur la TICPE totale (avant transferts) que s'effectue la prévision de TICPE. Cette prévision s'appuie principalement, à tarifs donnés, sur des effets volume purs et des effets de structure :

- la prévision d'évolution du volume de la consommation de carburants s'appuie sur plusieurs indicateurs économiques comme l'évolution de l'activité et des prix des produits pétroliers ;
- des hypothèses sont faites quant aux effets de structure qui conduisent à déformer la répartition des consommations entre les divers produits, taxés à des taux différents.

Pour la prévision de l'année en cours, il est également tenu compte des recouvrements constatés à la date la plus récente.

2.2. Transferts de TICPE aux collectivités territoriales

Hormis transferts spécifiques, les montants de TICPE garantis aux régions et départements en loi

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I | Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette

de finances initiale sont calculés à partir de fractions appliquées à des consommations historiques. Les montants qui leurs sont transférés chaque mois s'appuient toutefois sur les volumes de l'année en cours. En fin de gestion, et pour certaines fractions de TICPE, certains montants transférés peuvent ainsi s'avérer inférieurs aux montants annuels garantis, les régions et départements bénéficiant alors de régularisations en fin d'année à partir de la part de TICPE revenant à l'État conformément à la garantie constitutionnelle s'attachant aux droits à compensation issus des transferts de compétences :

- concernant les régions (dispositif LRL), la régularisation au titre de l'année N intervient en janvier de l'année N+1 : ce transfert est comptabilisé budgétairement en N pour les régions - durant la période complémentaire - mais en N+1 pour l'État ;
- pour les départements (dispositif de droit garanti RMI RSA), la régularisation ne s'effectue pas au travers de recettes de TICPE mais à travers le solde du compte d'avances aux collectivités territoriales.

2.3. Autres transferts de TICPE

Depuis 2015, un transfert de TICPE est prévu à destination de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). En outre, un transfert de TICPE est également fléché vers Île-de-France Mobilités (ex-STIF) depuis la LFI 2017, qui prévoit une faculté de majoration supplémentaire des tarifs de TICPE.

RETOUR SUR 2022

En 2022, les recettes de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette de l'État ont atteint 18,0 Md€, soit une moins-value de -211 M€ par rapport à la LFI 2022, qui se décompose par une moins-value de -46 M€ sur les recettes brutes État et une hausse de +165 M€ des remboursements et dégrèvements.

LA REVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

En 2023, les recettes nettes de TICPE atteindraient 16,4 Md€, soit une légère révision à la baisse par rapport à la LFI 2023 (-173 M€), du fait des remontées comptables moins allantes que prévu sur la première partie de l'année.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

En 2024, les recettes nettes de TICPE seraient stables par rapport à 2023 et atteindraient 16,4 Md€. Cette stabilité s'explique principalement par une très légère hausse de la TICPE brute totale, notamment du fait de la diminution de l'avantage tarifaire sur les gazoles non routiers, en partie compensée par un très léger accroissement des transferts à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF).

<i>En Md€</i>	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
TICPE brute totale	32,5	31,4	31,7
<i>Transfert aux collectivités territoriales</i>	-11,3	-11,1	-11,1
<i>Transfert à l'AFITF</i>	-1,2	-1,9	-2,1
<i>Transfert Île-de-France Mobilités (ex-STIF)</i>	-0,1	-0,1	-0,1
<i>Autres</i>	0,2	-	-
TICPE brute État	20,1	18,3	18,4
<i>Remboursements et dégrèvements de TICPE</i>	-2,2	-1,9	-2,0
TICPE nette État	18,0	16,4	16,4

Taxe sur la valeur ajoutée nette

Encadré méthodologique

1. Principe de l'impôt

1.1. Assiette

Toutes les ventes et les prestations de services réalisées en France sont soumises à la TVA, sauf lorsqu'une exonération particulière trouve à s'appliquer (certains services financiers par exemple). Les importations sont assujetties à la TVA, alors qu'en règle générale les exportations de marchandises et les livraisons intracommunautaires sont exonérées de TVA.

La TVA est estimée sur les dernières données disponibles, et repose en moyenne pour environ trois cinquièmes sur les dépenses de consommation des ménages. Le reste de l'assiette est principalement constitué de l'investissement (notamment celui des ménages et des administrations publiques) et des consommations intermédiaires non déductibles.

1.2. Calcul de l'impôt dû

Des taux proportionnels s'appliquent à différentes catégories de produits :

- le taux normal à 20 % s'applique par défaut aux produits qui ne sont pas concernés par les taux réduits ;
- le taux intermédiaire à 10 % s'applique notamment à la restauration sur place et à emporter (hors alcool), les transports, la rénovation immobilière, les médicaments non remboursables, et depuis 2014, la construction de logement intermédiaire ;
- le taux réduit à 5,5 % concerne essentiellement les produits alimentaires, mais, aussi, les abonnements à l'électricité, les livres, la rénovation thermique et les places de cinéma ;
- le taux super-réduit à 2,1 % porte sur un nombre limité de produits, principalement les médicaments remboursables mais aussi la presse.

1.3. Modalités de versement dans le régime de droit commun

Chaque mois, l'entreprise calcule la TVA encaissée sur les ventes du mois précédent écoulé. Elle impute sur ce montant la TVA acquittée au cours du processus de production, lors de consommations intermédiaires ou d'investissements réalisés, à hauteur notamment d'un éventuel prorata de non-déductibilité (PND). Peuvent également être imputés les crédits de TVA antérieurs n'ayant pas encore fait l'objet de demandes de remboursement. Dans le cas où le solde est créditeur, l'entreprise dispose d'un nouveau crédit de TVA qui, s'il n'est pas imputé par la suite, peut, en règle générale, donner lieu à remboursement.

1.4. Composition des recettes de taxe sur la valeur ajoutée

Les recettes budgétaires nettes de TVA sont le résultat de la différence entre recettes budgétaires brutes et remboursements et dégrèvements de TVA (dans une très grande majorité remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt – il n'existe pas de poste de remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques en matière de TVA).

Une fraction de la TVA nette budgétaire totale est par ailleurs transférée aux administrations de

sécurité sociale.

De plus, différentes fractions ont été affectées progressivement aux collectivités territoriales :

- une part de TVA nette est transférée aux régions en remplacement de leur dotation globale de fonctionnement (depuis 2018) ;
- une fraction de TVA est affectée aux départements, à la Ville de Paris et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale (depuis 2021) ;
- une fraction de TVA est affectée aux régions dans le cadre de la suppression de la part régionale de CVAE (depuis 2021) ;
- une fraction de la TVA est affectée aux communes, intercommunalités et départements dans le cadre de la suppression progressive de la CVAE (depuis 2023).

Enfin, à la suite de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public en LFR 1 pour 2022, le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » est alimenté par un transfert de TVA.

2. Méthode de prévision

2.1. Prévision économique

La prévision économique des recettes de taxe sur la valeur ajoutée est effectuée sur le champ de la comptabilité nationale. L'évolution spontanée retenue en prévision s'appuie sur celle de l'assiette macroéconomique simulée de la TVA (appelée « emplois taxables »), reconstituée à partir des prévisions de consommation et d'investissement, sous-jacentes au scénario macroéconomique d'ensemble.

À cette croissance des emplois taxables peut également s'ajouter l'effet de la déformation de la structure de consommation des ménages entre produits taxés au taux normal et produits taxés aux taux réduits (« effets de structure »). La prévision pour l'année en cours intègre également les informations tirées des recouvrements.

2.2. Passage à la TVA nette budgétaire

La prévision des recettes de TVA nette budgétaire au profit de l'État s'obtient à partir de la prévision économique décrite ci-dessus, après déduction de la part de TVA transférée aux administrations de sécurité sociale, aux collectivités territoriales, au CCF Avances à l'audiovisuel public, prise en compte du décalage comptable entre recettes au sens de la comptabilité nationale et recettes budgétaires ainsi que des écritures pour ordre.

Ce décalage comptable tient compte du fait que les recettes de TVA perçues sur des transactions effectuées un mois donné sont enregistrées pour ce même mois en comptabilité nationale (enregistrement en « droits constatés ») alors que les recettes budgétaires ne sont perçues qu'un mois plus tard. Ainsi, la TVA payée sur les transactions de décembre N est comptabilisée en N en comptabilité nationale, mais en N+1 en comptabilité budgétaire. Il intègre aussi les délais de traitement par l'administration des demandes de remboursement de crédits de TVA déposées par les entreprises.

Un écart entre comptabilité nationale et comptabilité budgétaire peut ainsi apparaître, notamment lors de l'entrée en vigueur de mesures nouvelles (transferts de fraction de TVA) ou de fortes variations de l'activité.

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I | Taxe sur la valeur ajoutée nette

RETOUR SUR 2022

La taxe sur la valeur ajoutée nette de l'État s'établit en 2022 à 100,8 Md€, soit une plus-value de +2,5 Md€ par rapport à la LFI 2022 qui résulte notamment d'une évolution spontanée plus élevée que prévue (+8,5 % contre +6,4 % en LFI 2022 au sens de la comptabilité nationale pour l'ensemble des administrations publiques) et de la prise en compte en cours d'année de la nouvelle compensation de TVA (-3,6 Md€) à la suite de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

En 2023, la prévision de TVA nette État budgétaire s'établit à 96,3 Md€, soit une hausse de +1,6 Md€ par rapport à la LFI 2023, en lien avec un moindre transfert de 2 Md€ à destination finale de l'Unédic. Par rapport à 2022, les recettes nettes de TVA à destination de l'État seraient en recul de -4,5 Md€. La croissance spontanée de la TVA nette budgétaire de l'État serait dynamique (+4,7 %), en lien avec la hausse des emplois taxables (+5,8 %), en partie compensée par un surcroît de demandes de remboursement de crédits de TVA par les entreprises. Les mesures nouvelles, quant à elles, abaisseraient le niveau de recettes fiscales nettes de TVA d'environ -9 Md€, principalement en raison de la compensation de la suppression de la CVAE.

ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision de TVA nette État budgétaire pour 2024 s'établit à 100,4 Md€, en hausse de +4,1 Md€ par rapport à la prévision révisée pour 2023, soutenue principalement par la croissance des emplois taxables.

En Md€	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
TVA brute totale (en comptabilité budgétaire)	273,4	290,2	303,1
Remboursements et dégrèvements	-70,7	-80,0	-83,5
TVA nette totale (en comptabilité budgétaire)	202,7	210,2	219,7
Transferts à la sécurité sociale	-57,4	-57,8	-60,3
Transferts aux collectivités territoriales*	-40,9	-52,3	-55,0
Compensation CAP	-3,6	-3,8	-4,0
TVA nette État (en comptabilité budgétaire)	100,8	96,3	100,4

Note : (*) Le taux d'évolution annuelle des transferts aux collectivités territoriales retenu est de +3,7 % en prévision 2023 et de +4,5 % en prévision 2024.

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes

Droits de mutation à titre gratuit (lignes 1705 - 1706)

RETOUR SUR 2022

Les recettes se sont élevées à 18 610 M€ en 2022 et se répartissent ainsi :

- Mutations à titre gratuit entre vifs (donations - ligne 1705) : 3 357 M€ en 2022, en plus-value de +221 M€ par rapport à la prévision en LFI 2022 et en baisse de -520 M€ par rapport à 2021. Cette dernière s'explique par une normalisation des recettes après une année 2021 marquée par des recettes exceptionnellement élevées du fait d'un rattrapage des donations après des recettes très basses en 2020.
- Mutations à titre gratuit par décès (successions - ligne 1706) : 15 253 M€ en 2022, soit une plus-value de +794 M€ par rapport à la LFI 2022 et une hausse de +446 M€ par rapport à 2021. Cette dernière s'explique notamment par la hausse des prix immobiliers.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 19 540 M€ pour 2023, soit 3 790 M€ pour les mutations à titre gratuit entre vifs (donations - ligne 1705) et 15 750 M€ pour les mutations à titre gratuit par décès (successions - ligne 1706). La plus-value par rapport à la prévision de la LFI 2023 s'élève à +1 646 M€ et est principalement portée par la partie successions (+1 356 M€), dans la lignée de remontées comptables plus dynamiques qu'anticipées au premier semestre.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 19 336 M€ pour 2024, en baisse de -204 M€ par rapport à 2023. Elle se répartirait ainsi :

- Mutations à titre gratuit entre vifs (donations - ligne 1705) : 3 936 M€ en 2024, soit une hausse de +146 M€ par rapport à 2023 en cohérence avec le scénario macroéconomique retenu.
- Mutations à titre gratuit par décès (successions - ligne 1706) : 15 400 M€ en 2024, soit une baisse de -350 M€ par rapport à une année 2023 aux recettes élevées.

Contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité (ligne 1752)

Cette taxe est un dispositif de plafonnement des revenus des producteurs d'énergie introduit dans la LFI 2023 à la suite du règlement européen relatif aux mesures d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie (accord au Conseil de l'UE du 30 septembre 2022).

Ce dispositif est articulé autour de trois périodes : (i) celle débutant le 1^{er} juillet 2022 et s'achevant le 30 novembre 2022 (période 1) ; (ii) celle débutant le 1^{er} décembre 2022 et s'achevant le 30 juin 2023 (période 2) ; (iii) celle débutant le 1^{er} juillet 2023 et s'achevant le 31 décembre 2023 (période 3).

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établirait à 3 680 M€ en 2023, révisée en baisse de -8 620 M€ par rapport au niveau prévu dans le cadre de la LFI 2023 (12 300 M€), essentiellement en raison de la baisse des prix constatée par rapport aux hypothèses de prix de l'énergie sous-jacentes à la LFI 2023.

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes
------------------------	--

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établirait à 620 M€ en 2024. Ce montant correspond au solde attendu en 2024 au titre des années 2022 et 2023.

Autres taxes intérieures (ligne 1753)

Les commentaires ci-dessous concernent les recettes nettes des « Autres taxes intérieures de consommation », i.e. elles sont retraitées de la sous-action 200-12-09 relatives aux dégrèvements et restitutions de sommes indûment perçues afférentes.

RETOUR SUR 2022

Les recettes nettes se sont élevées à 4 538 M€ en 2022, en moins-value de -197 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2022 (4 735 M€). Les recettes brutes de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) ont enregistré une forte baisse de -4 868 M€ par rapport à 2021 en raison de la mise en place du bouclier tarifaire.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision des recettes nettes s'établit à 1 430 M€ en 2023, en moins-value de -934 M€ par rapport au niveau de la LFI 2023 en raison de remontées comptables moins allantes pour ce qui est de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) et du décalage à 2023 de la plupart des demandes de remboursements de TICFE par les fournisseurs d'électricité liés à la mise en place du bouclier tarifaire.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision des recettes nettes s'établit à 2 059 M € en 2024, un facteur significatif d'évolution résidant dans la fin des restitutions liées au bouclier tarifaire à la TICFE.

En M€	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	2 513	0	0
Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel	2 269	2 100	2 139
Autres taxes	19	30	20
1753 - Autres taxes intérieures	4 800	2 130	2 159
Remboursements et dégrèvements	261	700	100
Autres taxes intérieures nettes	4 538	1 430	2 059

Taxe générale sur les activités polluantes (ligne 1756)**RETOUR SUR 2022**

Les recettes se sont élevées à 1 056 M€ en 2022, en plus-value de +186 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2022 (870 M€). Cet écart résulte du dynamisme de l'activité en 2021, qui induit un surplus de solde versé en 2022 et d'acomptes basés sur cet exercice.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 1 710 M€ en 2023, en hausse de +691 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2023 en lien avec une recette exceptionnelle enregistrée au titre de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT), les opérateurs n'ayant pas atteint les cibles d'incorporation de biocarburants fixées par la loi.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 1 318 M€ en 2024, en baisse de -392 M€ par rapport à la prévision pour 2023, du fait d'une part de la fin de la recette exceptionnelle au titre de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT) enregistrée en 2023, et d'autre part d'une croissance générale des composantes de la taxe.

Produits des jeux d'argent (lignes 1785 - 1790)

RETOUR SUR 2022

Les produits des jeux ont atteint 5 015 M€ en 2022 et se répartissent ainsi :

- Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs) (ligne 1785) : 2 830 M€ en 2022, soit une moins-value de -86 M€ par rapport à la loi de finances initiale.
- Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos (ligne 1786) : 861 M€ en 2022, soit une plus-value de +220 M€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale (641 M€).
- Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (ligne 1787) : 417 M€ en 2022, en légère plus-value par rapport à la loi de finances initiale (398 M€).
- Prélèvement sur les paris sportifs (ligne 1788) : 802 M€ en 2022 contre une prévision à 1 083 M€ en LFI 2022, soit une moins-value de -281 M€.
- Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne (ligne 1789) : 106 M€ en 2022 contre une prévision à 84 M€ en LFI 2022, soit une plus-value de +22 M€.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision des produits des jeux s'établirait à 5 237 M€ en 2023, soit une moins-value de -89 M€ par rapport à la loi de finances initiale. Cette prévision se répartirait de la manière suivante :

- Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs) (ligne 1785) : 2 887 M€ en 2023, soit le même niveau que celui anticipé en loi de finances initiale.
- Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos (ligne 1786) : 990 M€ en 2023, soit une plus-value de +155 M€ par rapport à la prévision de la loi de finances initiale au regard des encaissements constatés sur les sept premiers mois de l'année.
- Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (ligne 1787) : 419 M€ en 2023, en légère plus-value par rapport à la loi de finances initiale (395 M€) en lien avec les remontées comptables constatées sur les sept premiers mois de l'année.
- Prélèvement sur les paris sportifs (ligne 1788) : 818 M€ en 2023, soit une moins-value de -273 M€ par rapport à la loi de finances initiale, afin de tenir compte de l'exécution 2022.
- Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne (ligne 1789) : 124 M€ en 2023, soit une légère plus-value par rapport à la loi de finances initiale.

Recettes fiscales

Voies et moyens tome I | Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision des produits des jeux atteindrait 5 348 M€ en 2024, en hausse de +111 M€ par rapport à 2023. Elle se répartirait ainsi :

- Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs) (ligne 1785) : 2 944 M€ en 2024, en hausse de +58 M€ par rapport à 2023 en lien avec la tendance du secteur ces dernières années.
- Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos (ligne 1786) : 1 040 M€ en 2024, soit une hausse de +50 M€ par rapport à 2023 en raison du dynamisme du secteur ces dernières années (hors Covid).
- Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (ligne 1787) : 421 M€ en 2024, au même niveau que celle prévue en 2023.
- Prélèvement sur les paris sportifs (ligne 1788) : 818 M€ en 2024, au même niveau que celle prévue en 2023.
- Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne (ligne 1789) : 126 M€ en 2023, au même niveau que celle prévue en 2023.

Taxe sur les transactions financières (ligne 1797)**RETOUR SUR 2022**

Les recettes se sont élevées à 1 361 M€ en 2022, soit une plus-value de +233 M€ par rapport à la loi de finances initiale due notamment à une forte évolution des volumes de transactions infra-journalières constatés.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 1 100 M€ en 2023, soit une révision à la baisse de -612 M€ par rapport à la prévision de la LFI 2023 au regard d'une part de la sortie de certaines entreprises de l'assiette à la suite de la diminution de leur valorisation boursière en 2022 et d'autre part de la révision à la baisse des hypothèses des volumes de transactions.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 1 200 M€ en 2024, en hausse de +100 M€ par rapport à 2023.

Autres taxes (ligne 1799)**RETOUR SUR 2022**

Les recettes se sont élevées à 836 M€ en 2022 contre une prévision à 963 M€ en LFI 2022.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

La prévision s'établit à 984 M€ en 2023, en légère baisse par rapport à la prévision de la LFI 2023.

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

La prévision s'établit à 3 258 M€ en 2024.

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes

Voies et moyens tome I

Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État

Remboursements et dégrèvements

Voies et moyens tome I

Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Les remboursements et dégrèvements (R&D) ont la particularité de venir en atténuation des recettes du budget général. Ils correspondent à des crédits évaluatifs du programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » au sein de la mission « Remboursements et dégrèvements ».

Depuis la LFI pour 2012, les remboursements et dégrèvements d'impôts d'État sont présentés selon leur nature et non plus simplement par impôt.

Le programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » est ainsi constitué de trois actions :

- Remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt : concernant principalement la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu, ils représentent la majeure partie des remboursements et dégrèvements (76 % en PLF pour 2024) ;
- Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques : il s'agit notamment des crédits d'impôt essentiellement (13 % en PLF pour 2024) ;
- Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État : il s'agit notamment des admissions en non-valeur, remises, annulations et autres restitutions (11 % en PLF pour 2024). C'est dans cette catégorie que sont notamment comptabilisées les dépenses de contentieux.

Au sein de chaque action, les remboursements et dégrèvements sont ventilés par grands impôts d'État (IS, TVA, dégrèvements d'impôts directs d'État).

Pour les principaux impôts d'État (IR, IS, TVA et TICPE), les remboursements et dégrèvements sont commentés dans la partie « recettes fiscales » afin d'améliorer la cohérence de la présentation des recettes fiscales ; en effet, c'est le montant net de l'impôt qui est pertinent d'un point de vue économique.

La partie « Remboursements et dégrèvements » de l'évaluation des voies et moyens présente les chiffres relatifs aux remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, en cohérence avec la nomenclature comptable qui impose l'inscription des remboursements et dégrèvements dans des programmes de dépenses budgétaires spécifiques.

La présentation du programme, des actions, des objectifs et des indicateurs correspondants est effectuée dans le cadre du projet annuel de performances de la mission « Remboursements et dégrèvements ».

RETOUR SUR 2022

En 2022, le montant total de remboursements et dégrèvements d'impôts d'État s'est élevé à 125,8 Md€, dont 20,8 Md€ de restitutions d'impôt sur le revenu (après 21,1 Md€ en 2021), 24,6 Md€ de restitutions d'impôt sur les sociétés (après 28,2 Md€ en 2021), 70,7 Md€ de remboursements de crédits de TVA (après 63,0 Md€ en 2021) et 2,2 Md€ de R&D relatifs à la TICPE (après 1,9 Md€ en 2021).

Les remboursements et dégrèvements d'État autres que ceux concernant l'IR, l'IS, la TVA et la TICPE ont baissé en 2022, passant de 8,1 Md€ en 2021 à 7,5 Md€ en 2022.

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023

La prévision retenue dans la LFI 2023 était de 127,1 Md€. Dans le présent PLF, l'évaluation pour 2023 des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État est en hausse de +11,5 Md€ par rapport à la LFI 2023 pour s'établir à 138,6 Md€, en raison notamment de :

- La révision à la hausse des prévisions de remboursements et dégrèvements portant sur la TVA (+8,9 Md€), l'impôt sur les sociétés (+3,2 Md€) et les autres TIC (+0,7 Md€) ;
- La révision à la baisse des prévisions de remboursements et dégrèvements portant sur l'impôt sur le revenu (-1,3 Md€).

L'ÉVALUATION PROPOSÉE POUR 2024

L'évaluation proposée pour 2024 intègre une baisse de -2,6 Md€ des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État par rapport au révisé de 2023 pour atteindre 136,0 Md€.

Les remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt baisseraient de -2,6 Md€. Cette prévision tient compte notamment d'une baisse de -6,0 Md€ des remboursements relatifs à l'impôt sur les sociétés et d'une hausse de +3,3 Md€ des remboursements relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques baisseraient de -0,5 Md€, principalement en raison de la baisse des remboursements et dégrèvements relatifs à l'impôt sur les sociétés (-0,6 Md€) et autres TIC (-0,6 Md€), en partie compensée par la montée en charge du « Crédit d'impôt contemporain – Service à la personne » (+0,9 Md€).

Les remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État augmenteraient de +0,5 Md€.



Recettes non fiscales

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Récapitulation

ÉVALUATION POUR 2023

RETOUR SUR 2022

En 2022, les recettes non fiscales se sont élevées à 23,9 Md€, soit un niveau supérieur de +3,8 Md€ par rapport à la LFI pour 2022.

Cet écart se décompose de la manière suivante :

- Les dividendes et recettes assimilées s'établissent à un niveau plus élevé qu'en LFI 2022 (+1,6 Md€) en raison d'une hausse des dividendes versés par les entreprises financières (+1,2 Md€), principalement portée par le dynamisme du dividende versé par la Caisse des dépôts et consignations (+1,1 Md€) ; l'excédent du fonds de réserve des retraites des agents de la Banque de France contribue aussi à cette plus-value (+1,1 Md€). Ces versements non anticipés sont atténués par une baisse des produits des participations de l'État dans des entreprises non financières (-0,6 Md€) ;
- Les produits du domaine de l'État sont en légère hausse par rapport à la prévision inscrite en LFI 2022 (+0,2 Md€), majoritairement du fait de recettes de redevances d'usage des fréquences radioélectriques plus élevées que prévu ;
- Les produits de la vente de biens et services s'établissent à un niveau plus élevé que la prévision de la LFI 2022 (+0,6 M€) en lien avec, d'une part, des remboursements par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget plus élevés qu'initialement prévu en LFI 2022 (+0,2 Md€) et, d'autre part, le dynamisme des autres recettes diverses (+0,4 Md€) ;
- Les remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières marquent une légère hausse par rapport au montant inscrit en LFI 2022 (+0,2 Md€) ;
- Le produit des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites est supérieur au niveau anticipé en LFI 2022 (+0,6 Md€). Cette hausse est portée par le dynamisme du produit des amendes et condamnations pécuniaires (+0,7 Md€), la hausse des produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes (+0,2 Md€). Les produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence, en baisse, atténue ces écarts positifs (-0,4 Md€) ;
- Les recettes diverses présentent une plus-value par rapport à la LFI 2022 (+0,6 Md€), principalement en raison des reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (+0,3 Md€) et des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (+0,2 Md€).

Recettes non fiscales prévues en LFI pour 2022	20 177
Dividendes des entreprises financières	1 199
Dividendes des entreprises non financières	-627
Excédent du fonds de réserve des retraites Banque de France	1 029
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	149
Remboursements par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	228
Autres recettes diverses	432
Intérêts des autres prêts et avances	275
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	-153
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	740
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	195
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	-418
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	273

Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	210
<i>Autres</i>	240
Exécution 2022	23 949

LA RÉVISION DES ESTIMATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2023

En LFI pour 2023, une prévision de 30,9 Md€ avait été établie. L'exécution 2023 devrait s'établir à 26,0 Md€. Cette révision à la baisse de -5,0 Md€ s'explique notamment par :

- Des dividendes et recettes assimilées plus faibles qu'initialement prévu (-2,7 Md€), principalement en lien avec la baisse des dividendes des entreprises financières (-3,6 Md€), partiellement atténuée par une révision à la hausse des dividendes des entreprises non financières (+0,8 Md€) ;
- Une révision à la baisse des recettes diverses (-1,5 Md€), principalement portée par la révision à la baisse du versement de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) au titre de 2023 (-2,1 Md€), en raison du nouvel échéancier de versements (l'enveloppe globale reste toutefois stable). Cette moins-value est amoindrie par la hausse des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (+0,3 Md€) ;
- Les produits des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite sont globalement stables.
- Une diminution des produits du domaine de l'État (-0,8 Md€), due à la baisse du versement de la redevance sur l'énergie hydraulique (-0,8 Md€) compte tenu du versement en 2024 d'une partie de cette redevance au titre de 2023 ;
- Des produits issus de la vente de biens et services moins élevés que prévus (-0,2 Md€), que la hausse des remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (+0,2 Md€), du fait de l'augmentation des intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers, compense ;

Recettes non fiscales prévues en LFI pour 2023	30 934
Baisse des dividendes versés par les entreprises financières	-3 567
Hausse des dividendes des entreprises non financières	817
Divers versements de l'Union européenne	-2 116
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	297
Revenus du domaine public non militaire	-839
Produits de la vente de biens et services	-232
Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers	239
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	-463
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	172
Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	278
<i>Autres</i>	446
Recettes prévues pour 2023	25 965

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Récapitulation

PRÉVISION POUR 2024

En 2024, par rapport à la prévision d'exécution pour 2023, les recettes non fiscales diminueraient de -3,3 Md€ pour s'établir à 22,6 Md€.

Cette évolution s'explique par :

- La baisse des recettes diverses (-3,9 Md€) en lien, notamment, avec le montant du versement de la troisième tranche de la FRR au titre de 2024, moins élevé que les versements de 2023 (-3,4 Md€) ;
- Des dividendes et recettes assimilées moins élevés (-0,6 Md€), en lien avec les diminutions des dividendes des entreprises non financières (-0,7 Md€) et des autres dividendes et recettes assimilées (-0,1 Md€), que ne compense pas la légère progression des dividendes des entreprises financières (+0,2 Md€) ;
- La hausse des produits du domaine de l'État (+0,3 Md€), portée par l'augmentation de la redevance hydraulique (+0,7 Md€) en lien avec l'encaissement en 2024 d'une partie des recettes dues au titre de 2023, que la baisse de la redevance d'usage des fréquences radioélectriques (-0,3 Md€) amoindrit ;
- La hausse des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (+0,5 Md€) au travers, notamment, des plus-values sur les produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence (+0,3 Md€) et sur les produits des autres amendes et condamnations pécuniaires (+0,3 Md€) ;

- La stabilité des produits de la vente de biens et services (+0,1 Md€) et des remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (+0,1 Md€).

Recettes prévues pour 2024	25 965
Divers versements européens	-3 384
Dividendes versés par les entreprises non financières	-658
Autres dividendes et recettes assimilées	-123
Dividendes versés par les entreprises financières	188
Revenus du domaine public non militaire	664
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	-347
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	263
Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	300
<i>Autres</i>	-235
Recettes prévues pour 2024	22 633

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Dividendes et recettes assimilées

Dividendes et recettes assimilées

Produits des participations de l'État dans des entreprises financières (ligne 2110)

Cette ligne intègre tous les produits de l'État résultant de sa participation dans diverses entreprises financières, dont les principales sont la Banque de France, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Caisse nationale de prévoyance (CNP), la Caisse centrale de réassurance (CCR), ainsi que l'Agence française de développement (AFD).

Pour rappel l'article 41 de la loi de finances pour 1990 a introduit un article L. 518-16 dans le Code monétaire et financier (CMF) fixant la contribution annuelle de la CDC au budget de l'État (hors fonds d'épargne) : « La Caisse des dépôts et consignations verse chaque année à l'État, sur le résultat net de son activité pour compte propre après paiement d'une contribution représentative de l'impôt sur les sociétés, une fraction de ce résultat net, déterminée après avis de la Commission de surveillance de l'établissement saisie par le directeur général, dans le cadre des lois et règlements fixant le statut de l'établissement ».

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 2 731 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 1 603 M€. La LFR 2 pour 2022 a revu cette prévision à 2 817 M€ en lien avec le dynamisme du dividende versé par la Caisse des dépôts et consignations.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 2 802 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait des produits à hauteur de 4 958 M€, que le PLF pour 2024 actualise à 1 391 M€.

Prévision pour 2024

En 2024, la prévision de la ligne s'établit à 1 579 M€ en hausse de +188 M€ par rapport à la prévision 2023, en lien avec les résultats financiers anticipables à date.

Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers (ligne 2116)

Cette ligne intègre les dividendes perçus par l'État au titre de ses participations dans diverses entreprises non financières. Les principales entreprises concernées sont EDF, Engie, Orange, Renault, La Poste et Safran. Elle ne présente que les dividendes perçus en numéraire et n'intègre pas la valorisation des dividendes perçus le cas échéant en actions.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 936 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 2 049 M€, révisé à 1 363 M€ en LFR 2 pour 2022 pour tenir compte, notamment, de l'absence de versement de dividendes de la part d'EDF.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 1 422 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un rendement de 1 417 M€. Le PLF pour 2024 prévoit un montant révisé de 2 234 M€ afin de tenir compte des résultats financiers à date.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit 1 576 M€ de recettes sur cette ligne, en baisse de -658 M€ par rapport à la prévision 2024, en lien avec les résultats financiers anticipables à date.

Autres dividendes et recettes assimilées (ligne 2199)

Cette ligne enregistre, entre autres recettes, les dividendes et produits constatés dans le cadre du programme d'investissements d'avenir. Les prévisions de ces recettes sont affectées d'une forte incertitude, liée aux difficultés à anticiper l'évolution d'actifs financiers. Ces difficultés sont exacerbées dans le contexte économique et sanitaire de 2020 et 2021.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 695 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 49 M€, révisé en LFR 2 pour 2022 à 1 311 M€ pour tenir compte de l'excédent du fonds de réserve des retraites des agents de la Banque de France reversé au budget général. En effet, lorsque le taux de couverture des engagements de retraite dépasse 100 %, l'excédent est réservé à l'État.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 1 118 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un rendement de 49 M€. En particulier, l'hypothèse retenue était un taux de couverture des engagements de retraite inférieur à 100 %, entraînant une absence de versement au budget général.

Le PLF pour 2024 prévoit un montant révisé de 123 M€ afin de tenir compte de l'actualisation des retours prévus au budget général au titre des investissements d'avenir.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Dividendes et recettes assimilées

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 0 €. Le taux de couverture des engagements de retraite serait inférieur à 100 %, entraînant l'absence de versement au budget général.

Produits du domaine de l'État

Revenus du domaine public non militaire (ligne 2201)

Cette ligne comptabilise les redevances progressives dues par les titulaires d'exploitations de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, les redevances relatives au droit de pêche et de chasse sur le canal de la Sauldre, le produit des concessions de ports de plaisance sur le domaine maritime et fluvial, le produit des concessions d'outillage public (ports de commerce, ports de pêche), le produit des autorisations d'exploitation des cultures marines, des autorisations de chasse et de pêche sur les dépendances du domaine public, le produit des droits de passage accordés sur le domaine public aux exploitants de réseaux de télécommunications, des licences de pêche, des produits liés à d'autres occupations, concessions ou autorisation dont le tarif est fixé au plan national des droits liés à l'utilisation de l'énergie hydraulique. Cette ligne enregistre également les produits de gestion résultant de la location, de l'occupation ou de l'utilisation de biens acquis sur crédits du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (FNAFU) et, depuis 2010, les redevances d'occupation des éoliennes implantées sur le domaine public de l'État.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 194 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 184 M€, révisé en LFR 2 pour 2022 à 400 M€ afin de tenir compte du versement de la redevance sur l'énergie hydraulique.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 225 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 1 200 M€.

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 361 M€, qui tient compte des prévisions de redevance hydraulique disponibles à date et du versement en 2024 d'une partie de cette redevance au titre de 2023.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 1 025 M€ pour tenir compte du versement de la redevance hydraulique.

Revenus du domaine privé (ligne 2203)

Cette ligne comptabilise des recettes liées à des indemnités d'affectation provisoire de biens immobiliers du domaine privé non militaire. Elle intègre également les produits des locations et affectations provisoires de biens meubles, des recettes perçues par l'État en contrepartie des dépenses de reconstruction et des redevances d'occupation des constructions provisoires.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Produits du domaine de l'État

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 233 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 232 M€, prévision maintenue lors des lois de finances rectificatives.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 260 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale prévoyait un rendement de 255 M€.

Le PLF pour 2024 prévoit un montant révisé de 285 M€ tenant compte du niveau des encaissements constatés au cours de l'année.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 293 M€, proche de celui retenu pour 2023.

Redevances d'usage des fréquences radioélectriques (ligne 2204)

Cette ligne retrace les versements des titulaires d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques délivrée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). Les faisceaux hertziens, les satellites, les réseaux radioélectriques indépendants et la boucle radio locale sont ainsi assujettis, d'une part, au paiement d'une redevance annuelle domaniale de mise à disposition de fréquences radioélectriques, dans le but d'instaurer une valorisation efficace du spectre hertzien et, d'autre part, au paiement d'une redevance annuelle de gestion dont le montant est destiné à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion du spectre et des autorisations d'utilisation de fréquences.

Les redevances dues pour l'exploitation de réseaux mobiles terrestres ouverts au public, font toutefois l'objet de dispositions dérogatoires particulières qui sont précisées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes. Ces redevances se décomposent en une part fixe et une part variable déterminée en fonction du chiffre d'affaires réalisé par les titulaires dans la bande de fréquences utilisée.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 884 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 703 M€, révisé à 764 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 852 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 764 M€, montant maintenu dans le PLF 2024.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 417 M€.

Compte tenu des enjeux peu significatifs qui s'y rattachent sur les annuités examinées, les lignes suivantes ne sont pas commentées.

Autres revenus du domaine public (ligne 2202)

Cette ligne intègre des recettes issues notamment des produits des locations et affectations provisoires de biens meubles, des produits des ventes de meubles (objets mobiliers de l'État, épaves, biens vacants), des produits des affectations définitives d'immeubles, des legs et donations sans affectation spéciale, ainsi que d'autres recettes (dont l'argent trouvé sur la voie publique). Elle intègre également les produits des biens dévolus à l'État suite à confiscation, ainsi que les sommes et valeurs attribuées à l'État ou encore les produits des extractions de matériaux sur le domaine public maritime ou non maritime et en mer territoriale.

Autres revenus du Domaine (ligne 2299)

Cette ligne prend en compte les produits et revenus divers résultant d'opérations du domaine, les revenus du domaine militaire (public et privé) liés aux loyers et indemnités d'occupation ainsi qu'aux indemnités d'affectation provisoire. Elle peut aussi accueillir des versements de pénalités afférentes ou encore des retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'État ou loués par l'État.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Produits de la vente de biens et services

Produits de la vente de biens et services

Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget (ligne 2301)

Chaque État membre bénéficie du remboursement des frais de perception des ressources propres traditionnelles qu'il recouvre au profit de l'Union européenne (droits de douane uniquement à compter de 2018, les cotisations sur le sucre étant supprimées à cette date). Aux termes de la décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (2014/335/UE, Euratom), le taux de remboursement était fixé à 20 % du produit collecté. Ce taux a été réhaussé à 25 % par la décision du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (2014/335/CE), dite « décision ressources propres », entrée en vigueur le 1^{er} juin 2021, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021.

Le montant des recettes non fiscales reporté en ligne 2301 est déterminé à partir de données prévisionnelles relatives aux ressources propres traditionnelles perçues par la France en 2021 et 2022, transmises par la Commission en mai 2022 lors du comité consultatif des ressources propres (CCRP) et à partir de l'exécution des frais d'assiette et de perception depuis le 1er janvier 2021.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 595 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 531 M€, montant revu à 706 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 760 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait une recette de 727 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 731 M€.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 778 M€ lié à l'anticipation d'une augmentation des droits de douane dans un contexte de reprise du commerce international.

Autres frais d'assiette et de recouvrement (ligne 2303)

Cette ligne retrace l'ensemble des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'État à l'exclusion de ceux relatifs aux impôts locaux transitant par le compte d'avances aux collectivités territoriales (ancienne ligne 2302), qui figurent depuis 2011 en ligne 1201 (recettes fiscales).

La ligne 2303 comprend ainsi les frais d'assiette et de recouvrement de la redevance audiovisuelle (jusqu'en 2022), les prélèvements pour frais de perception de taxes additionnelles à certains droits d'enregistrement perçus au profit des communes et départements et les frais d'assiette et de

recouvrement relatifs à des impositions de toutes natures affectées à des personnes morales autres que l'État (pour celles dont le recouvrement est confié à la direction générale des finances publiques).

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 1 101 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 1 165 M€, montant révisé à 1 138 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 1 103 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 1 178 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 1 051 M€.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 1 101 M€, proche du niveau prévu pour 2023.

Autres recettes diverses (ligne 2399)

Cette ligne retraçait principalement la redevance dite du « 1 pour 1000 » prévue à l'article 114 du Code des douanes.

Malgré la suppression par étapes de la redevance dite du « 1 pour 1 000 », les perceptions opérées par les receveurs des douanes au titre de recettes diverses imputées sur cette ligne de recette non fiscale conservent un certain niveau.

La ligne 2399 accueille également les produits issus des attributions de tonnage aux entreprises de transport de marchandises, des autorisations de stockage souterrain de gaz combustible ou d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, d'autres recettes (dont le droit forfaitaire d'examen des demandes d'attribution de tonnages supplémentaires, la délivrance d'autorisations de commerce, etc.), de la rémunération prévue à l'article 9 du décret n° 67-568 du 12/07/1967 sur le service foncier.

Cette ligne accueille enfin les retours au budget général de la partie des enchères carbone excédant le plafond de ressources affectées à l'Agence nationale de l'habitat.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 1 062 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un rendement de 962 M€, révisé à 1 419 M€ en LFR 2 pour 2022, les recettes issues des enchères de quota carbone étant supérieures à celles initialement anticipées.

Finalement, l'exécution 2022 s'établissait à 1 394 M€.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Produits de la vente de biens et services

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 1 715 M€ pour tenir compte du dynamisme des prix et des volumes échangés de quotas carbone.

Le PLF pour 2024 révisé ce montant à 1 558 M€ afin de tenir compte des évolutions de prix et de volumes constatés à date.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 1 608 M€, similaire au niveau retenu pour 2023.

Compte tenu des enjeux peu significatifs qui s’y rattachent sur les annuités examinées, les lignes suivantes ne sont pas commentées.

Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne (ligne 2304)

Les sommes enregistrées sur cette ligne correspondent principalement à la rémunération des prestations assurées par le Trésor public au titre de la collecte de l'épargne (recettes définies principalement par la convention établie avec la Caisse des dépôts et consignations - CDC), aux produits issus de l'activité « commerçant et porteur » du Trésor public et, de manière résiduelle, aux produits versés par Natixis AM au titre des placements effectués en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeur mobilières (OPCVM) et par Natixis CIB.

Produits de la vente de divers biens (ligne 2305)

Cette ligne retrace les recettes des établissements pénitentiaires, les produits de la vente des publications du Gouvernement, les produits de l'exploitation du service des constructions aéronautiques au titre de ses activités à l'exportation, ou encore les produits miniers résiduels.

Produits de la vente de divers services (ligne 2306)

Cette ligne recueille notamment le produit des recettes des transports aériens par moyens militaires et celui des rémunérations des prestations rendues par divers services ministériels : recettes résultant de prestations d'ingénierie, comme par exemple celles assurées par les laboratoires régionaux des Ponts et chaussées (LRPC) ou des centres d'études techniques de l'Équipement (CETE), des services rendus par le ministère de l'agriculture lors de la délivrance de certificats capacitaires relatifs au dressage des chiens au mordant et à l'exercice d'activités liées aux animaux d'espèces domestiques. La redevance pour service rendu relative aux coûts de traitement d'une demande d'autorisation d'exploitation de fréquence à des systèmes satellitaires s'impute également sur la ligne, ainsi que le produit des recettes perçues en cas de concours à un huissier de la police nationale et le produit des vacations prévues en cas d'intervention de la police nationale.

Le niveau des recettes enregistré sur cette ligne était affecté notamment par la réorientation des prestations d'ingénierie concurrentielle opérée par l'État et en considération des règles européennes. La prestation d'ingénierie dite « concurrentielle », qui s'exerçait dans le cadre des marchés publics, est définitivement supprimée au 1^{er} janvier 2012.

Cela conduit par exemple les collectivités territoriales à un moindre recours aux services de l'État pour se faire assister dans la maîtrise d'ouvrage de leurs travaux de voirie.

Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières

Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers (ligne 2401)

Cette ligne enregistre les intérêts des prêts retracés par le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Celui-ci comprend :

- les intérêts des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France (programme 851) ;
- les intérêts des prêts souverains accordés dans le cadre du programme de « consolidation de dettes envers la France » (programme 852), qui dépendent des calendriers et du résultat de négociations multilatérales relatives aux rééchelonnements de dettes ;
- les intérêts des prêts très concessionnels accordés à l'AFD en vue de favoriser le développement économique et social dans les pays étrangers (programme 853) ;

les intérêts des prêts accordés dans le cadre de la mise en place, en 2010, par les États membres de la zone Euro d'un mécanisme intergouvernemental de prêts bilatéraux coordonnés en vue de préserver la stabilité financière de la zone euro ; la Grèce a bénéficié d'avril 2010 à fin 2011 de ce dispositif de soutien (programme 854).

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 50 M€.

La loi de finances initiales pour 2022 prévoyait un montant de 52 M€, prévision révisée à 96 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 95 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 241 M€. Le PLF pour 2024 retient un montant de 480 M€ afin de prendre en compte la prévision de hausse des taux.

Prévisions pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 403 M€.

Intérêts des autres prêts et avances (ligne 2409)

Cette ligne vient compléter les lignes 2401, 2402 et 2403 pour enregistrer tous les intérêts des autres prêts et avances. Il s'agit notamment des prêts « autres » que ceux pour le fonds de développement économique et social (FDES).

Ces prêts incluent notamment les prêts d'actionnaires décaissés (capital) par le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État ».

Cette ligne retrace également les reversements d'intérêts des prêts consentis dans le cadre du programme d'investissement d'avenir (PIA).

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 177 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 26 M€, révisé à 300 M€ en PLFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 301 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 126 M€. Le PLF pour 2024 maintient cette prévision.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 130 M€, proche du niveau de 2023.

Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées (ligne 2499)

Cette ligne enregistre les remboursements en capital relatifs à une très grande diversité de prêts, avances, créances immobilisées (par créances immobilisées, il faut entendre par exemple les remboursements de dépôts et cautionnements).

Il s'agira ainsi (de façon non limitative) de remboursements relatifs aux prêts et avances aux organismes d'HLM (logements de fonctionnaires) relatifs aux constructions ou reconstructions d'immeubles d'habitation à caractère définitif, aux avances consenties par l'ex-Fonds d'aménagements foncier et d'urbanisme, aux prêts et avances à des particuliers (autres que les prêts d'honneur), aux prêts aux villes nouvelles, aux avances consolidées par transformation en prêt antérieurement à 2006, aux remboursements, soit en argent (ex-Fonds forestier national) soit sous forme de travaux de reboisement, relatifs aux prêts pour reboisement consentis, aux avances consenties par l'ex-Fonds national pour le développement du sport, aux prêts d'honneur consentis, aux avances consenties par l'ex-Fonds d'aide à la modernisation de la presse, aux prêts pour éviter le démembrement et les coupes abusives (ex-Fonds forestier national), aux prêts accordés par l'ancien Fonds national de développement des adductions d'eau, aux prêts destinés à faciliter le relogement des rapatriés (« restes à recouvrer » sur des prêts à des particuliers) à des dépôts et cautionnements, aux prêts à la modernisation de la presse, aux prêts au développement des services en ligne des entreprises de presse, etc. Cette ligne enregistre également le remboursement des avances remboursables et du capital des prêts consentis dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (PIA).

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Produits de la vente de biens et services

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 68 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 191 M€, révisé à 274 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 37 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 201 M€. Le PLF pour 2024 retient une prévision de 159 M€ afin de prendre en compte l'actualisation des remboursements au titre des programmes d'investissements d'avenir.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 365 M€ en raison des remboursements prévus au titre des programmes d'investissement d'avenir.

Compte tenu des enjeux peu significatifs qui s'y rattachent sur les annuités examinées, les lignes suivantes ne sont pas commentées.

Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social (ligne 2402)

Cette ligne enregistre des produits d'intérêts relatifs à des prêts participatifs ainsi qu'à des prêts ordinaires de la part du Fonds de développement économique et social (FDES).

Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics (ligne 2403)

Les intérêts retracés sur cette ligne sont relatifs aux produits des avances accordées, par exemple, aux budgets annexes, à des organismes notamment à caractère social ou activité assimilée, aux établissements publics nationaux ou autres organismes considérés comme des administrations publiques au sens de la comptabilité nationale.

A titre d'illustration ces opérations se répartissent actuellement entre les avances au BACEA (budget annexe de la mission Contrôle et exploitation aériens), à l'ASP (Agence de services et de paiement) au titre du préfinancement des aides communautaires versées aux agriculteurs et, plus ponctuellement, à divers organismes distincts de l'État et gérant des services publics.

Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile (ligne 2411)

Les avances remboursables permettent le financement d'une partie des dépenses, principalement de recherche et de développement, du secteur aéronautique. Le remboursement des avances dépend du volume des ventes d'aéronefs, de moteurs et d'équipements aéronautiques et s'effectue au même rythme que leurs livraisons. Les avances sont assurées à partir du programme 190 de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur » (MIREs). Les remboursements sont comptabilisés dans les recettes non fiscales du budget général.

Autres avances remboursables sous conditions (ligne 2412)

Reversement au titre des créances garanties par l'État (ligne 2413)

Par leur nature et leur caractère assez imprévisibles, le montant des recettes retracées sur cette ligne peut être très variable d'une année sur l'autre.

Conformément aux préconisations de la Cour des comptes, cette ligne accueille notamment les reversements au budget général, opérés dans le cadre des mécanismes de rééchelonnement de dettes issues de prêts souverains pour lesquels l'État aura pu être appelé en garantie, ces créances s'analysant, selon la Cour, comme des créances subrogatives. Par suite, les éventuels intérêts moratoires courant sur le droit de créance acquis par l'État par son intervention en qualité de caution, ont également vocation à s'imputer sur cette ligne.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites

Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites

Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers (ligne 2501)

Depuis 2011, la prévision inscrite à la ligne 2501 correspond au versement, par le compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », au profit du budget général, de la fraction déterminée du produit net qui lui est destinée, par l'intermédiaire du programme 755 « Désendettement de l'État » du CAS. Du fait de cette nouvelle configuration, cette ligne ne retrace désormais que la part du produit net des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers revenant définitivement au budget général. Cette ligne intègre également les recettes liées à la rebudgétisation de la fraction des amendes auparavant affectées à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé) qui a disparu au 1^{er} janvier 2016.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 504 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 614 M€, révisée prévision révisée à 629 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 657 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 684 M€. Le PLF pour 2024 retient une prévision de 663 M€.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 663 M€, égal au montant retenu pour 2023.

Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence (ligne 2502)

Les recettes enregistrées sur cette ligne sont constituées par les diverses sanctions prononcées, dans le domaine de la concurrence, par des autorités nationales ou communautaires.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 1 214 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 900 M€, révisé à 800 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établissait à 482 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiales pour 2023 prévoyait un montant de 900 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 437 M€ pour tenir compte des encaissements perçus à date.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 700 M€ fondé sur les encaissements observés lors des cinq exercices précédents.

Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes (ligne 2503)

La ligne 2503 est complémentaire à la ligne 2502. Elle a, par conséquent, vocation à enregistrer l'ensemble des amendes prononcées par des autorités administratives intervenant dans des domaines « autres » que celui de la concurrence.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 196 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 50 M€, révisé à 300 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 245 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait une recette de 122 M€. Le PLF pour 2024 prévoit un montant révisé à 294 M€ qui tient compte des encaissements réalisés à date

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 285 M€, proche du niveau de 2023.

Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires (ligne 2505)

Cette ligne comprend notamment le produit des « jours-amende », le produit des amendes prononcées par les ministres, les sanctions administratives prononcées par les ordonnateurs secondaires, le produit des astreintes prononcées par les juridictions, ainsi que le produit de certaines transactions.

En raison de la mise en place, depuis le 1^{er} janvier 2011, du compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », la fraction du produit des « amendes

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites

forfaitaires majorées » (AFM) recouvrées en application de la loi du 12 juin 2003 (contrôle-sanction automatisé) n'est plus enregistrée sur la présente ligne, mais attribuée à ce CAS.

Le guichet de régularisation du Service de traitement des déclarations rectificatives (STDR) est fermé depuis le 1^{er} janvier 2018.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 899 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 652 M€, révisé à 1 160 M€ en LFR 2 pour 2022 pour tenir compte de la convention judiciaire d'intérêt public signée avec une entreprise de restauration rapide.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 1 391 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 652 M€. Le PLF pour 2024 révisé ce montant à 930 M€ pour tenir compte des encaissements réellement perçus à date.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un rendement de 1 230 M€, fondé sur les recettes perçues lors des exercices antérieurs.

Compte tenu des enjeux peu significatifs qui s'y rattachent sur les annuités examinées, les lignes suivantes ne sont pas commentées.

Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat (ligne 2504)

Cette ligne enregistre l'ensemble des recettes sur titre de perception émis ou sur décisions de justice rendues au profit de l'agent judiciaire de l'État (AJE), en application de l'article 38 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955.

Que l'État soit en demande ou en défense, l'AJE est (sauf exceptions légales ou réglementaires) le représentant de l'État devant toutes les juridictions civiles ou commerciales pour les causes étrangères à l'impôt et au Domaine ; l'AJE disposant, pour l'exercice de son mandat légal de représentation en justice, auprès de chaque cour d'appel et de chaque tribunal de grande instance d'avoués et d'avocats nommés par arrêté du ministre chargé du budget.

La ligne 2504 enregistre ainsi l'ensemble des recouvrements opérés au profit de l'État par l'AJE ou toute autorité ainsi spécialement investie, par délégation ou ponctuellement, de la qualité d'agent judiciaire du Trésor pour ester en justice au nom et pour le compte de l'État.

Frais de poursuite (ligne 2510)

Cette ligne comprend l'ensemble des paiements de frais émis dans le cadre de l'action en recouvrement forcé des comptables publics sur les restes à recouvrer des créances de toute nature inscrites dans leurs comptes.

Le produit de cette ligne est en baisse depuis 2013, du fait principalement de la réforme des procédures de recouvrement des produits locaux et plus particulièrement de la suppression, en 2012, des frais de commandement, suite à l'instauration de la mise en demeure sans frais.

Frais de justice et d'instance (ligne 2511)

Cette ligne comprend l'ensemble des paiements sur frais de justice et d'instance prononcés à l'encontre des contribuables dans le cadre de procédures administratives liées aux impôts et taxes de toute nature recouverts par les comptables publics. Ces encaissements sont par nature très volatils.

Intérêts moratoires (ligne 2512)

Cette ligne comprend l'ensemble des paiements sur les intérêts moratoires liquidés durant l'action en recouvrement forcé des comptables publics sur les restes à recouvrer des créances de toute nature inscrites dans leurs comptes. Ces encaissements sont par nature très volatils.

Pénalités (ligne 2513)

Cette ligne a vocation à enregistrer l'imputation de pénalités très diverses. De façon non limitative, il pourra par exemple s'agir de pénalités pour défaut d'emploi obligatoire des travailleurs handicapés et des mutilés de guerre, de pénalités sur cautions relevant d'opérations communautaires, de diverses pénalités relatives au Domaine, de pénalités relatives au dispositif des certificats d'économie d'énergie.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Divers

Divers

Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (ligne 2602)

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 0 €.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 75 M€, révisé à 348 M€ en LFR 2 pour 2022. Cette révision tenait compte du reversement au budget général de l'excédent constaté sur le compte de commerce « Soutien financier au commerce extérieur ».

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 348 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 563 M€. Le PLF 2024 revoit marginalement cette prévision à 533 M€.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 461 M€.

Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (ligne 2603)

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) gère, pour le compte de l'État, une large part des dépôts d'épargne réglementée (livret A, livret de développement durable et solidaire, livret d'épargne populaire) distribués par les réseaux bancaires. Les sommes ainsi centralisées sont principalement employées pour le financement du logement social et de la politique de la ville. Les ressources qui ne sont pas consacrées aux prêts sont investies en actifs financiers, afin de gérer le risque de liquidité et le risque de taux du fonds d'épargne.

Le résultat du fonds d'épargne, déduction faite des abondements aux fonds de réserve prudentiels, est reversé à l'État au titre de la rémunération de la garantie qu'il apporte au passif du fonds d'épargne.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 0 €.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 100 M€, révisé à 310 M€ en LFR 2 pour 2022 afin de tenir compte du résultat exceptionnel en 2021.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 310 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 303 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 600 M€.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 retient une prévision de 500 M€.

Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État (ligne 2604)

Cette ligne intègre le produit des rémunérations versées par les entités bénéficiant de la garantie de l'État.

Elle retrace notamment la rémunération des garanties octroyées à la banque Dexia, au Crédit immobilier de France (CIF) ou aux garanties à la construction navale gérées par la Caisse française de développement industriel.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 1 981 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 610 M€, prévision révisée à 904 M€ en LFR 2 pour 2022. Cette révision tenait compte du décalage d'une partie des remboursements de prêts garantis par l'État.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 747 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait 413 M€, le PLF pour 2024 revoit ce montant à 552 M€.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit une recette de 361 M€.

Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires (ligne 2611)

Cette ligne de produits intègre des recettes issues d'une part de la délivrance des visas (composante principale), d'autre part d'autres recettes plus accessoires résultant de services rendus à l'étranger (traductions, actes d'état civil, actes notariaux, etc.). Le montant de ces dernières recettes pourrait évoluer à l'avenir, compte tenu des perspectives de dématérialisation.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Divers

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 76 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 80 M€, révisé à 171 M€ en LFR 2 pour 2022, reflétant la reprise des déplacements internationaux.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 191 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 203 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 256 M€, afin de tenir compte de la dynamique observée des déplacements internationaux.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant 286 M€, soit un niveau proche de celui retenu pour 2023.

Divers versements de l'Union européenne (ligne 2622)

La ligne 2622 présente le produit de divers versements émanant de l'Union européenne.

Cette ligne est alimentée par des versements provenant de la BEI (Banque européenne d'investissement) au titre du remboursement par des États emprunteurs de prêts spéciaux et prêts sur capitaux à risque consentis sur les ressources du Fonds européen de développement (FED), qui est l'instrument principal de l'aide communautaire à la coopération au développement aux États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM).

Ces prêts, mis en œuvre par la BEI ou la Commission, sont consentis dans le cadre des conventions entre l'Union européenne et les pays ACP, conventions dites de Yaoundé et de Lomé, I, II et III (soit du 2^e au 8^{ème} FED).

À partir de 2021, cette ligne reçoit les versements de l'Union européenne opérés dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établit à 5 118 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 7 780 M€, révisé à 7 760 M€ en LFR 2 pour 2022 pour tenir compte des moindres reliquats des anciennes programmations FEDER.

Finalement, l'exécution 2022 s'établissait à 7 730 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 12 983 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 10 867 M€ afin de tenir compte du nouvel échéancier de versement par la Facilité pour la reprise et la résilience pour financer le plan de relance.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 7 483 M€, correspondant à la troisième tranche de versement au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience.

Recettes accidentelles (ligne 2697)

Cette ligne accueille notamment les reversements par les établissements financiers de gains de change, les reversements de la part communautaire de la prime au maintien du troupeau des vaches allaitantes, les reversements d'indemnités compensatoires de handicaps naturels, les remboursements de dégrèvements au titre de la THLV (taxe d'habitation sur les logements vacants), les remboursements par le Fonds d'intervention et de réglementation du marché du sucre, ainsi que par l'office national interprofessionnel des vins et la société des alcools viticoles, des rémunérations des personnels mis à leur disposition, les reversements des sommes perçues à tort au titre de l'indemnité compensatrice versée aux employeurs d'apprentis (loi n° 96-376 du 6 mai 1996).

La ligne enregistre aussi la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers dans leur pays d'origine, les versements par France Télécom de l'indemnité compensatrice forfaitaire prévue par la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, les versements de l'ACOSS relatifs à la régularisation des remboursements au titre du FNS (Fonds national de solidarité), divers versements de l'ONU, le remboursement de l'aide exceptionnelle versée par le secrétariat d'État à l'Outre-mer, zone dite « des 50 pas géométriques », les reversements au titre du FEOGA-Garantie et POSEÏDOM-Sucre, les versements relatifs aux débits juridictionnels, ainsi que diverses autres recettes.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 527 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 350 M€, maintenu en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 348 M€.

Prévision pour 2023

Le PLF pour 2023 prévoyait un montant de 350 M€. Le PLF pour 2024 révisé cette prévision à 467 M€ afin de tenir compte des encaissements perçus au cours de l'année.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit une recette de 348 M€.

Autres produits divers (ligne 2699)

Depuis la signature de la convention de mars 1999, entre l'État et la Banque de France, sur la gestion et la comptabilisation des réserves de change de l'État (JO n° 93 du 21 avril 1999 – page 5901), les recettes comptabilisées à ce titre sont limitées aux seuls intérêts perçus sur les avoirs du Fonds de stabilisation des changes encore inscrits en compte courant à la Banque de France. Devenue désormais d'un très faible montant, cette recette ne justifiait plus d'être isolée sur une ligne dédiée.

En outre, cette ligne comprend notamment des versements issus de recettes diverses des services extérieurs de la direction générale des finances publiques et de la direction générale des douanes et des droits indirects. Il peut également s'agir de recettes diverses sans titre (excédents atteints par la prescription de trois mois, restitutions anonymes au Trésor, sommes atteintes par la prescription quadriennale, frais de copie,...). La ligne 2699 accueille aussi des recettes accessoires relatives à des dépenses obligatoires d'aide sociale et de santé, se rattachant aux domaines de l'action sanitaire ou de l'action sociale. Les « restes à recouvrer » concernant des recettes diverses des Haras nationaux s'imputent également sur cette ligne, ainsi que les redevances et remboursements divers qui seraient dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires.

Elle accueille enfin le produit résultant des reversements d'aides d'État considérées comme indues par les institutions communautaires de l'Union européenne.

Exécution 2022

L'exécution 2021 s'établissait à 477 M€.

La loi de finances initiale pour 2022 prévoyait un montant de 395 M€, révisé à 515 M€ en LFR 2 pour 2022.

Finalement, l'exécution 2022 s'établit à 526 M€.

Prévision pour 2023

La loi de finances initiale pour 2023 prévoyait un montant de 400 M€, révisé dans le PLF pour 2024 à 450 M€ afin de tenir compte des encaissements perçus au cours de l'année.

Prévision pour 2024

Le PLF pour 2024 prévoit un montant de 412 M€.

Compte tenu des enjeux peu significatifs qui s'y rattachent sur les annuités examinées, les lignes suivantes ne sont pas commentées.

Reversements de Natixis (ligne 2601)

Cette ligne retrace les prélèvements sur le solde de trésorerie du compte de l'État à Natixis qui gérait jusqu'au 1^{er} janvier 2023 pour le compte de l'État la procédure de stabilisation de taux d'intérêt.

Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion (ligne 2612)

Les sommes enregistrées sur cette ligne correspondent notamment aux taxes, contributions, redevances, versements effectués à raison des frais exposés pour la surveillance, la vérification, l'épreuve, les expertises ou vérifications techniques, l'inspection ou le contrôle, par l'État, ses commissaires du Gouvernement ou les organismes habilités par lui, de certains établissements de crédits et assimilés, des établissements classés pour la protection de l'environnement, des établissements de jeux, hippodromes et cynodromes ; de la production, du transport et de la distribution des énergies électriques, fossiles (gaz) ou des concessions de force hydraulique ; des appareils à pression de vapeur ou de gaz, en matière d'autorisation de mise sur le marché de spécialités pharmaceutiques à usage vétérinaires, en matière d'assurances, des navires et bâtiments de mer (y compris frais d'immobilisation), en ce qui concerne les transports terrestres de personnes y compris au titre de la surveillance de la construction et de l'exploitation de certains ouvrages, comme par exemple ceux de la liaison fixe Trans-Manche ou encore le réseau ferré de France.

Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques (ligne 2613)

Dans le cadre de la réforme des conservations des hypothèques et de leur transformation en poste comptable public, les droits versés au titre des salaires du conservateur pour les actes déposés jusqu'au 31 décembre 2012 sont transformés pour les actes déposés à compter du 1^{er} janvier 2013 en une contribution de sécurité immobilière de même niveau perçue au profit du budget général en recettes fiscales (ligne 1707).

Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régalienn (ligne 2615)

Cette ligne intègre notamment les produits résultant de commissions interbancaires rétrocédées. En 2010 et 2011, cette ligne a accueilli également les commissions perçues par l'État à l'occasion des prêts accordés à la Grèce dans le cadre du mécanisme intergouvernemental de prêts bilatéraux coordonnés mis en place pour apaiser les tensions financières pesant sur la dette souveraine grecque.

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Divers

Frais d'inscription (ligne 2616)

Cette ligne est notamment alimentée par les reversements provenant des droits d'inscription pour les examens organisés par les différents ministères, les droits de diplômes, les droits de scolarité perçus dans les différentes écoles du Gouvernement. Elle enregistre également les frais d'inscription au registre du commerce s'agissant des tribunaux de grande instance (TGI) à compétence commerciale.

Recouvrement des indemnisations versées par l'État au titre des expulsions locatives (ligne 2617)**Remboursement des frais de scolarité et accessoires (ligne 2618)**

Cette ligne retrace les versements au titre des frais de pension et de trousseau des élèves des écoles du Gouvernement.

Les remboursements de frais de scolarité, de pension et de trousseau, par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'État, font également l'objet d'une imputation sur cette ligne de recettes.

Récupération d'indus (ligne 2620)

Cette ligne retrace les recettes issues des reversements à l'État des sommes indues, c'est-à-dire versées à tort et qui doivent donc être restituées. Les causes du versement indu peuvent être de multiples natures. Ce peut être (par exemple) une erreur matérielle de l'ordonnateur ou comptable, l'attribution à un mauvais bénéficiaire, voire une infraction caractérisée ou le bénéficiaire frauduleux d'un versement.

La procédure de récupération d'indus peut prendre des formes diverses et constitue la procédure de droit commun en matière de créances « étrangères à l'impôt et au domaine » dès lors que la matière concernée ne relève pas de dispositions spécifiques (comme cela peut-être le cas en matière fiscale).

Le secteur des prestations sociales est concerné par ce mécanisme de reversement. Il peut également s'agir de reversements d'indus sur rémunérations de fonctionnaires, de restes à recouvrer à différents titres, de récupération des indus sur allocations diverses versés par des organismes tiers, de récupération d'aides juridictionnelles indues, des sommes récupérées au titre de la conditionnalité (versements des Offices agricoles), ou encore de récupération des autres

Recouvrements après admission en non-valeur (ligne 2621)

Les recettes enregistrées sur cette ligne correspondent aux recouvrements spontanés, constatés au comptant par les comptables publics, sur des créances qui avaient préalablement été admises en « non-valeur ». L'admission en non-valeur est généralement motivée par une impossibilité matérielle ou juridique (par exemple, refus de relevé de forclusion sur procédure collective de liquidation judiciaire d'une entreprise redevable de droits) de procéder à une mesure de

recouvrement, même forcé ; elle a pour effet direct de décharger le comptable de la mission de recouvrer la créance dont il avait la charge. L'admission en non-valeur n'emportant pas annulation de la créance, tout recouvrement ultérieur viendra s'imputer sur cette ligne de recettes non fiscales.

Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits (ligne 2623)

Les reversements de fonds sont affectés à des dépenses au profit d'un ordonnateur particulier. Toutefois, ces rétablissements de crédits doivent être exécutés dans la limite des délais prévus par la réglementation. Dans le cas contraire, ils sont reversés au budget général et portés en recette de cette ligne.

Intérêts divers (hors immobilisations financières) (ligne 2624)

Cette ligne accueille le produit des intérêts servis aux comptes de la direction générale des finances publiques et de la direction générale des douanes et des droits indirects. Il s'agit notamment des intérêts servis par diverses banques aux comptes publics, du versement d'intérêts sur obligations cautionnées, ainsi que divers autres intérêts.

Recettes diverses en provenance de l'étranger (ligne 2625)

Les opérations enregistrées sur cette ligne correspondent à des recettes en provenance d'États étrangers ou d'organismes internationaux, à l'exclusion des produits émanant des instances communautaires de l'Union européenne ou des produits issus des chancelleries diplomatiques et consulaires, pour lesquels existent des lignes d'imputations spécifiques (il s'agit plus particulièrement des lignes de recettes non fiscales 2301, 2611, 2614, 2622).

Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992) (ligne 2626)

Cette ligne retrace les remboursements résultant des dégrèvements accordés au titre de l'article 109 de la loi de finances pour 1992 (« dégrèvements aux jeunes agriculteurs »). Ces dégrèvements de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées sont accordés sous certaines conditions prévues par la loi et sur délibération prise, chacun pour ce qui le concerne, par les collectivités territoriales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, à des jeunes agriculteurs installés à compter de certaines dates et satisfaisant les conditions requises.

Les dégrèvements accordés au titre de l'article 109 de la loi de finances pour 1992 (« dégrèvements aux jeunes agriculteurs ») sont retracés au sein du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs) ».

Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées (ligne 2627)

Recettes non fiscales

Voies et moyens tome I | Divers

Produits divers (ligne 2698)

Cette ligne retrace principalement le produit des prélèvements sur fonds de roulement effectués au profit du budget de l'État;



Prélèvements sur les recettes de l'État

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

(en milliers d'euros)

	Exécution 2022	Évaluation initiale pour 2023	Évaluation révisée pour 2023	Évaluation proposée pour 2024
Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	42 905 049	45 590 013	44 498 284	44 842 463
3101 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	26 611 806	26 931 363	26 924 152	27 145 046
3103 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	4 957	5 274	4 630	4 753
3104 – Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	23 066	50 000	50 000	30 000
3106 – Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 455 759	6 700 000	6 700 000	7 104 000
3107 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	714 135	628 110	672 588	664 115
3108 – Dotation élu local	100 620	108 506	108 506	108 906
3109 – Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse	61 233	42 947	42 947	42 947
3111 – Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	430 148	433 824	433 824	431 738
3112 – Dotation départementale d'équipement des collèges	327 576	326 317	326 317	326 317
3113 – Dotation régionale d'équipement scolaire	661 187	661 186	661 186	661 186
3118 – Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	2 686	2 686	2 686	2 686
3119 – Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	467 130	467 130	467 130	447 130
3120 – Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	1 268 316	1 263 316	1 263 316	1 243 316
3121 – Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (EPCI)	902 110	902 110	902 110	890 110
3122 – Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	242 658	242 658	242 658	239 658
3123 – Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	380 100	378 004	378 004	378 004
3130 – Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-9 023	4 000	4 000	4 000
3131 – Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	107 000	107 000
3133 – Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	6 822	6 822
3134 – Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	286 009	284 278	284 278	272 278
3135 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 021	48 021	48 000	48 021
3136 – Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane	54 000	27 000	27 000	27 000
3137 – Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	122 559	122 559
3138 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	90 552	90 552	90 552	90 552
3141 – Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-207 125			
3142 – Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire				
3143 – Soutien exceptionnel de l'État au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire				
3144 – Soutien exceptionnel de l'État au profit de St-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire				
3145 – Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 644 867	3 825 352	4 064 020	4 016 620
3146 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	955	1 000	1 000	3 000
3147 – Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)				

(en milliers d'euros)

	Exécution 2022	Évaluation initiale pour 2023	Évaluation révisée pour 2023	Évaluation proposée pour 2024
3151 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	106 034	430 000	363 000	
3152 – Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	892			
3158 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie		1 500 000	200 000	400 000
3159 – Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants				24 700

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement (ligne 3101)

Le PSR dotation globale de fonctionnement (DGF) regroupe l'ensemble des crédits dévolus à la DGF du bloc communal et des départements.

Le montant de la DGF pour 2024 s'élève à 27,1 Md€ et a été évalué comme suit à partir du montant réparti en 2023 auquel il est prévu :

- un abondement à hauteur de 220 M€ afin de financer d'une part, la progression de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et de la dotation de solidarité rurale (DSR) à hauteur de 190 M€ et d'autre part, une partie de la progression de la dotation d'intercommunalité (30 M€) ;
- une majoration à hauteur de 2,5 M€ afin de financer le fonds d'aide pour le relogement d'urgence prévu à l'article L. 2335-15 du code général des collectivités territoriales ;
- une minoration de la DGF du département de l'Ariège à hauteur de -7,2 M€ au titre de l'expérimentation de la recentralisation du financement du RSA dans ce département ;
- une minoration de la DGF du département du Pas-de-Calais à hauteur de -1,6 M€ au titre de la recentralisation de la compétence vaccination en raison de la cessation des missions de promotion de la vaccination assurées dans le cadre de l'article 71 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs (ligne 3103)

La dotation spéciale pour le logement des instituteurs est destinée à compenser aux communes les charges qu'elles supportent du fait de l'obligation qui leur est faite de loger les instituteurs. Le montant de cette dotation, dissociée de la DGF depuis 1986, est ajusté chaque année afin de tenir compte des départs en retraite et de l'intégration progressive des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles. Sur cette base, le montant de cette dotation décroît chaque année, à due concurrence de la prévision de la baisse du nombre d'ayants droit.

Le montant de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs en PLF pour 2024 est évalué à 4,7 M€, soit -0,5 M€ par rapport à la LFI pour 2023, tenant compte de la décroissance de cette dépense liée à la baisse mécanique du nombre de bénéficiaires.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I

Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements (ligne 3104)

L'article 53 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) institue un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de verser une compensation dégressive aux communes et groupements enregistrant, d'une année sur l'autre, une perte importante de bases d'imposition à la taxe professionnelle ou de ressources de redevances des mines.

La suppression de la taxe professionnelle en 2010 a entraîné l'abrogation du dispositif de compensation de pertes de bases TP et la disparition progressive des dotations versées pour les dernières pertes constatées en 2009 – sur trois années majoritairement.

L'article 78 de la loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009) modifié par l'article 44 de la loi n° 2011-1978 de finances rectificative pour 2011, institue selon les mêmes principes un nouveau dispositif dégressif de compensation de pertes de ressources liées à la contribution économique territoriale (CET), qui se substitue à la taxe professionnelle, en fonction des pertes de bases. Les premiers effets de ce dispositif ont été constatés en 2012, par comparaison des bases de taxation 2012 et 2011.

Pour répondre notamment aux conséquences financières de la fermeture programmée de centrales nucléaires ou thermiques pour les collectivités locales, l'article 79 de la loi de finances pour 2019 (n° 2018-1317 du 28 décembre 2018) prévoit trois mesures distinctes : la modernisation du mécanisme existant de perte de bases de CET, la création d'un mécanisme analogue de perte de produit d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) et la création d'un fonds de compensation horizontale entre les communes et les EPCI bénéficiant du produit de l'IFER nucléaire et thermique.

La dotation en PLF pour 2024 s'élève à 30 M€, soit une diminution de – 20 M€ par rapport à la loi de finances pour 2023.

Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) (ligne 3106)

Le FCTVA a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds (limitativement énumérés à l'article L. 1615-2 du CGCT) ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est à dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent pas directement récupérer par la voie fiscale. Le taux de remboursement du FCTVA est fixé à 16,404 %. A compter du 1^{er} janvier 2016, le FCTVA est également élargi aux dépenses de fonctionnement liées à l'entretien des bâtiments publics et de la voirie.

La LFI pour 2020 a intégré à compter du 1^{er} janvier 2020 au périmètre des dépenses de fonctionnement éligibles les dépenses d'entretien des réseaux. En outre, la LFR III 2020 a élargi l'assiette du FCTVA aux dépenses de services de l'informatique en nuage (« cloud ») en leur appliquant un taux spécifique fixé à 5,6 %, à compter du 1^{er} janvier 2021 tandis que la LFR I 2021 a réintroduit les dépenses de documents d'urbanisme dans l'assiette éligible.

La prévision 2024 du FCTVA s'établit à 7 104 M€, soit une hausse de +404 M€ par rapport à la LFI pour 2023 (6 700 M) : cette prévision repose sur l'évolution tendancielle du FCTVA et intègre l'extension du fonds aux aménagements de terrains en faveur de l'investissement local à un an des Jeux Olympiques, ce qui représente un soutien supplémentaire de 250 M€ par an en faveur de l'investissement local, particulièrement utile à un an des Jeux Olympiques et pour conduire les projets de renaturation.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale (ligne 3107)

Ce prélèvement agrège l'ensemble des compensations d'exonérations de fiscalité locale (taxes d'habitation et taxes foncières, cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, etc). Il a pour but de compenser aux collectivités territoriales leurs pertes de recettes issues de la mise en œuvre d'exonérations au profit des contribuables locaux.

Compte tenu des réformes fiscales entreprises en matière de taxe d'habitation sur les résidences principales et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, ce prélèvement sur recettes a connu une double évolution : d'une part, il s'est réduit en volume eu égard à l'extinction des mécanismes de plafonnement assurant la progressivité, sur conditions de ressources notamment, de la fiscalité locative ; d'autre part, il s'est uniformisé en raison de la nature désormais strictement foncière des allocations compensatrices (CFE, TFPB, TFPNB) faisant l'objet de crédits évaluatifs en lois de finances.

Le PLF pour 2024 consacre une hausse de ce PSR de +36 M€ du fait du dynamisme des bases.

Dotation élu local (ligne 3108)

La dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (DPEL), définie à l'article L. 23351 du CGCT, accompagne les communes dans la prise en charge de dépenses rendues obligatoires par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints. Son emploi par les communes est libre.

La LFI pour 2023 prévoit l'incorporation au sein de la dotation élu local de la dotation « protection fonctionnelle » (3 M€) du programme 119 et de la dotation « remboursement de frais de garde des élus locaux » (3,5 M€) anciennement portée par le programme 122.

Le PLF pour 2024 majore le montant inscrit en LFI pour 2023 de +0,4 M€ pour la porter à 108,9 M€ afin d'accompagner la réforme des modalités d'attribution de cette dotation. Cette réforme permettra, en particulier, d'étendre la part « protection fonctionnelle » à l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants.

Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse (ligne 3109)

La loi du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse a institué un prélèvement sur les recettes de l'État égal à 10 % du produit de la taxe intérieure perçue sur les produits pétroliers mis à la consommation en Corse pour la collectivité territoriale de Corse et à 1,5 % de ce produit pour chaque département, soit 3 % au total pour les départements.

Par ailleurs, la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse prévoit l'affectation de 8 points supplémentaires de TIPP à la collectivité territoriale de Corse au titre de la compensation des transferts de compétences et de la suppression des droits de consommation sur les alcools.

Enfin, l'article 29-III de la loi du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 a porté de 18 % à 26 % le montant de TIPP (à présent TICPE) prélevé au profit de la collectivité territoriale de Corse.

Le montant de ce prélèvement sur recettes est estimé à 43 M€ en PLF pour 2024, soit un montant stable par rapport à la LFI pour 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I

Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (ligne 3111)

Afin d'accompagner les départements dans leur politique de retour à l'emploi au bénéfice des publics en difficulté et après le transfert du revenu minimum d'insertion (RMI) aux départements, l'article 37 de loi du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 a créé un Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, doté de 100 M€ en 2006 et de 80 M€ en 2007. Initialement créé pour deux ans, ce fonds a été prolongé dans son principe par l'article 14 de la loi du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 (LFR pour 2006).

Les crédits du fonds sont répartis en trois parts :

- une première part au titre de la compensation (40 % du fonds) répartie entre les départements pour lesquels il existe un écart entre la compensation établie conformément aux règles constitutionnelles et la dépense exposée ;
- une deuxième part au titre de la péréquation (30 % du fonds). Elle est répartie en prenant en compte les critères de ressources et de charges des départements, tels que le potentiel financier et le nombre d'allocataires du RMI (RSA aujourd'hui) rapporté au nombre d'habitants ;
- une troisième part au titre de l'insertion (30 % du fonds), qui vise à accompagner les politiques de retour à l'emploi (Revenu de solidarité active (RSA) et contrats de travail aidés). Les critères de répartition de cette troisième part ont été modifiés par la LFI 2017 afin de tenir compte des besoins identifiés sur chaque territoire, et des efforts réalisés par les départements en matière de financement des contrats aidés.

Le PLF pour 2024 diminue ce prélèvement sur recettes de -2 M€ par rapport à la LFI pour 2023 afin de tirer les conséquences de l'expérimentation de la recentralisation de la compétence de financement du revenu de solidarité active (RSA) dans le département de l'Ariège. Le montant inscrit en 2024 s'établit à 432 M€.

Dotation départementale d'équipement des collèges (ligne 3112)

En matière d'investissement, le transfert de compétences des collèges est compensé par la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) pour les départements, à l'exclusion des départements de Corse, la collectivité territoriale de Corse bénéficiant d'une compensation financière spécifique intégrée à la DGD.

Le PLF pour 2024 reconduit le montant de la dotation de l'exercice 2023, soit 326 M€.

Dotation régionale d'équipement scolaire (ligne 3113)

En matière d'investissement, le transfert de compétences des lycées est compensé par la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES). Cette dotation est attribuée aux régions, à l'exclusion de la collectivité territoriale de Corse (cette dernière bénéficiant d'une compensation financière spécifique intégrée à la DGD).

Le PLF pour 2024 reconduit la dotation de l'exercice 2023 pour un montant total de 661 M€.

Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (ligne 3118)

Créée par l'article 5 de la loi organique du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer, la collectivité d'Outre-mer Saint-Martin bénéficie d'une dotation globale de construction et d'équipement scolaire afin de contribuer à compenser les accroissements nets de charges de la collectivité de Saint-Martin résultant des transferts de compétences à son profit.

La dotation s'établit à 2,7 M€ en PLF pour 2024, soit le même montant que dans les LFI pour 2023.

Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) (ligne 3119)

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale, l'article 78 de la loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009) a instauré des dispositifs de garantie de ressources des collectivités territoriales.

Il a été créé, à compter de 2011, un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de compenser aux collectivités territoriales les effets de la réforme de la taxe professionnelle. Ce PSR correspond à l'addition des trois montants de dotations déterminés pour chaque niveau de collectivités territoriales : les communes et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, les départements et les régions.

Ces variables d'ajustement permettront en PLF 2024 de neutraliser, en partie, les écarts constatés entre, d'une part, les crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et les prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales (hors FCTVA) tels qu'ils résultent du présent projet de loi de finances et, d'autre part, le niveau des crédits fixé pour ce même ensemble par la loi de finances pour 2023. Ce redéploiement de crédits au sein de l'enveloppe permet notamment de compenser le dynamisme des prélèvements sur les recettes de l'État et, en particulier, celui assurant la compensation d'exonérations fiscales.

En 2024, le montant de la minoration atteint ainsi 67 M€. Les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), font l'objet d'une minoration. Les autres variables d'ajustement sont maintenues à leur niveau antérieur.

Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) (ligne 3120)

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale, l'article 78 de la loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009) a instauré des dispositifs de garantie de ressources des collectivités territoriales.

Il a été créé, à compter de 2011, un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de compenser aux collectivités territoriales les effets de la réforme de la taxe professionnelle. Ce PSR correspond à l'addition des trois montants de dotations déterminés pour chaque niveau de collectivités territoriales : les communes et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, les départements et les régions.

Ces variables d'ajustement permettront en PLF 2024 de neutraliser, en partie, les écarts constatés entre, d'une part, les crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et les prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales (hors FCTVA) tels qu'ils résultent du présent projet de loi de finances et, d'autre part, le niveau des crédits fixé pour ce même ensemble par la loi de finances pour 2023. Ce redéploiement de crédits au sein de l'enveloppe permet notamment de compenser le dynamisme des prélèvements sur les recettes de l'État et, en particulier, celui assurant la compensation d'exonérations fiscales.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

En 2024, le montant de la minoration atteint ainsi 67 M€. Les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), font l'objet d'une minoration. Les autres variables d'ajustement sont maintenues à leur niveau antérieur.

Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (EPCI) (ligne 3121)

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale, l'article 78 de la loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009) a instauré des dispositifs de garantie de ressources des collectivités territoriales.

Il a été créé, à compter de 2011, un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de compenser aux collectivités territoriales les effets de la réforme de la taxe professionnelle. Ce PSR correspond à l'addition des trois montants de dotations déterminés pour chaque niveau de collectivités territoriales : les communes et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, les départements et les régions.

Ces variables d'ajustement permettront en PLF 2024 de neutraliser, en partie, les écarts constatés entre, d'une part, les crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et les prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales (hors FCTVA) tels qu'ils résultent du présent projet de loi de finances et, d'autre part, le niveau des crédits fixé pour ce même ensemble par la loi de finances pour 2023. Ce redéploiement de crédits au sein de l'enveloppe permet notamment de compenser le dynamisme des prélèvements sur les recettes de l'État et, en particulier, celui assurant la compensation d'exonérations fiscales.

En 2024, le montant de la minoration atteint ainsi 67 M€. Les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), font l'objet d'une minoration. Les autres variables d'ajustement sont maintenues à leur niveau antérieur.

Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) (ligne 3122)

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale, l'article 78 de la loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009) a instauré des dispositifs de garantie de ressources des collectivités territoriales.

Il a été créé, à compter de 2011, un prélèvement sur les recettes de l'État permettant de compenser aux collectivités territoriales les effets de la réforme de la taxe professionnelle. Ce PSR correspond à l'addition des trois montants de dotations déterminés pour chaque niveau de collectivités territoriales : les communes et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, les départements et les régions.

Ces variables d'ajustement permettront en PLF 2024 de neutraliser, en partie, les écarts constatés entre, d'une part, les crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et les prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales (hors FCTVA) tels qu'ils résultent du présent projet de loi de finances et, d'autre part, le niveau des crédits fixé pour ce même ensemble par la loi de finances pour 2023. Ce redéploiement de crédits au sein de l'enveloppe permet notamment de compenser le dynamisme des prélèvements sur les recettes de l'État et, en particulier, celui assurant la compensation d'exonérations fiscales.

En 2024, le montant de la minoration atteint ainsi 67 M€. Les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), font l'objet d'une minoration. Les autres variables d'ajustement sont maintenues à leur niveau antérieur.

Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (ligne 3123)

Instauré par l'article 77 de la loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009), ce PSR résulte de la création, à compter de 2011, de dotations au profit des départements et des régions se substituant aux allocations compensatrices d'allègement de fiscalité dont ils bénéficiaient et liées aux composantes de fiscalité directe locale ayant fait l'objet d'un transfert au profit d'une autre catégorie de collectivités dans le cadre de la réforme de 2010.

Depuis 2011, seules certaines allocations compensatrices composant la dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE dite « dot² ») des régions et des départements étaient incluses dans le périmètre des variables d'ajustement des concours financiers de l'État, et ainsi soumises à minoration. Depuis la LFI pour 2018, l'intégralité des allocations compensatrices composant la dot² est soumise à minoration.

Au titre de 2024, cette « dotation carré » n'est pas mobilisée par le système des variables d'ajustement et maintenu à son niveau antérieur, à hauteur de 378 M€.

Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants (ligne 3130)

La dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants a été créée par l'article 16 de la loi de finances pour 2013 modifié par l'article 22 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 (Loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012).

Sont éligibles à cette dotation les communes et les EPCI à fiscalité propre qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants en 2012 et qui sont compris dans le champ d'application de la Taxe Logements Vacants à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le montant prévu en PLF pour 2024 est équivalent au montant voté en LFI pour 2023, soit 4 M€.

Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (ligne 3131)

Cette dotation a été créée en LFI pour 2014 afin d'assurer la stabilité des ressources du Département de Mayotte dans le cadre de la transition fiscale qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

L'article 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer a modifié la répartition de l'octroi de mer entre les communes mahoraises et le Département, tout en prévoyant la compensation à due concurrence de ce dernier par un abondement du prélèvement sur les recettes de l'État créé lors de la départementalisation de Mayotte.

Le montant prévu en PLF pour 2024 reconduit celui inscrit en LFI pour 2023, soit 107 M€.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (ligne 3133)

À compter du 1^{er} janvier 2000, un fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, ainsi qu'un fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Orly ont été créés.

Le PLF pour 2024 est stable par rapport aux LFI pour 2023, soit 6,8 M€.

Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (ligne 3134)

Ce PSR a été instauré par l'article 46 de la loi de finances pour 2011 (n° 2010-1657 du 29 décembre 2010) en vue de permettre aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) d'assurer, en 2011, les reversements aux communes défavorisées à défaut d'alimentation de ces fonds par prélèvements sur les nouveaux impôts économiques locaux.

L'article 125 de la loi de finances pour 2011 a également prévu le maintien, à compter de 2012, d'une dotation budgétaire de l'État conforme à celle perçue au titre de 2011.

Depuis la LFI pour 2017, les fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP) sont inclus dans le périmètre des variables d'ajustement des concours financiers de l'État aux collectivités, et ainsi soumis à minoration.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (ligne 3135)

Dans le cadre du plan d'actions en faveur des très petites et des moyennes entreprises, présenté en juin 2015, le relèvement des seuils de 9 et 10 salariés à 11 salariés a été acté pour les entreprises assujetties au versement transport.

L'article 15 de la LFI 2016, modifié par l'article 2 de la LFR 2016, a prévu que la perte de recettes concomitante pour les autorités organisatrices de transport soit compensée au travers d'un prélèvement sur les recettes de l'État.

Le montant prévu en PLF pour 2024 est de 48 M€, soit un montant stable par rapport à la LFI pour 2023.

Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane (ligne 3136)

L'article 141 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique a institué un prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane. Ce prélèvement sur recettes est destiné à compenser les pertes de recettes résultant, pour cette collectivité, de la suppression de sa part de dotation globale garantie, dite « octroi de mer », au profit des communes guyanaises.

Le PLF pour 2024 reconduit le montant de ce PSR à hauteur de 27 M€.

Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage (ligne 3137)

Le PLF 2020 a institué un prélèvement sur recettes au profit des régions afin de couvrir le financement des charges des régions autres que celles liées à l'exercice de la compétence apprentissage, auparavant assuré par les ressources compensatrices de cette compétence supprimées par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

En effet, la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel transforme le modèle de financement de l'apprentissage en confiant à titre principal aux branches professionnelles la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences, à compter du 1^{er} janvier 2020. A cette date, les opérateurs de compétences prendront donc financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau fixé par les branches professionnelles et un principe de financement à l'activité. En conséquence, les régions ne seront plus bénéficiaires des ressources associées à cette compétence.

Ce dispositif vise à assurer la neutralité budgétaire de la réforme de l'apprentissage pour les régions.

Le montant du PSR en PLF pour 2024 est stable par rapport à la LFI pour 2023, à hauteur de 123 M€.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française (ligne 3138)

La LFI pour 2020 institue, via la création d'un prélèvement sur recettes de 90 M€, une dotation globale d'autonomie au bénéfice de la Polynésie française.

Cette dotation est destinée à couvrir les charges liées, pour cette collectivité d'outre-mer, à la perte, d'une part, des recettes fiscales et douanières perçues par le territoire de la Polynésie française et, d'autre part, des dépenses ayant un impact économique effectuées sur le territoire, qui résultaient de l'activité du centre d'expérimentation du Pacifique.

Le PLF 2024 reconduit le montant voté en LFI 2023, soit 91 M€.

Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire (ligne 3141)

Dispositif désormais éteint.

Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire (ligne 3142)

Dispositif désormais éteint.

Soutien exceptionnel de l'État au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire (ligne 3143)

Dispositif désormais éteint.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Soutien exceptionnel de l'État au profit de St-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire (ligne 3144)

Dispositif désormais éteint.

Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels (ligne 3145)

L'article 29 de la LFI pour 2021 a institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux collectivités territoriales la perte de recettes due à la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE pour les établissements industriels. Cet allègement d'impôt des entreprises industrielles s'inscrit dans le cadre de la réforme des impôts de production,

La compensation, via ce PSR, est dynamique et est égale au produit obtenu en multipliant, chaque année, la perte de bases résultant de la mesure par le taux de TFPB et de CFE appliqué en 2020 dans la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Le PLF pour 2024 consacre une hausse de ce PSR de +191 M€ du fait du dynamisme des bases.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises (ligne 3146)

L'article 79 de la loi de finances pour 2021 a institué un prélèvement sur les recettes de l'État pérenne, visant à prendre en charge un tiers du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) acquitté par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre contributeurs au FNGIR et qui ont, d'une part, constaté une perte de bases de cotisation foncière des entreprises sur leur territoire de plus de 70 % depuis 2012 et, d'autre part, pour lesquels leur prélèvement au titre du FNGIR représente plus de 2 % de leurs recettes réelles de fonctionnement.

Ce PSR est évalué à 3 M€, soit une augmentation de +2 M€ par rapport à la LFI pour 2023 afin d'accompagner la réforme des conditions d'éligibilité de ce dispositif.

Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) (ligne 3147)

Dispositif désormais éteint.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 (ligne 3151)

L'article 14 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 institue un PSR au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique afin de soutenir les communes et leurs groupements les plus fragiles financièrement fin 2021 et dont la situation se sera encore détériorée fin 2022, du fait de l'impact de l'inflation sur les dépenses d'énergie et d'alimentation ainsi que de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique. Il a été évalué à 430 M€. Ce dispositif prévoit un mécanisme en deux temps : un versement d'avances dès l'exercice 2022 et un versement du solde en 2023.

Sont éligibles à ce dispositif les communes et groupements :

- dont l'épargne brute 2021 est inférieure à 22 % de leurs recettes réelles de fonctionnement ;
- dont l'épargne brute aura enregistré en 2022 une baisse d'au moins 25 % du fait, principalement, de la hausse du point d'indice et de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ;
- dont le potentiel financier, pour les communes, ou le potentiel fiscal, pour les groupements à fiscalité propre, est inférieur au double du potentiel moyen par habitant de leur strate démographique et de leur catégorie de collectivités.

Est alors versée une compensation dont le montant s'élève à :

- 50 % de la hausse des dépenses due au relèvement du point d'indice ;
- 70 % de la hausse des dépenses due à l'inflation des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

La prévision 2023 correspond au versement estimé du solde de la dotation sur 2023.

Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers (ligne 3152)

Dispositif désormais éteint.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I

Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie (ligne 3158)

L'article 113 de la loi de finances du 30 décembre 2022 institue un PSR exceptionnel de soutien des communes et de leurs groupements, des départements et des régions face à la hausse des prix de l'énergie. Il a été évalué à 1,5 Md€. Les décaissements au titre de ce dispositif s'effectuent sur deux exercices budgétaires : le versement d'acomptes en 2023 et l'attribution du solde en 2024.

Sont éligibles à ce dispositif les collectivités dont l'épargne brute a enregistré en 2023, une baisse supérieure à 15 % par rapport à 2022.

Ne peuvent en bénéficier que les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes du même groupe démographique ainsi que les départements dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double de celui constaté au niveau national.

Le montant de la compensation versée aux éligibles correspond à 50 % de la différence entre :

- L'augmentation de leurs dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain en 2023 par rapport à 2022 ;
- 50 % de l'évolution de leurs recettes réelles de fonctionnement en 2023 par rapport à 2022.

L'exercice 2024 conduira au versement du solde des montants dus au titre du PSR de soutien exceptionnel des collectivités pour faire face à l'inflation au titre de l'exercice 2023 (article 113 de la loi de finances pour 2023). Compte tenu notamment d'une inflation énergétique moindre qu'attendue en 2023, l'enveloppe prévisionnelle est évaluée à 400 M€.

Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants (ligne 3159)

La loi de finances pour 2023 a étendu le périmètre des communes situées en zones tendues, sur le territoire desquelles s'applique de plein droit la taxe sur les logements vacants (TLV) affectée au budget général de l'État. Par exclusion, les collectivités locales perdent le bénéfice, lorsqu'ils l'ont instituée, de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), pour ne conserver qu'une majoration spéciale de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (TH-RS). L'extension du nouveau zonage intègre au total 3 693 communes, contre 1 140 aujourd'hui, ainsi que 38 communautés à fiscalité propre.

L'État s'engage à compenser intégralement, dès 2024, l'ensemble des communes et des groupements à fiscalité propre subissant une perte de recettes en 2023 au titre de leurs anciennes parts de TH-LV.

Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne

(en milliers d'euros)

	Exécution 2022	Évaluation initiale pour 2023	Évaluation révisée pour 2023	Évaluation proposée pour 2024
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	24 229 678	24 994 163	24 436 832	21 609 624
3201 – Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	24 229 678	24 994 163	24 436 832	21 609 624

Le financement du budget de l'Union européenne est assuré par les ressources propres dites traditionnelles (RPT), constituées des droits de douane, collectés par les États pour le compte de l'Union européenne, et par des contributions assises, sur une assiette de TVA harmonisée, sur le revenu national brut (RNB) et – depuis 2021 – sur les déchets plastiques non recyclés de chaque État membre. Les États membres financent en outre les rabais dont bénéficient certains États membres comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède depuis 2007 et l'Autriche et le Danemark à compter de 2014.

La contribution de la France au budget de l'Union prend la forme d'un prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne (PSR-UE), en application de l'article 6 de la LOLF, dont le périmètre et les modalités de versement sont précisés par le décret n° 2021-883 du 30 juin 2021. Depuis la loi de finances pour 2010, le PSR-UE ne comprend plus les ressources propres traditionnelles (droits de douane notamment). En effet, ces ressources ne constituent pas des ressources budgétaires de l'État mais des ressources de l'Union européenne collectées par l'État pour le compte de l'Union. En comptabilité générale, elles sont comptabilisées en compte de tiers.

ANALYSE DU PRELEVEMENT POUR 2023

Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne (PSR-UE) était évalué à 24 994 M€ en LFI 2023.

La prévision du PSR-UE est diminuée de -557 M€ par rapport à la prévision inscrite en LFI ; elle est ainsi révisée à 24 437 M€. Elle résulte des effets cumulés des budgets rectificatifs n° 1 (ajustement suite aux accords politiques conclus sur plusieurs propositions législatives, notamment *REPowerEU*, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et le programme de connectivité sécurisée de l'UE), n° 2 (report du solde excédentaire de l'année antérieure) ainsi que de l'actualisation des bases et clés de contribution des États à la suite du comité consultatif des ressources propres (CCRP).

La baisse constatée à date résulte principalement d'effets favorables en recettes et notamment de l'augmentation des droits de douane versés au budget de l'UE suite à la reprise du commerce international et d'un solde reporté plus important qu'anticipé.

Il ne s'agit à ce stade l'année que d'une prévision, le montant final du PSR-UE dépendant du niveau d'exécution en dépenses du budget à la fin de l'année 2023 et d'éventuels ajustements divers en recettes.

Prélèvements sur les recettes de l'État

Voies et moyens tome I | Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales

Ventilation du prélèvement pour 2023	(en M€)
Ressource TVA	4 153
Ressource plastique	1 564
Ressource RNB	18 720
<i>Dont rabais forfaitaires</i>	1 428
Prélèvement total	24 437

ANALYSE DU PRELEVEMENT POUR 2024

Le budget européen pour 2024 est le quatrième du cadre financier pluriannuel (CFP) portant sur les années 2021 à 2027. Le règlement du CFP (issu de l'accord du Conseil européen du 21 juillet 2020 et de l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020) prévoit sur cette période un plafond global de dépenses de 1 216 Md€ courants en crédits d'engagement.

La prévision de PSR-UE pour 2024 repose sur une prévision de dépenses du budget de l'Union européenne pour 2024, fondée notamment sur le niveau de crédits paiement inscrit dans le projet de budget 2024 présenté par la Commission européenne le 7 juin, et sur une hypothèse de solde excédentaire de 2023 reporté sur 2024.

S'agissant des recettes, la prévision du PSR-UE découle de l'application de la décision ressources propres. Les montants des ressources assises sur la TVA, le revenu national brut et les déchets plastiques non recyclés, reposent sur les données prévisionnelles de la Commission européenne issues du comité consultatif des ressources propres de mai 2023. L'évaluation repose sur l'hypothèse que le Royaume-Uni honorera ses engagements financiers envers l'Union, ainsi que le prévoit l'accord de retrait entré en vigueur le 31 janvier 2020.

Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne est évalué à 21 610 M€ en 2024. Cette estimation correspond à une diminution de – 3 384 M€ par rapport au montant inscrit en LFI 2023 (24 994 M€). La baisse transitoire du PSR-UE tient à plusieurs facteurs, notamment :

- La baisse transitoire anticipée des paiements de la politique de cohésion, due à un retard dans la mise en œuvre de la politique de cohésion 2021-2027, qui conduit à une baisse conjoncturelle des besoins de paiements par rapport à 2023.
- Les effets de l'inflation sur l'évolution du RNB des États membres, ainsi que sur le produit des droits de douane reversés au budget européen en hausse en raison de la reprise du commerce international, qui contribuent à réduire le niveau de la contribution française.

Ventilation du prélèvement pour 2024	(en M€)
Ressource TVA	4 327
Ressource plastique	1 505
Ressource RNB	15 778
<i>Dont rabais forfaitaires</i>	1 512
Prélèvement total	21 610



Fonds de concours

Fonds de concours

Voies et moyens tome I | Fonds de concours et attributions de produits

Fonds de concours et attributions de produits

(en milliers d'euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	LFI 2023	PLF 2024	LFI 2023	PLF 2024
Action extérieure de l'État	7 120	7 305	7 120	7 305
Action de la France en Europe et dans le monde	5 120	5 305	5 120	5 305
Diplomatie culturelle et d'influence	2 000	2 000	2 000	2 000
Français à l'étranger et affaires consulaires				
Administration générale et territoriale de l'État	69 101	51 890	69 101	51 890
Administration territoriale de l'État	42 110	39 040	42 110	39 040
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	26 991	12 850	26 991	12 850
Vie politique				
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	13 629	14 230	13 629	14 230
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)				
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt				
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	5 386	5 987	5 386	5 987
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	8 243	8 243	8 243	8 243
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges				
Aide publique au développement				
Aide économique et financière au développement				
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement				
Restitution des "biens mal acquis"				
Solidarité à l'égard des pays en développement				
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	30 451	21 874	30 451	21 874
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale				
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	30 451	21 874	30 451	21 874
Cohésion des territoires	887 883	609 141	459 630	351 548
Aide à l'accès au logement				
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables				
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	51 350	46 970	51 350	46 970
Interventions territoriales de l'État	72 183	20 000	42 930	20 000
Politique de la ville	350	500	350	500
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	764 000	541 670	365 000	284 078
Conseil et contrôle de l'État	6 479	6 530	6 479	6 530
Conseil d'État et autres juridictions administratives	200	200	200	200
Conseil économique, social et environnemental	1 700	1 700	1 700	1 700
Cour des comptes et autres juridictions financières	4 579	4 630	4 579	4 630
Crédits non répartis				
Dépenses accidentelles et imprévisibles				
Provision relative aux rémunérations publiques				
Culture	2 730		3 730	1 000
Création				

(en milliers d'euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	LFI 2023	PLF 2024	LFI 2023	PLF 2024
Patrimoines				
Soutien aux politiques du ministère de la culture			1 000	1 000
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2 730		2 730	
Défense	836 429	734 510	836 429	1 234 510
Environnement et prospective de la politique de défense	11 595	320	11 595	320
Équipement des forces	160 332	54 502	160 332	554 502
Préparation et emploi des forces	378 866	415 330	378 866	415 330
Soutien de la politique de la défense	285 636	264 358	285 636	264 358
Direction de l'action du Gouvernement	36 379	37 572	36 379	37 572
Coordination du travail gouvernemental	36 379	37 572	36 379	37 572
Protection des droits et libertés				
Écologie, développement et mobilité durables	2 234 507	4 235 565	2 778 943	4 094 974
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	10 115	12 250	10 115	12 250
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	11 530	17 600	11 530	17 600
Énergie, climat et après-mines				
Expertise, information géographique et météorologie	69	40	69	40
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires				
Infrastructures et services de transports	2 201 033	4 195 323	2 744 109	4 053 622
Paysages, eau et biodiversité	6 401	5 973	6 401	5 973
Prévention des risques	5 358	4 379	6 718	5 489
Service public de l'énergie				
Économie	8 378	8 392	8 378	8 392
Développement des entreprises et régulations	78	92	78	92
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »				
Plan France Très haut débit				
Statistiques et études économiques	6 800	6 800	6 800	6 800
Stratégies économiques	1 500	1 500	1 500	1 500
Engagements financiers de l'État	11 500	11 500	11 500	11 500
Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19				
Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)				
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement				
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)				
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)				
Dotation du Mécanisme européen de stabilité				
Épargne				
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	11 500	11 500	11 500	11 500
Enseignement scolaire	21 647	22 545	21 647	22 545
Enseignement privé du premier et du second degrés	65	65	65	65
Enseignement scolaire public du premier degré	2 540	5 290	2 540	5 290
Enseignement scolaire public du second degré	5 077	3 560	5 077	3 560
Enseignement technique agricole				
Soutien de la politique de l'éducation nationale	11 860	11 610	11 860	11 610
Vie de l'élève	2 105	2 020	2 105	2 020
Gestion des finances publiques	38 259	34 974	38 259	34 974

Fonds de concours

Voies et moyens tome I | Fonds de concours et attributions de produits

(en milliers d'euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	LFI 2023	PLF 2024	LFI 2023	PLF 2024
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	4 815	5 947	4 815	5 947
Facilitation et sécurisation des échanges	9 472	10 477	9 472	10 477
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	23 972	18 550	23 972	18 550
Immigration, asile et intégration	153 317	94 590	153 317	94 590
Immigration et asile	67 799	83 914	67 799	83 914
Intégration et accès à la nationalité française	85 517	10 676	85 517	10 676
Investir pour la France de 2030				
Accélération de la modernisation des entreprises				
Financement des investissements stratégiques				
Financement structurel des écosystèmes d'innovation				
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche				
Valorisation de la recherche				
Justice	9 366	9 806	9 366	9 806
Accès au droit et à la justice	25	25	25	25
Administration pénitentiaire	3 200	2 419	3 200	2 419
Conduite et pilotage de la politique de la justice	1 920	1 720	1 920	1 720
Conseil supérieur de la magistrature				
Justice judiciaire	4 221	4 749	4 221	4 749
Protection judiciaire de la jeunesse		893		893
Médias, livre et industries culturelles				
Livre et industries culturelles				
Presse et médias				
Outre-mer	35 432	40 332	35 432	40 332
Conditions de vie outre-mer	432	332	432	332
Emploi outre-mer	35 000	40 000	35 000	40 000
Plan de relance				
Cohésion				
Compétitivité				
Écologie				
Pouvoirs publics				
Assemblée nationale				
Conseil constitutionnel				
Cour de justice de la République				
Haute Cour				
Indemnités des représentants français au Parlement européen				
La Chaîne parlementaire				
Présidence de la République				
Sénat				
Recherche et enseignement supérieur	11 400	11 400	24 621	40 354
Enseignement supérieur et recherche agricoles				
Formations supérieures et recherche universitaire	10 000	10 000	23 721	39 454
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables				
Recherche duale (civile et militaire)				
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle				
Recherche spatiale				

(en milliers d'euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	LFI 2023	PLF 2024	LFI 2023	PLF 2024
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires				
Vie étudiante	1 400	1 400	900	900
Régimes sociaux et de retraite				
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers				
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins				
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres				
Relations avec les collectivités territoriales	77	235	77	235
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements				
Concours spécifiques et administration	77	235	77	235
Remboursements et dégrèvements				
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)				
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)				
Santé				
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Sécur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)				
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins				
Protection maladie				
Sécurités	198 425	304 119	198 425	328 060
Gendarmerie nationale	182 047	241 684	182 047	241 684
Police nationale	15 858	47 586	15 858	71 528
Sécurité civile	400	14 729	400	14 729
Sécurité et éducation routières	120	120	120	120
Solidarité, insertion et égalité des chances	11 203	120	11 203	120
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	11 203	120	11 203	120
Égalité entre les femmes et les hommes				
Handicap et dépendance				
Inclusion sociale et protection des personnes				
Sport, jeunesse et vie associative	17 500	17 515	17 500	17 515
Jeunesse et vie associative	17 500	17 500	17 500	17 500
Jeux olympiques et paralympiques 2024				
Sport		15		15
Transformation et fonction publiques	7 035	6 785	7 035	6 785
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques				
Fonction publique	6 035	6 035	6 035	6 035
Innovation et transformation numériques	1 000	750	1 000	750
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs				
Transformation publique				
Travail et emploi	811 320	861 992	411 320	941 992
Accès et retour à l'emploi		50 000		50 000
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	800 000	800 000	400 000	880 000
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail				
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du	11 320	11 992	11 320	11 992

Fonds de concours

Voies et moyens tome I | Fonds de concours et attributions de produits

(en milliers d'euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	LFI 2023	PLF 2024	LFI 2023	PLF 2024
travail				



**Produit des impôts affectés
à des personnes morales autres que l'État**

Présentation

L'article 51-1° de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, modifié par la loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques du 28 décembre 2021 impose de faire figurer en annexe au projet de loi de finances de l'année la liste et l'évaluation par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires des ressources affectées à des personnes morales autres que l'État.

Sont donc détaillées dans les tableaux qui suivent les affectations des ressources, triées par catégorie de bénéficiaire :

- les taxes bénéficiant aux agences de l'État, au sein desquels sont distinguées les affectations revenant aux opérateurs de l'État de celles revenant aux autres organismes ;
- les taxes bénéficiant aux organismes de protection sociale ;
- les taxes bénéficiant aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements ; ces dernières sont regroupées par nature de bénéficiaire ou secteur particulier d'affectation ;
- les taxes affectées à d'autres bénéficiaires, regroupées par secteur thématique.

Les tableaux qui suivent ne reprennent pas :

- les impôts affectés aux comptes spéciaux et aux budgets annexes dont les évaluations sont déjà intégrées au projet de loi de finances (État A), sauf si un plafond figure à l'article 46 de la LFI 2012 ;
- les taxes locales qui transitent par le compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (TH, TFPB, TFPNB, CVAE, IFER, CFE, TASCUM, et leurs taxes annexes) qui sont intégrées dans le projet annuel de performances du compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

PRÉSENTATION DU DOCUMENT POUR 2024

Comme dans le PLF pour 2023, il est fait mention des missions et programmes de rattachement des opérateurs de l'État bénéficiaires des taxes affectées.

Afin d'améliorer la lecture de leurs ressources affectées, les taxes affectées aux agences présentées dans la présente partie de l'annexe relative aux évaluations des voies et moyens sont classées par mission et programme principal de rattachement lorsque ces organismes sont des opérateurs de l'État.

Toutefois, certains opérateurs de l'État peuvent être classés sous d'autres rubriques ; par exemple, les agences de l'eau sont des opérateurs classés parmi les organismes relevant du secteur local.

L'attention du lecteur est toutefois attirée sur les limites matérielles relatives au recensement – dans la présente partie – des opérateurs de l'État. Au regard, d'une part, des caractéristiques propres à certaines taxes affectées et, d'autre part, des montants unitaires, dans certains cas peu significatifs (inférieurs à 0,5 M€), tous les opérateurs affectataires de taxes ne sont pas nécessairement individualisés dans leur désignation (selon le cas, un terme générique est employé, tel que « agences de l'eau », ou encore « divers opérateurs de l'État »).

LECTURE DU DOCUMENT

Les montants figurant dans les tableaux sont arrondis au million d'euros le plus proche. Par conséquent, un montant de recettes inférieur à 0,5 M€ sera représenté par un zéro. La ligne sera grisée si la taxe n'est pas en vigueur l'année considérée, ou comportera une indication « nd » si le produit de la taxe n'est pas disponible ou ne peut pas être estimé.

Les symboles ou abréviations suivants signifient :

- LFI : loi de finances initiale ;
- LFR : loi de finances rectificative ;
- PLF : projet de loi de finances initiale ;
- LOLF : loi organique relative aux lois de finances ;
- LFSS : loi de financement de la sécurité sociale ;
- PLFSS : projet de loi de financement de la sécurité sociale.

PRINCIPES DU PLAFONNEMENT DES TAXES AFFECTÉES

De nombreuses agences de l'État et organismes chargés de missions de service public sont financés, partiellement ou intégralement, par des ressources qui leur ont été directement affectées en application de l'article 2 de la LOLF. Toutefois certaines taxes affectées peuvent connaître une évolution spontanément dynamique, sans que celle-ci soit nécessairement en adéquation avec les besoins liés aux missions de service public qui ont été confiées aux agences qui en bénéficient.

La fiscalité affectée, contraire au principe de l'universalité budgétaire, contrevient ainsi à la fois à l'effectivité du contrôle parlementaire ainsi qu'à la bonne allocation des ressources publiques. Dans ce contexte, un mécanisme de plafonnement des ressources affectées aux agences a été introduit par amendement à l'occasion du débat de la loi de finances initiale pour 2012, afin de faire participer ces organismes à l'effort collectif de rétablissement des comptes publics.

L'objectif est triple :

- fixer, dans un article unique de loi de finances, des plafonds individuels pour les taxes affectées relevant du périmètre d'application du mécanisme. Cela permet ainsi de renforcer le contrôle et le suivi d'ensemble du niveau des ressources affectées. Le champ d'application de ce mécanisme de plafonnement est étendu progressivement et le niveau des plafonds individuels est soumis chaque année au Parlement lors du vote de la loi de finances, afin qu'il puisse décider du niveau des ressources des opérateurs de l'État et autres organismes affectataires, d'une façon comparable à celle qui serait mise en œuvre dans le cas d'un financement par subvention budgétaire ;
- ajuster chaque année les ressources de ces agences aux besoins réels qui découlent de la mise en œuvre des missions d'intérêt général qui leur ont été confiées ;
- faire contribuer les opérateurs et entités chargées de missions de service public à la maîtrise de la dépense publique grâce à l'ajustement des plafonds : la baisse des plafonds permet ainsi de limiter le niveau de la dépense des organismes concernés. En outre, pour les taxes dont le rendement viendrait à dépasser le plafond fixé en loi de finances, l'excédent est reversé au budget de l'État et contribue ainsi à l'amélioration du solde budgétaire.

L'objectif n'est pas pour l'État d'accroître ses recettes mais de mettre en place des outils de maîtrise de la dépense publique, notamment celle des opérateurs ou des entités chargées de missions de service public. Le Gouvernement a ainsi décidé depuis 2013 que les recettes plafonnées seraient décomptées au sein de la norme de dépense de l'État, à l'instar des subventions versées par l'État à ses opérateurs ou aux entités chargées de missions de service public, afin d'assurer une parfaite égalité de traitement dans la procédure budgétaire entre un financement par taxe affectée et un financement par subvention budgétaire.

Dès lors que l'objectif poursuivi n'est pas la hausse des ressources de l'État, les recettes perçues par l'État du fait des écrêtements qu'il opère ne constituent pas un indicateur significatif de l'impact du dispositif. En effet, dans certains cas, la baisse des plafonds est accompagnée d'une baisse du produit des taxes concernées : le contribuable bénéficie alors directement d'une mesure prise pour maîtriser la dépense publique.

Le mécanisme de plafonnement a été étendu et les plafonds révisés chaque année depuis 2012, à l'occasion des différentes lois de finances.

En loi de finances initiale pour 2012, le principe du plafonnement a été mis en place à l'article 46 et appliqué à 46 taxes affectées, concernant 31 bénéficiaires ou groupes de bénéficiaires, pour un volume total de 3 Md€.

À l'occasion de la loi de finances initiale pour 2013, le champ du plafonnement a été élargi à 12 nouvelles taxes affectées bénéficiant à 12 nouveaux bénéficiaires ou groupes de bénéficiaires. Cet élargissement a porté principalement sur les ressources affectées aux organismes consulaires (chambres de commerce et d'industrie, chambres de métiers et de l'artisanat, chambres d'agriculture, dont les ressources représentaient près de 84 % du montant global des nouvelles ressources plafonnées) conduisant à faire passer le périmètre des ressources plafonnées de 3,0 Md€ en 2012 à 5,1 Md€ en 2013. Une mesure complémentaire d'extension de périmètre des ressources affectées plafonnées a également été adoptée en loi du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, portant le périmètre 2013 des ressources plafonnées à 5,2 Md€.

Dans la loi de finances initiale pour 2014, le mécanisme de plafonnement concernait 59 dispositifs pour un montant total de 5,6 Md€. Ont notamment été intégrées au champ d'application du mécanisme les ressources affectées à l'Autorité des marchés financiers (AMF) et à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACPR). Une taxe supplémentaire, affectée à l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), a été intégrée à l'occasion de la loi de finances rectificative pour 2014. Enfin quatre taxes supplémentaires, dont deux affectées à France Agrimer, une à l'Agence de services et de paiement (ASP) et une à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) ont été intégrées à l'occasion de la seconde loi de finances rectificative pour 2014.

Dans la loi de finances initiale pour 2015, le champ du plafonnement a été élargi à quatre nouvelles taxes affectées bénéficiant à treize établissements publics fonciers de l'État, au Fonds d'assurance formation (FAF) des chefs d'entreprise et à l'Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS). Le périmètre total des taxes plafonnées atteint ainsi 5,9 Md€ en 2015, soit une hausse de 0,3 Md€ par rapport à 2014.

En loi de finances initiale pour 2016, le principe du plafonnement a été appliqué à onze taxes affectées supplémentaires. Cet élargissement a porté principalement sur les ressources affectées aux agences de l'eau, à l'Agence française de développement (AFD), à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et au Fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA), conduisant à faire passer le périmètre des ressources plafonnées à 9,1 Md€ en 2016.

En loi de finances initiale pour 2017, le principe du plafonnement a été appliqué à neuf taxes affectées supplémentaires. Cet élargissement a porté sur des ressources affectées à l'Agence française de développement (AFD), à France Télévisions, au Fonds national d'aide au logement (FNAL), à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), aux établissements publics foncier et d'aménagement de Guyane et de Mayotte et à FranceAgriMer, conduisant à faire passer le périmètre des ressources affectées à 9,6 Md€ en 2017. Une taxe supplémentaire, affectée aux organismes de secours et de sauvetage en mer, a été introduite à l'occasion de la loi de finances rectificative pour 2016.

En loi de finances initiale pour 2018, le champ du plafonnement a été élargi à six taxes affectées supplémentaires. Cet élargissement a principalement porté sur les ressources affectées au Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), au Haut conseil du commissariat aux comptes (H3C), à la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), au Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses ainsi qu'aux chambres de métiers et de l'artisanat (maintien du plafonnement de la composante formation).

En loi de finances initiale pour 2019, le principe du plafonnement a été étendu à cinq taxes. Cet élargissement a porté sur les recettes issues de la mise aux enchères des « quotas carbone » affectées à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) afin de favoriser les dispositifs de rénovations thermiques, aux taxes sur les produits de tabac et les produits de vapotage affectées à l'ANSES, à la contribution vie étudiante et de campus affectées aux établissements publics d'enseignement supérieur ainsi qu'à la fraction de taxe spéciale sur les conventions d'assurance affectée à Action Logement Services (ALS).

En loi de finances initiale pour 2020, le principe du plafonnement a été étendu à trois ressources. D'une part, elle a fixé un plafond pour la Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance. D'autre part, elle a établi un plafond pour la part de la taxe de solidarité sur les billets d'avion bénéficiant à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). Enfin, elle a fixé un plafond à la redevance hydraulique affectée aux Voies navigables de France (VNF).

En loi de finances initiale pour 2021, le principe du plafonnement a été étendu à une taxe. Il s'agit des redevances perçues à l'occasion des procédures et formalités en matière de propriété industrielle ainsi que de registre de commerce et des sociétés établies par divers textes, affectées à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

En loi de finances initiale pour 2022, le principe du plafonnement a été étendu à une taxe. Il s'agit de la taxe sur les exploitants de plateforme de mises en relation par voie électronique en vue de fournir certaines prestations de transport, affectée à l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi (ARPE).

Par ailleurs, les règles de gouvernance des finances publiques ont également évolué dans un objectif de rationalisation de la fiscalité affectée.

Dans le prolongement des orientations de la loi de programmation des finances publiques (LPPF) pour les années 2014 à 2019, l'article 8 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 prévoit que l'affectation d'une imposition de toutes natures à des tiers autres que les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et les organismes de sécurité sociale ne peut être instituée ou maintenue que si elle répond à l'un des critères suivants :

- la ressource résulte d'un service rendu par l'affectataire à un usager et son montant doit pouvoir s'apprécier sur des bases objectives ;
- la ressource finance, au sein d'un secteur d'activité ou d'une profession, des actions d'intérêt commun ;
- la ressource finance des fonds nécessitant la constitution régulière de réserves financières.

Le même article indique qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 le niveau de plafond de taxes affectées résultant de la loi de finances initiale de l'année ne peut excéder de plus de 5 % le rendement de l'imposition prévue dans l'annexe relative aux évaluations des voies et moyens du projet de loi de finances de l'année. Un bilan de cet article est réalisé chaque année dans le cadre du rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP).

Total des plafonds des taxes affectées plafonnées LFI 2023	20 218
Mesure de transfert	0
Mesure de périmètre	-1
Total des plafonds des taxes affectées plafonnées LFI 2023 format 2024	20 219
Hausse du plafond	1 095
Diminution du plafond	-66
Mesure nouvelle	600
Total des plafonds des taxes affectées plafonnées PLF 2024	21 848

Le PLF pour 2024 intègre une mesure de transfert pour un montant de 1 M€. Il s'agit d'une hausse du plafond de la fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés affectée à l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS).

Au format du PLF 2024, le champ des taxes affectées plafonnées passerait de 20,2 Md€ en 2023 à 21,8 Md€ en PLF pour 2024.

Cette évolution s'explique notamment par :

- la hausse de treize plafonds (cf. tableau *infra*) pour un montant total de 1,1 Md€ ;

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Présentation

- la baisse de quatre plafonds (cf. tableau *infra*) pour un montant de 66 M€ ;
- la création d'une taxe affectée plafonnée (cf. tableau *infra*) pour un montant total de 600 M€.

Taxes dont le plafond augmente aux termes du PLF 2024

Affectataires	Ressources	Évolution en M€
France compétences	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) correspondant à 0,29 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale, dont micro entrepreneurs	5
AMF - Autorité des marchés financiers	Droits et contributions pour frais de contrôle	6,5
ACPR - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	Fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés	25,0
ANTS - Agence nationale des titres sécurisés	Fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés	22,9
SGP - Société du Grand Paris	Imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire et guidé géré par la RATP - IFER-STIF RATP	5,0
VNF - Voies navigables de France	Redevance hydraulique	9,0
Agences de l'eau	Redevance pour obstacle sur les cours d'eau, redevance pour stockage d'eau en période d'étiage, redevance pour la protection du milieu aquatique, redevance pour pollutions diffuses, redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, redevances pour pollution de l'eau, redevances pour modernisation des réseaux de collecte, redevances cynégétiques, droit de validation du permis de chasse	150,0
SGP - Société du Grand Paris	Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région Île-de-France	54,0
AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	Taxe de solidarité sur les billets d'avion	22,0
AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	182,0
SGP - Société du Grand Paris	Taxe sur les surfaces de stationnement	10,0
Établissements publics fonciers	Taxe spéciale d'équipement	4,0
France compétences	Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance	600,0
TOTAL		1 095,4

Création de taxe affectée

Affectataires	Ressources	Évolution en M€
AFITF – Agence de financement des infrastructures de transport de France	Taxe sur les exploitants d'infrastructures de transports	600,0
TOTAL		600,0

Taxes dont le plafond diminue aux termes du PLF 2024

<i>Affectataires</i>	<i>Ressources</i>	<i>Évolution en M€</i>
FranceAgriMer	Certificats sanitaires et phytosanites	-2,0
Chambres de commerce et d'industrie de région (CCI-R)	TA-CFE - fraction CCI-R de la Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région	-29,0
Chambres régionales des métiers et de l'artisanat (CRMA, incl. Alsace et Moselle)	TA-CFE - fraction CRMA de la Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambre régionale de métiers et d'artisanat	-25,0
SGP – Société du Grand Paris	Taxe additionnelle régionale de 15 % à la taxe de séjour IDF	-10,0
TOTAL		-66,0

Le programme de suppression des taxes à faible rendement

Dans le cadre du PLF pour 2019, le Gouvernement s'est engagé, pour simplifier la fiscalité, dans un programme pluriannuel de suppression des taxes à faible rendement.

Après la suppression de 20 taxes par la loi de finances initiale pour 2020, 7 suppressions dans le PLF pour 2021, 4 suppressions sont prévues dans le PLF pour 2022, aucune suppression n'est prévue dans le PLF pour 2023.

PRÉSENTATION DU BILAN D'EXÉCUTION 2022 DES PLAFONNEMENTS

L'article 46 de la LFI 2012 dispose que : « est joint en annexe au projet de loi de finances de l'année un bilan de la mise en œuvre du présent article présentant les prévisions d'encaissement des ressources affectées soumises à plafonnement au titre de l'exercice courant et de l'exercice à venir et justifiant le niveau des plafonds proposés ainsi que les modifications du périmètre des ressources concernées par le présent article au regard de l'évolution de la législation ». La mise en œuvre du plafonnement en 2022 a permis de respecter le niveau d'affectation de ressources fiscales à l'ensemble des agences concernées et de générer 1,1 Md€ de recettes à l'État.

Les principaux écrêtements constatés en 2022 concernent :

- la fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés affectée à l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) (+0,2 Md€) ;
- le prélèvement sur les jeux exploités par la FdJ hors paris sportifs affecté à l'Agence nationale du sport (ANS) (+0,2 Md€)
- le prélèvement sur les paris sportifs en ligne de la FdJ et des nouveaux opérateurs agréés (+0,2 Md€) affecté à l'Agence nationale du sport (ANS) (+0,2 Md€) ;
- la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes affectée à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (+0,1 Md€) ;
- Les redevances perçues à l'occasion des procédures et formalités en matière de propriété industrielle ainsi que de registre du commerce et des sociétés, établies par divers textes affectées à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) (+0,1 Md€).

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Présentation

Répartition par catégorie juridique du bénéficiaire

Avertissement

Le tableau suivant est un agrégat de la "Liste des taxes affectées" dématérialisée qui intègre les voies et moyens. Cet agrégat restitue la répartition des recettes en 2022 et les répartitions des prévisions de recette en 2023 et 2024 selon les missions pour les opérateurs de l'État et selon la nomenclature interadministrative des catégories juridiques pour les autres bénéficiaires.

La nomenclature interadministrative des catégories juridiques constitue une **référence commune à toutes les administrations**. Elle sert à classer les entités du répertoire des entreprises et de leurs établissements (Sirene), mentionné à l'article R. 123-220 du code de commerce, produit par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Elle sert également aux procédures des centres de formalités des entreprises. Elle est élaborée sous l'égide du comité interministériel Sirene prévu à l'article 2 du décret n° 73-314 du 14 mars 1973 modifié portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements.

Les bénéficiaires de taxes identifiés de manière individuelle sont ceux du répertoire Sirene qui est listé parmi les données de référence du décret n° 2017-331 du 14 mars 2017 relatif au service public de mise à disposition des données de référence. L'utilisation de ces référentiels vise au respect du principe de neutralité de l'information délivrée et permet de croiser celle-ci avec toute autre information qui utilise ces données de référence.

Parmi les bénéficiaires, la CADES, le Fonds de financement de la CMU et les établissements publics "têtes de réseaux" des organismes de sécurité sociale ne sont pas opérateurs de l'État et sont classés parmi les établissements publics nationaux au répertoire Sirene. Dans un souci de cohérence avec d'autres agrégats de finances publiques, ces établissements publics "têtes de réseaux" et le fonds national des solidarités actives (FNSA) géré par la CDC sont rangés dans la catégorie « Secteur social ».

Les montants figurant dans les tableaux sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Par conséquent, un montant de recettes inférieur à 0,5 k€ n'y apparaît pas. Les montants affichés sont les cumuls des montants disponibles. Il faut se reporter aux listes détaillées (liste des taxes affectées dématérialisée ou une des listes aux chapitres plus loin).

Une case est vide si aucun bénéficiaire n'existe pour la nature juridique en regard.

(en milliers d'euros)

Secteur / Catégorie juridique	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Organismes d'administration centrale	40 786 444	43 764 841	44 770 321
Opérateurs État	19 602 270	21 675 953	23 433 544
Établissements publics nationaux (non opérateurs)	20 773 039	21 673 258	20 914 259
Autres personnes morales de droit public dépendant de l'Etat	411 136	415 630	380 518
Secteur social	230 000 958	239 434 295	231 545 290
Organisme gérant un régime de protection sociale à adhésion obligatoire	230 000 958	239 434 295	231 545 290
Organisme mutualiste			
Secteur local	58 408 095	57 979 176	56 677 518
Communes	7 473 666	7 577 378	7 921 309
Intercommunalité	8 310 099	8 994 890	6 347 495
Établissements spécialisés de coopération intercommunale			
Départements	31 427 742	30 080 838	31 140 040
Régions	8 542 408	8 693 095	8 316 580
Collectivités territoriales de l'Outre-Mer	1 373 812	1 373 812	1 655 670
Établissement public administratif local	174 620	178 415	182 876
Organismes consulaires	1 105 748	1 080 748	1 113 548
Autres bénéficiaires	25 045 757	25 821 502	27 738 786
Associations	18 119 602	18 737 652	20 104 722
Autres personnes morales de droit privé	6 926 155	7 083 850	7 634 064
Total	354 241 255	366 999 814	360 731 914

Taxes affectées plafonnées

Avertissement

Le tableau suivant est un extrait de la "Liste des taxes affectées" dématérialisée qui intègre les voies et moyens. Cet extrait restitue la prévision des affectations plafonnées en 2023 et 2024 réparties selon l'ordre chronologique de la mise en place de la mesure de plafonnement. La même information pour 2022 est disponible dans la liste dématérialisée.

Chaque total partiel et le total général d'un produit cumulent le produit des taxes avec un plafond pour l'année (un produit sans plafond n'est pas totalisé).

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
LFI 2012	2 569 635	1 947 900	656 485	2 641 001	1 988 710	688 517
14 – Fraction des Prélèvements sociaux sur les jeux prévus aux art. L137-20 à L137-22 du Code de la sécurité sociale	5 000	5 000		5 274	5 000	274
<i>92 – ANSP - Agence nationale de santé publique</i>						
17 – Taxe sur les spectacles perçue au profit de l'Association pour le soutien du théâtre privé	6 000	8 000		8 000	8 000	
<i>12 – Association pour le soutien du théâtre privé</i>						
21 – Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région Ile-de-France	655 100	664 000		658 121	676 000	
<i>14 – SGP - Société du Grand Paris (Opérateur du programme 203)</i>						
22 – Imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire et guidé géré par la RATP - IFER-STIF RATP	76 700	79 000		82 224	84 000	
<i>14 – SGP - Société du Grand Paris (Opérateur du programme 203)</i>						
27 – Taxe due par les concessionnaires d'autoroutes	680 000	566 667	113 333	566 667	566 667	
<i>18 – AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France (Opérateur du programme 203)</i>						
29 – Taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires de base - Recherche	65 072	55 000	10 072	65 072	55 000	10 072
<i>21 – ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Opérateur du programme 174)</i>						
3 – Droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée (INAO)	6 100	7 500		6 100	7 500	
<i>2 – INAO - Institut national de l'origine et de la qualité (Opérateur du programme 149)</i>						
31 – Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP)	40 000	40 000		40 000	40 000	
<i>23 – CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (Opérateur du programme 113)</i>						
51 – Taxe sur les Titres de séjour et de voyage électroniques	16 000	14 490	1 510	20 900	14 490	6 410
<i>41 – ANTS - Agence nationale des titres sécurisés (Opérateur du programme 354)</i>						

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Présentation

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
53 – Droit de timbre pour la délivrance du permis de conduire en cas de perte ou de vol 41 – ANTS - Agence nationale des titres sécurisés (Opérateur du programme 354)	9 604	7 000	2 604	8 780	7 000	1 780
54 – Fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés 41 – ANTS - Agence nationale des titres sécurisés (Opérateur du programme 354)	297 900	193 234	104 666	463 660	217 043	246 617
55 – Fraction des droits de timbre sur les cartes nationales d'identité 41 – ANTS - Agence nationale des titres sécurisés (Opérateur du programme 354)	24 855	12 000	12 855	23 920	12 000	11 920
62 – Fraction des produits annuels de la vente de biens confisqués 43 – AGRASC (Opérateur du programme 310)	100 000	9 900	90 100	100 000	9 900	90 100
69 – Prélèvement sur les paris sportifs en ligne de la FdJ et des nouveaux opérateurs agréés 201 – ANS - Agence nationale du sport (Opérateur du programme 219)	181 701	34 600	147 101	181 701	34 600	147 101
70 – Prélèvement sur les jeux exploités par la FdJ hors paris sportifs 201 – ANS - Agence nationale du sport (Opérateur du programme 219)	246 088	71 844	174 244	246 088	71 844	174 244
72 – Contribution sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives 201 – ANS - Agence nationale du sport (Opérateur du programme 219)	59 665	59 665		59 665	59 665	
8 – Taxe pour le développement de l'industrie de la conservation des produits agricoles (CTCPA) 5 – CTCPA - Centre technique de la conservation des produits agricoles	2 750	2 900		2 750	2 900	
84 – Taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public Société du Grand Paris 14 – SGP - Société du Grand Paris (Opérateur du programme 203)	67 100	67 100		67 080	67 100	
92 – Taxe sur les spectacles de variétés 202 – CNM - Centre national de la musique (Opérateur du programme 334)	30 000	50 000		35 000	50 000	
LFI 2013 et de la LFR-III 2012	1 145 000	1 357 117	38 883	1 428 800	1 340 917	87 883
10 – Taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement 7 – ASP - Agence de services et de paiement (Opérateur du programme 149)	24 000	12 000	12 000	24 000	12 000	12 000
13 – Taxe sur les transactions financières - fraction affectée de la ressource État 8 – FSD - Fonds de solidarité pour le développement géré par l'Agence française de développement (AFD) - suivi MAED	277 000	277 000		277 000	277 000	
13 – Taxe sur les transactions financières - fraction affectée de la ressource État 40 – FSD - Fonds de solidarité pour le développement géré par l'Agence française de développement		251 000		251 000	251 000	

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
<i>(AFD) - suivi MEF</i>						
41 – TA-CVAE - Taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région <i>32 – Chambres de commerce et d'industrie de région (CCI-R)</i>	295 000	245 117	49 883	296 000	245 117	50 883
42 – TA-CFE - fraction CCI-R de la Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région <i>32 – Chambres de commerce et d'industrie de région (CCI-R)</i>	312 000	280 000	32 000	280 000	255 000	25 000
9 – Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pour frais de chambres d'agriculture (TCA-TFPNB) <i>6 – Chambres départementales d'agriculture</i>	292 000	292 000		300 800	300 800	
LFI 2014	595 700	574 500	32 200	624 118	606 000	23 518
12 – Taxe de solidarité sur les billets d'avion <i>8 – FSD - Fonds de solidarité pour le développement géré par l'Agence française de développement (AFD) - suivi MAED</i>	210 000	210 000		210 000	210 000	
23 – Taxe sur les nuisances sonores aériennes <i>15 – Personnes publiques ou privées exploitant des aérodromes pour lesquels : - le nombre annuel des mouvements d'aéronefs de masse maximale au décollage supérieure ou égale à 20 tonnes a dépassé 20 000 lors de l'une des cinq années civiles précédentes, - ou le nombre annuel des mouvements d'aéronef de masse maximale au décollage supérieure ou égale à 2 tonnes a dépassé 50 000 lors de l'une des 5 années civiles précédentes, si les plans d'exposition au bruit ou de gêne sonore de cet aérodrome possèdent un domaine d'intersection avec les plans d'exposition au bruit ou de gêne sonore d'un aérodrome présentant les caractéristiques définies au tiret précédent.</i>	44 000	55 000		49 600	55 000	
48 – Droits et contributions pour frais de contrôle <i>38 – AMF - Autorité des marchés financiers</i>	118 600	114 500	4 100	132 389	121 000	11 389
49 – Contributions pour frais de contrôle <i>39 – ACPR - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution</i>	223 100	195 000	28 100	232 129	220 000	12 129
LFR-I 2014 et de la LFI 2015	2 277 110	2 272 331	4 800	2 464 564	2 457 785	6 800
11 – Indemnité de défrichement <i>7 – ASP - Agence de services et de paiement (Opérateur du programme 149)</i>	3 000	2 000	1 000	3 000	2 000	1 000
20 – Taxes spéciales d'équipement <i>68 – Etablissement public foncier de la région Ile-de-France</i>	139 136	139 136		139 136	139 136	
20 – Taxes spéciales d'équipement <i>61 – Etablissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes</i>	19 807	19 807		19 807	19 807	
20 – Taxes spéciales d'équipement <i>78 – Etablissement public foncier d'Occitanie</i>	31 596	31 596		31 596	31 596	
20 – Taxes spéciales d'équipement <i>77 – Etablissement public foncier de Nouvelle-</i>	23 242	23 242		23 242	23 242	

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Présentation

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
<i>Aquitaine</i>						
20 – Taxes spéciales d'équipement 60 – Etablissement public foncier de Normandie	10 151	10 151		10 151	10 151	
20 – Taxes spéciales d'équipement 79 – Etablissement public foncier de Bretagne	7 838	7 838		7 838	7 838	
20 – Taxes spéciales d'équipement 62 – Etablissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 259	38 259		38 259	38 259	
20 – Taxes spéciales d'équipement 59 – Etablissement public foncier de Grand-Est	10 531	10 531		11 031	11 031	
20 – Taxes spéciales d'équipement 80 – Etablissement public foncier de Vendée	2 470	2 470		2 970	2 970	
20 – Taxes spéciales d'équipement 69 – Etablissement public foncier des Hauts de France	20 714	20 714		23 214	23 214	
26 – Fraction affectée du produit du relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le carburant gazole 18 – AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France (Opérateur du programme 203)	1 908 403	1 908 403		2 090 357	2 090 357	
52 – Taxe pour la gestion des certificats d'immatriculation des véhicules 41 – ANTS - Agence nationale des titres sécurisés (Opérateur du programme 354)	40 000	36 200	3 800	42 000	36 200	5 800
65 – Prélèvement sur la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) 46 – ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social (Opérateur du programme 135)	6 450	6 450		6 450	6 450	
66 – Cotisation versée par les organismes HLM 46 – ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social (Opérateur du programme 135)	11 334	11 334		11 334	11 334	
79 – Taxe annuelle sur la vente des produits phytopharmaceutiques 1 – ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Opérateur du programme 206)	4 179	4 200		4 179	4 200	
LFR 2015 et de la LFI 2016	2 380 680	2 380 692		2 530 292	2 530 692	
20 – Taxes spéciales d'équipement 50 – Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des " 50 pas géométriques " en Guadeloupe	997	997		997	997	
20 – Taxes spéciales d'équipement 49 – Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des " 50 pas géométriques " en Martinique	975	975		975	975	
202 – Contribution annuelle au profit de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire 19 – IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (Opérateur du programme 190)	61 088	61 100		60 700	61 100	

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
32 – Redevance pour obstacle sur les cours d'eau, redevance pour stockage d'eau en période d'étiage, redevance pour la protection du milieu aquatique, redevance pour pollutions diffuses, redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, redevances pour pollution de l'eau, redevances pour modernisation des réseaux de collecte, redevances cynégétiques, droit de validation du permis de chasse 24 – Agences de l'eau (Opérateur du programme 113)	2 197 620	2 197 620		2 347 620	2 347 620	
7 – Contributions additionnelles aux primes ou cotisations afférentes à certaines conventions d'assurance 4 – FNGRA - Fonds national de gestion des risques en agriculture et fonds de calamités agricoles dans les départements d'outre-mer	120 000	120 000		120 000	120 000	
LF 2016 et LFI 2017	88 945	95 445	300	89 445	95 945	300
20 – Taxes spéciales d'équipement 48 – Etablissement public foncier de Mayotte	1 807	1 807		2 307	2 307	
20 – Taxes spéciales d'équipement 52 – Etablissement public d'aménagement en Guyane	3 938	3 938		3 938	3 938	
21 – Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région Ile-de-France 44 – FNAL - Fonds national d'aide au logement	66 200	66 200		66 200	66 200	
73 – Taxe liée aux dossiers de demande concernant les médicaments vétérinaires ou leur publicité 1 – ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Opérateur du programme 206)	4 300	4 000	300	4 300	4 000	300
74 – Taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires 1 – ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Opérateur du programme 206)	4 000	4 500		4 000	4 500	
75 – Taxe relative à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants, des matières fertilisantes et de leurs adjuvants et des supports de culture 1 – ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Opérateur du programme 206)	8 700	15 000		8 700	15 000	
LF 2017 et LFI 2018	318 404	284 949	40 599	341 068	279 549	69 599
211 – PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) correspondant à 0,29% du montant annuel du plafond de la sécurité sociale, dont micro entrepreneurs 189 – France compétences (Opérateur du programme 103)	61 376	61 400		84 160	85 000	
245 – Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP) – Fraction perçue sur les engins ne battant pas pavillon français 54 – Organismes de secours et de sauvetage en mer	160	4 000		160	4 000	

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Présentation

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
<i>agréés (art. L742-9 code de la sécurité intérieure)</i>						
31 – Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP)	4 000	4 000		4 000	4 000	
54 – Organismes de secours et de sauvetage en mer agréés (art. L742-9 code de la sécurité intérieure)						
39 – Contribution annuelle acquittée par les personnes inscrites comme commissaires aux comptes, et droit fixe sur chaque rapport de certification des comptes, et contribution de la compagnie nationale des commissaires aux comptes	16 120	19 400		16 000	19 400	
170 – H3C - Haut conseil du commissariat aux comptes						
40 – TA-CFE - fraction CRMA de la Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambre régionale de métiers et d'artisanat	241 000	196 149	44 851	236 748	167 149	69 599
31 – CRMA (incl. Alsace et Moselle)						
LFI 2019	2 609 300	922 000	1 700 000	2 608 130	922 000	1 700 000
251 – Recettes issues de la mise aux enchères des "quotas carbone"	2 400 000	700 000	1 700 000	2 400 000	700 000	1 700 000
47 – ANAH - Agence nationale de l'habitat (Opérateur du programme 135)						
252 – Contribution vie étudiante et campus	174 700	177 000		170 200	177 000	
182 – Établissements publics d'enseignement supérieur, établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires						
266 – Taxe sur les surfaces de stationnement	14 600	20 000		28 232	30 000	
14 – SGP - Société du Grand Paris (Opérateur du programme 203)						
267 – Taxe additionnelle régionale de 15% à la taxe de séjour IDF	20 000	25 000		9 698	15 000	
14 – SGP - Société du Grand Paris (Opérateur du programme 203)						
LFI 2020	10 120 500	10 257 500		10 842 215	10 888 500	
12 – Taxe de solidarité sur les billets d'avion	163 000	230 000		252 000	252 000	
18 – AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France (Opérateur du programme 203)						
265 – Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance	9 830 000	9 900 000		10 453 715	10 500 000	
189 – France compétences (Opérateur du programme 103)						
268 – Redevance hydraulique	127 500	127 500		136 500	136 500	
13 – VNF - Voies navigables de France (Opérateur du programme 203)						
LFI 2021	182 220	94 000	88 220	170 000	94 000	76 000
231 – Redevances perçues à l'occasion des procédures et formalités en matière de propriété industrielle ainsi que de registre du commerce et des sociétés, établies par divers textes	182 220	94 000	88 220	170 000	94 000	76 000

(en milliers d'euros)

Loi fixant le plafonnement Taxe et bénéficiaire	2023			2024		
	Produit	Plafond	Reversement	Produit	Plafond	Reversement
<i>172 – INPI - Institut national de la propriété industrielle (Opérateur du programme 134)</i>						
LFI 2022	2 000	2 000		2 000	2 000	
284 – Taxe sur les exploitants de plateformes de mises en relation par voie électronique en vue de fournir certaines prestations de transport	2 000	2 000		2 000	2 000	
<i>209 – ARPE - Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi</i>						
LFI 2024				600 000	600 000	
293 – Taxe sur les exploitants d'infrastructures de transports				600 000	600 000	
<i>18 – AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France (Opérateur du programme 203)</i>						
Total	22 289 494	20 188 434	2 561 487	24 383 634	21 848 098	2 652 617

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

Taxes affectées classées par bénéficiaire

Avertissement

Les tableaux suivants forment un extrait de la "Liste des taxes affectées" dématérialisée qui intègre les voies et moyens. Cet extrait restitue le rendement en 2022 et la prévision des rendements en 2023 et 2024 classés selon les bénéficiaires. La nature de ce classement est décrite dans l'avertissement au début du chapitre "Répartition par catégorie juridique du bénéficiaire".

L'attention du lecteur est toutefois attirée sur les limites matérielles relatives au recensement – dans la présente partie – des opérateurs de l'État. Au regard, d'une part, des caractéristiques propres à certaines taxes affectées et, d'autre part, des montants unitaires, dans certains cas peu significatifs (inférieurs à 0,5 M€), tous les opérateurs affectataires de taxes ne sont pas nécessairement individualisés dans leur désignation (selon le cas, recours à un terme générique, tel que « agences de l'eau », ou encore « divers opérateurs de l'État »).

Les montants figurant dans les tableaux sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Par conséquent, un montant de recettes non nul et inférieur à 0,5 k€ n'y apparaît pas.

Les symboles ou abréviations suivants signifient :

- LFI : loi de finances initiale
- LFR : loi de finances rectificative
- PLF : projet de loi de finances
- LFSS : loi de financement de la Sécurité sociale
- PLFSS : projet de loi de financement de la Sécurité sociale

Une case est grisée quand la taxe n'existe pas.

Organismes d'administration centrale

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Opérateurs État	19 602 270	21 675 953	23 475 544
Administration générale et territoriale de l'État	382 359	388 359	559 260
ANTS - Agence nationale des titres sécurisés	382 359	388 359	559 260
- Taxe sur les Titres de séjour et de voyage électroniques <i>Art. 953 al. IV et V du CGI et art. 311-16 du CESEDA (art. 46 de la LFI 2007 et art. 77 al. I, II et III de la LFI 2011)</i>	16 000	16 000	20 900
- Taxe pour la gestion des certificats d'immatriculation des véhicules <i>Art. 1628-0 bis du CGI (art. 135 al. VI de la LFI 2009)</i>	40 000	40 000	42 000
- Droit de timbre pour la délivrance du permis de conduire en cas de perte ou de vol <i>Art. 1628 ter du CGI (art. 10 de la loi 2014-891, LFR 2014)</i>	9 604	9 604	8 780
- Fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés <i>Art. 953 al. I du CGI (art. 46 de la LFI 2007 et art. 77-1 de la LFI 2011)</i>	291 900	297 900	463 660
- Fraction des droits de timbre sur les cartes nationales d'identité <i>Art. 1628 bis du CGI (art. 134 al. I et III de la LFI 2009)</i>	24 855	24 855	23 920
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	54 279	54 279	54 279
ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail	21 179	21 179	21 179
- Taxe sur les produits de tabac <i>Article L. 3512-19 du code de la santé publique</i>			
- Taxe liée aux dossiers de demande concernant les médicaments vétérinaires ou leur publicité <i>I de l'art. L.5141-8 du Code de la santé publique</i>	4 300	4 300	4 300
- Taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires <i>II de l'art. L 5141-8 Code de santé publique</i>	4 000	4 000	4 000
- Taxe relative à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants, des matières fertilisantes et de leurs adjuvants et des supports de culture <i>Art. 130 de la LFI 2007</i>	8 700	8 700	8 700

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Taxe annuelle sur la vente des produits phytopharmaceutiques <i>article L. 253-8-2-VI du Code rural</i>	4 179	4 179	4 179
- Taxe sur les déclarations et notifications de produit du tabac <i>Décret du 22 août 2016</i>			
INAO - Institut national de l'origine et de la qualité	6 100	6 100	6 100
- Droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée (INAO) <i>Art. L642-13 du Code rural et de la pêche maritime</i>	6 100	6 100	6 100
FranceAgriMer	Néant		
- Certificats sanitaires et phytosanitaires <i>Art. 103 de la LFR-2 2014</i>	Néant		
ASP - Agence de services et de paiement	27 000	27 000	27 000
- Taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement <i>Art. 1605 nonies du CGI</i>	24 000	24 000	24 000
- Indemnité de défrichement <i>Art. L. 341-6 du Code forestier</i>	3 000	3 000	3 000
Cohésion des territoires	2 353 284	2 818 344	2 745 584
CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social	451 500	400 560	327 800
- Cotisation versée par les organismes HLM et les SEM <i>Art. L452-4 du Code de la construction et de l'habitation</i>	384 000	342 622	272 800
- Cotisation additionnelle versée par les organismes HLM et les SEM <i>Art. L452-4-1 du Code de la construction et de l'habitation</i>	67 500	57 938	55 000
ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social	17 784	17 784	17 784
- Prélèvement sur la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) <i>1° de l'article L. 342-21 du Code de la construction et de l'habitation</i>	6 450	6 450	6 450
- Cotisation versée par les organismes HLM <i>2° de l'article L. 342-21 du Code de la construction et de l'habitation</i>	11 334	11 334	11 334
ANAH - Agence nationale de l'habitat	1 884 000	2 400 000	2 400 000
- Recettes issues de la mise aux enchères des "quotas carbone" <i>Article L. 229-8 du code de l'environnement</i>	1 884 000	2 400 000	2 400 000
- Taxe annuelle sur les logements vacants <i>Art. 232 du CGI (VIII)</i>			
Écologie, développement et mobilité durables	5 297 292	6 097 295	7 067 771
VNF - Voies navigables de France	127 500	127 500	136 500
- Redevance hydraulique <i>1° art. L.4316-1 du Code des transports</i>	127 500	127 500	136 500
SGP - Société du Grand Paris	772 400	833 500	887 355
- Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région Ile-de-France <i>2° du A du XI de l'article 36 de la LFI 2017</i>	600 900	655 100	658 121
- Imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire et guidé géré par la RATP - IFER-STIF RATP <i>b) du III du A de l'art. 158 de la LFI 2013</i>	75 200	76 700	82 224
- Taxe sur les surfaces de stationnement <i>Art. 1599 Quater C du CGI</i>	14 200	14 600	28 232
- Taxe additionnelle régionale de 15% à la taxe de séjour IDF <i>Art. L.2531-17 CGCT</i>	15 000	20 000	9 698
- Taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public Société du Grand Paris <i>Art. 1609 G du CGI (créée à compter de 2011)</i>	67 100	67 100	67 080
AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	2 012 500	2 751 403	3 509 024
- Taxe de solidarité sur les billets d'avion <i>art.... du code général des impôts</i>	110 000	163 000	252 000

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Fraction affectée du produit du relèvement du tarif de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le carburant gazole <i>Art. 36 de la LFI 2015</i>	1 247 500	1 908 403	2 090 357
- Taxe due par les concessionnaires d'autoroutes <i>Art 302 bis ZB du CGI</i>	655 000	680 000	566 667
- Taxe sur les exploitants d'infrastructures de transports <i>LFI 2024</i>		Néant	600 000
OFB - Office français de la biodiversité	1 500	1 500	1 500
- Droit d'examen du permis de chasse <i>Art. L423-6 du Code l'environnement</i>	600	600	600
- Redevance pour délivrance initiale du permis de chasse <i>Art. R423-11 du Code de l'environnement</i>	900	900	900
- Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale		Néant	Néant
ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	145 772	145 772	145 772
- Taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires de base - Recherche <i>Art. 43 V de la LFI 2000</i>	65 072	65 072	65 072
- Contribution spéciale pour la gestion des déchets radioactifs - Conception <i>Art. 58 de la LFR 2013</i>	80 700	80 700	80 700
CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	40 000	40 000	40 000
- Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP) <i>Art. 224 du Code des douanes</i>	40 000	40 000	40 000
Agences de l'eau	2 197 620	2 197 620	2 347 620
- Redevance pour obstacle sur les cours d'eau, redevance pour stockage d'eau en période d'étiage, redevance pour la protection du milieu aquatique, redevance pour pollutions diffuses, redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, redevances pour pollution de l'eau, redevances pour modernisation des réseaux de collecte, redevances cynégétiques, droit de validation du permis de chasse <i>Art. L213-10, L213-10-8 et L213-10-10 à L213-10-12 du Code de l'environnement</i>	2 197 620	2 197 620	2 347 620
Économie	170 000	182 220	170 000
INPI - Institut national de la propriété industrielle	170 000	182 220	170 000
- Redevances perçues à l'occasion des procédures et formalités en matière de propriété industrielle ainsi que de registre du commerce et des sociétés, établies par divers textes <i>Art. R411-10 et R 411-17 du Code de la propriété intellectuelle, art. L611-1 à L615-22 et L411-1 à L411-5 du CPI, décret n° 95-385 du 10 avril 1995 n°81-599 du 15 mai 1981</i>	170 000	182 220	170 000
Immigration, asile et intégration	800	800	800
OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration	800	800	800
- Redevance perçue à l'occasion de l'introduction des familles étrangères en France <i>Art. R 421-29 du CESEDA</i>	800	800	800
Justice	105 133	100 000	100 000
AGRASC	105 133	100 000	100 000
- Fraction des produits annuels de la vente de biens confisqués <i>Art. 706-163 du Code de la procédure pénale</i>	105 133	100 000	100 000
Médias, livre et industries culturelles	754 517	752 766	789 480
CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée	721 013	722 766	754 480
- Cotisations (normale et supplémentaire) des entreprises cinématographiques <i>Art. L115-14 et L115-15 du Code du cinéma et de l'image animée</i>	7 006	10 102	10 600
- TSA - Taxe sur le prix des entrées aux séances organisées par les exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques <i>Art. L115-1 à L115-5 du Code du cinéma et de l'image animée</i>	117 865	135 793	156 300
- TST - Taxe sur les éditeurs et distributeurs de services de télévision - Fraction Editeurs <i>Art. L115-6 à L115-13 du Code du cinéma et de l'image animée</i>	292 212	245 270	257 300

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- TST - Taxe sur les éditeurs et distributeurs de services de télévision - Fraction Distributeurs <i>Art. L115-6 à L115-13 du Code du cinéma et de l'image animée</i>	176 880	201 601	203 780
- Taxe sur les ventes et les locations de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public (taxe vidéo et VOD) <i>Art.L116-1 du Code du cinéma et de l'image animée</i>	127 050	130 000	126 500
CNM - Centre national de la musique	33 504	30 000	35 000
- Taxe sur les spectacles de variétés <i>Art. 76 de la LFR 2003</i>	33 504	30 000	35 000
Recherche et enseignement supérieur	61 088	61 088	60 700
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	61 088	61 088	60 700
- Contribution annuelle au profit de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire <i>Art. 96 de la LFR 2010</i>	61 088	61 088	60 700
Sport, jeunesse et vie associative	486 853	487 454	487 454
ANS - Agence nationale du sport	486 853	487 454	487 454
- Prélèvement sur les paris sportifs en ligne de la FdJ et des nouveaux opérateurs agréés <i>Art. 1609 tricies du CGI et art. 51 de la loi n°2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne</i>	181 701	181 701	181 701
- Prélèvement sur les jeux exploités par la FdJ hors paris sportifs <i>1er alinéa de l'art. 1609 novovicies du CGI et art. 79 de la LFI 2011</i>	246 088	246 088	246 088
- Contribution sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives <i>Art. 302 bis ZE du CGI et art. 59 de la LFI 2000</i>	59 064	59 665	59 665
Travail et emploi	9 936 666	10 733 348	11 440 216
France compétences	9 936 666	10 733 348	11 440 216
- PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Entreprises du Vivant, agriculture) correspondant à 0,30 % des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire déterminés à l'article L. 731-16 du code rural et de la pêche maritime <i>Art. L. 6331-53 du Code du travail (agrément conjoint travail et pêche)</i>	62 442	66 308	63 412
- Contribution supplémentaire à l'apprentissage <i>Article L.6242-1 CT (créé par l'ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021)</i>	310 735	235 000	190 250
- PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (à l'exception des artisans et des exploitants agricoles) correspondant à 0,25% du montant annuel du plafond de la sécurité sociale <i>Art. L. 6331-48 du Code du travail</i>	176 893	181 169	231 271
- PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) correspondant à 0,29% du montant annuel du plafond de la sécurité sociale, dont micro entrepreneurs <i>Art. 1601 B du CGI, modifié par la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006</i>	32 507	61 376	84 160
- PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Pêche et culture) correspondant au minimum à 0,15% au du montant annuel du plafond de la SS <i>Art. L. 6331-53 du Code du travail (agrément conjoint travail et pêche)</i>	430	1 206	1 206
- PEFPC : CPF CDD (ex-CIF-CDD) : 1% des salaires versés, ou moins en cas d'accord de branche <i>Art. L. 6322-37 du Code du travail</i>	301 050	301 050	341 000
- PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Particuliers employeurs) correspondant au minimum à 0,15% au du montant annuel du plafond de la SS <i>Art. L. 6331-57 du code du travail et suivant</i>	15 274	15 839	26 040
- PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (Artistes auteurs) correspondant au minimum à 0,1% au du montant annuel du plafond de la SS <i>Art. L. 6331-65 du code du travail et suivant</i>	8 900	9 754	15 532
- PEFPC : Participation au financement de la formation des intermittents correspondant au minimum à 2% des rémunérations versées	30 246	31 365	33 300

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
<i>Art. L. 6331-55 du code du travail et suivant</i>			
- Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance <i>L.6131-2 du Code du travail</i>	8 997 918	9 830 000	10 453 715
- Contribution spécifique à la formation professionnelle pour Saint Pierre et Miquelon	271	281	330
Etablissements publics nationaux (non opérateurs)	20 773 039	21 673 258	20 914 259
Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)	424 585	493 635	416 500
- Cotisation obligatoire <i>Art. 12-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984</i>	424 585	493 635	416 500
FSV	19 536 000	20 337 000	19 554 000
- Contribution sociale généralisée (CSG) <i>Art L136-1 à L136-8 du Code de la sécurité sociale et art. 1600-0-C et 1600-0-D du CGI</i>	19 536 000	20 337 000	19 554 000
Fonds d'indemnisation de la profession d'avoués près les cours d'appel	26 503	26 983	28 825
- Droit affecté au fonds d'indemnisation de la profession d'avoués près les cours d'appel <i>Art. 1635 bis P du CGI (article 54-II de la LFR 2009)</i>	26 503	26 983	28 825
Etablissements publics d'enseignement supérieur, établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires	164 350	174 700	170 200
- Contribution vie étudiante et campus <i>Article L.841-5 du code de l'éducation</i>	164 350	174 700	170 200
ARPE - Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi	2 000	2 000	2 000
- Taxe sur les exploitants de plateformes de mises en relation par voie électronique en vue de fournir certaines prestations de transport <i>Art. 300 bis. du CGI et suivants</i>	2 000	2 000	2 000
Fonds pour l'emploi du travail temporaire	65 000	67 405	64 180
- Contribution conventionnelle à la formation pour les entreprises de travail temporaire	65 000	67 405	64 180
3CABTP et OPCO ConstructyS	49 600	51 534	131 500
- Contribution spécifique pour le développement de la formation professionnelle initiale et continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics.	49 600	51 534	131 500
Caisse des dépôts et des consignations	500 000	515 000	541 780
- Solde de la taxe d'apprentissage après prise en compte des versements directs des entreprises mentionnés au II de l'article L. 6241-2	500 000	515 000	541 780
Comité national des pêches maritimes et des élevages marins		Néant	Néant
- Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale		Néant	Néant
Comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins		Néant	Néant
- Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale		Néant	Néant
Comités départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins		Néant	Néant
- Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale		Néant	Néant
FFDI - Fonds de financement des dossiers impécunieux		Néant	Néant
- Quote-part des intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations sur les fonds déposés		Néant	Néant

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
FNAVDL - Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement - Cotisation additionnelle versée par les organismes HLM et les SEM		Néant Néant	Néant Néant
ANSP - Agence nationale de santé publique - Fraction des Prélèvements sociaux sur les jeux prévus aux art. L137-20 à L137-22 du Code de la sécurité sociale <i>Art. L137-24 du Code de la sécurité sociale</i>	5 000 5 000	5 000 5 000	5 274 5 274
Autres personnes morales de droit public dépendant de l'Etat	411 136	415 630	380 518
Fonds national de compensation de l'énergie éolienne en mer (Communes, Comité national de la pêche, activités maritimes) - IFER éoliennes <i>Art. 1519 B et C du CGI</i>	Néant Néant	Néant Néant	Néant Néant
Groupements d'intérêt public "Objectif Meuse" et "Haute-Marne" et Communes concernées - TA-TINB - Taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires de base dite "Accompagnement" <i>V de l'art. 43 de la LFI 2000 modifié par l'art. 21 de la loi n°2006-739 du 28 juin 2006</i>	57 810 57 810	57 810 57 810	Néant Néant
H3C - Haut conseil du commissariat aux comptes - Contribution annuelle acquittée par les personnes inscrites comme commissaires aux comptes, et droit fixe sur chaque rapport de certification des comptes, et contribution de la compagnie nationale des commissaires aux comptes <i>Art. L 821-5 et 821-6-1 du Code de commerce</i>	16 326 16 326	16 120 16 120	16 000 16 000
AMF - Autorité des marchés financiers - Droits et contributions pour frais de contrôle <i>Art. L621-5-3 et D621-27 à D621-30 et suiv. du Code monétaire et financier</i>	118 500 118 500	118 600 118 600	132 389 132 389
ACPR - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - Contributions pour frais de contrôle <i>Art. L612-20 du Code monétaire et financier (créé par l'art.1 de l'ordonnance n°2010-76 du 21 janvier 2010)</i>	218 500 218 500	223 100 223 100	232 129 232 129

Secteur social

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Organisme gérant un régime de protection sociale à adhésion obligatoire	230 000 958	239 434 295	231 545 290
FCATA (Fonds commun des accidents du travail agricole) jusqu'en 2016; CCMSA en 2017 - Contribution forfaitaire des organismes assureurs et contribution forfaitaire des organismes participant à la gestion du régime prévu par la loi n° 2001-1128 du 30 novembre 2001 <i>Art. 1622 du CGI</i>	4 200 4 200	3 800 3 800	4 200 4 200
CCMSA - non salariés branche vieillesse - Cotisation spéciale sur les boissons alcooliques <i>Art. L. 245-7 du Code de la sécurité sociale et art. L. 731-3 du Code rural et de la pêche maritime</i> - Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels <i>Art. L. 438 du CGI et art. L. 731-3 du Code rural et de la pêche maritime</i> - Droit de consommation sur les produits intermédiaires <i>Art. 402 bis du CGI et art. L. 731-3 du Code rural et de la pêche maritime</i> - Droit sur les bières et les boissons non alcoolisées <i>Art. 520 A du CGI et art. L. 731-3 du Code rural et de la pêche maritime</i>	2 055 763 752 725 106 143 61 930 1 134 965	2 107 782 762 244 105 558 60 650 1 179 330	2 076 577 751 000 108 000 59 577 1 158 000
CCMSA (non salariés-maladie) - Taxe sur les boissons sucrées <i>Art. 1613 ter du CGI</i>	468 937 430 946	476 440 437 841	494 149 452 911

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Taxe sur les boissons édulcorées <i>Art. 1613 quater du CGI</i>	37 991	38 598	41 239
CNAMTS jusqu'en 2017; CNAMTS et ACOSS en 2018	57 235 000	60 247 000	57 083 073
- TVA nette <i>Art. L. 241-2 du Code de la sécurité sociale</i>	57 235 000	60 247 000	57 083 073
CNAF	15 924 273	16 557 180	15 981 760
- Contributions patronales et salariales sur les attributions d'options (stock-options) de souscription ou d'achat des actions et sur les attributions gratuites <i>Art. L. 137-13 et L. 137-14 du Code de la sécurité sociale</i>	880 730	921 251	912 052
- Taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation (exit-tax) <i>Art. 23 de la LFI 2011</i>	Néant	Néant	Néant
- Taxe sur les véhicules de société (TVS) <i>Art. L. 1010 du CGI et art. L. 131-8 du Code de la sécurité sociale</i>	732 494	759 819	689 614
- Taxe spéciale sur les conventions d'assurance automobile <i>Art. 991 à 1004 du CGI</i>	1 102 049	1 135 110	1 140 094
- Contribution sociale généralisée (CSG) <i>Art L136-1 à L136-8 du Code de la sécurité sociale et art. 1600-0-C et 1600-0-D du CGI</i>	13 209 000	13 741 000	13 240 000
CCMSA (non salariés-maladie, non salariés-RCO et salariés), CNAMTS, CNAF, autres régimes de sécurité sociale, CNSA, FCAATA, Fonds CMU-C jusqu'en 2016; CNAMTS et RAVGDT en 2017	13 558 609	13 558 609	13 398 482
- Droits de consommation sur les tabacs <i>Art. L. 575 du CGI, art. L. 131-8 du Code de la sécurité sociale et art. 17 de la LFSS 2014</i>	13 558 609	13 558 609	13 398 482
CNSA	33 605 000	34 979 000	34 247 000
- Contribution sociale généralisée (CSG) <i>Art L136-1 à L136-8 du Code de la sécurité sociale et art. 1600-0-C et 1600-0-D du CGI</i>	30 509 000	31 739 000	31 157 000
- Contribution solidarité autonomie (CSA) <i>Art. 137-40 du code de la sécurité sociale</i>	2 274 000	2 376 000	2 262 000
- Contribution additionnelle de solidarité autonomie (CASA) <i>Art. 137-40 du code de la sécurité sociale</i>	822 000	864 000	828 000
Fonds CMU - Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie			
- Fraction de Taxe de solidarité additionnelle (TSA) <i>Art. L. 862-4 du Code de la sécurité sociale</i>			
CCMSA (non salariés-vieillesse et maladie) jusqu'en 2016; CCMSA (non salariés-vieillesse, maladie et RCO) en 2017	2 269 054	2 288 637	2 270 000
- Droits de consommation sur les alcools <i>Art. 403 du CGI et articles L. 731-2 et L. 731-3 du Code rural et de la pêche maritime</i>	2 269 054	2 288 637	2 270 000
Caisse nationale des allocations familiales [pour le restant des prélèvements]	361 580	361 580	381 369
- Fraction des Prélèvements sociaux sur les jeux prévus aux art. L137-20 à L137-22 du Code de la sécurité sociale <i>Art. L137-24 du Code de la sécurité sociale</i>	361 580	361 580	381 369
CNAMTS - Fonds tabacs			
- Contribution sociale à la charge des fournisseurs agréés de produits de tabac <i>Art. L. 137-27 à L. 137-29 du Code de la sécurité sociale</i>			
CNAMTS, CNAVTS, CCMSA (non salariés-maladie) en 2016; CNAVTS dès 2017	10 584 839	11 015 056	10 795 597
- Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) <i>Art. L651-1 à L651-9 du Code de la sécurité sociale</i>	4 374 610	4 613 026	4 273 554
- Redevance due par les titulaires de titres d'exploitation de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux <i>Art. L. 132-16 du Code minier</i>	3 600	3 600	5 000
- Contribution sur les avantages de préretraite d'entreprise <i>Art. L. 137-10 du Code de la sécurité sociale</i>	54 711	48 463	54 308
- Contribution sur les indemnités de mise à la retraite <i>Art. L. 137-12 du Code de la sécurité sociale</i>	29 770	29 770	33 806

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Prélèvement sur les contrats d'assurance-vie en deshérence; 'Prélèvement sur les contrats participation et intéressement en deshérence <i>Art. L. 1126-1 5° du CGPPP, complété par l'art. 18 de la LFSS 2007 ; 'Livre III de la partie III du Code du travail</i>	17 183	17 183	18 639
- Redevances UMTS 2G et 3G <i>Art. L. 241-3 du Code de la sécurité sociale</i>	12 836	12 836	7 889
- Forfait social <i>Art. L. 137-15 à L. 137-17 du Code de la sécurité sociale</i>	5 880 836	6 069 165	6 192 829
- Contribution sur les régimes de retraite conditionnant la constitution de droits à prestations à l'achèvement de la carrière du bénéficiaire dans l'entreprise <i>Art. L. 137-11 du Code de la sécurité sociale</i>	211 292	221 013	209 571
CNAVTS, CNAF, FSV, CNAMTS en 2016; CNAVTS, CNAF, CNAMTS dès 2017	16 386 278	17 261 585	16 136 695
- Taxe sur les salaires <i>Art. 231 du CGI et art. L131-8 du Code de la sécurité sociale</i>	16 386 278	17 261 585	16 136 695
Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)	17 873 000	18 601 000	18 191 000
- Contribution sociale généralisée (CSG) <i>Art L136-1 à L136-8 du Code de la sécurité sociale et art. 1600-0-C et 1600-0-D du CGI</i>	9 501 000	9 885 000	9 681 000
- Contributions pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) <i>Art. 1600-0 G à 1600-0 J du CGI et art. L136-1 et suiv. du Code de la sécurité sociale</i>	8 372 000	8 716 000	8 510 000
Caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières	1 643 360	1 702 180	1 671 000
- Contribution tarifaire d'acheminement (CTA) <i>Art. 18 de la loi n°2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières</i>	1 643 360	1 702 180	1 671 000
CNBF - Caisse nationale des barreaux français	108 186	115 399	114 000
- Droits de plaidoirie <i>Art. L. 723-3 du Code de la sécurité sociale</i>	4 802	4 802	4 000
- Contribution équivalente aux droits de plaidoirie <i>Art. L. 723-3 du Code de la sécurité sociale</i>	103 384	110 597	110 000
CNAMTS	57 922 881	60 159 049	58 700 389
- Contribution due par les laboratoires et les grossistes répartiteurs sur les ventes en gros aux officines pharmaceutiques <i>Art. L. 138-1 à L. 138-9-1 du Code de la sécurité sociale</i>	234 302	247 188	239 186
- Contribution due par les laboratoires sur leurs dépenses de publicité <i>Art. L. 245-1 à L. 245-5 du Code de la sécurité sociale</i>	130 748	132 055	70 460
- Contribution due par les entreprises fabriquant ou exploitant des dispositifs médicaux sur leurs dépenses de publicité <i>Art. L. 245-5-1 à L. 245-5-5 du Code de la sécurité sociale</i>	50 945	53 747	26 745
- Contribution due par les entreprises exploitant des médicaments bénéficiant d'une AMM / Contribution sur le chiffre d'affaires des entreprises exploitant une ou plusieurs spécialités pharmaceutiques <i>Art. L. 245-6 du Code de la sécurité sociale</i>	480 664	507 101	588 141
- Fraction de Taxe de solidarité additionnelle (TSA) <i>Art. L. 862-4 du Code de la sécurité sociale</i>	5 608 338	5 776 588	5 453 896
- Contribution sociale généralisée (CSG) <i>Art L136-1 à L136-8 du Code de la sécurité sociale et art. 1600-0-C et 1600-0-D du CGI</i>	50 967 000	52 987 000	51 885 000
- Droits perçus au profit de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) en matière de produits de santé, taxe annuelle due par les laboratoires de biologie médicale <i>Art. 1635 bis AE à AH du CGI, art. 5321-3 du Code de la santé publique et art. 1600-0 R du CGI</i>	81 553	86 039	72 455
- Contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19 <i>Art. 3 et 10 du PLFSS 2021</i>	Néant	Néant	Néant
- Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs <i>Art. L. 568 du CGI et art. L.131-8 du Code de la sécurité sociale</i>	369 331	369 331	364 506
Organisme mutualiste	Néant	Néant	Néant

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
CAAA - Caisses d'assurances d'accidents agricoles d'Alsace-Moselle	Néant	Néant	Néant
- Cotisation au profit des caisses d'assurances d'accidents agricoles d'Alsace-Moselle	Néant	Néant	Néant
-			

Secteur local

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Communes	7 473 666	7 577 378	7 921 309
Communes	783 080	798 082	1 041 015
- Impôt sur les spectacles, jeux et divertissements <i>Art. 1559 à 1566 du CGI</i>	157 914	157 914	307 461
- Surtaxe sur les eaux minérales <i>Art. 1582 du CGI</i>	21 663	21 663	23 826
- Taxe de balayage <i>Art. 1528 du CGI</i>	113 462	113 462	124 526
- Imposition forfaitaire annuelle sur les pylônes <i>Art. 1519 A du CGI</i>	278 337	293 339	338 104
- Taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur de déchets ménagers <i>Art. L.2333-92 et suiv. du Code général des collectivités territoriales</i>	17 314	17 314	19 117
- Taxe pour non-raccordement à l'égout - Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) <i>Art. L.1331-7 du Code de la santé publique</i>	472	472	646
- Taxe locale sur la publicité extérieure <i>Art. 171 de la LME (Loi de modernisation de l'économie- Loi 2008-776 du 4 août 2008)</i>	193 917	193 917	227 335
Communes concernées	11 000	11 000	Néant
- Fraction du Prélèvement sur les mises de jeux de cercle en ligne affectée aux communes dans le ressort territorial desquelles sont ouverts au public un ou plusieurs casinos <i>Art. 302 bis ZI du CGI et art. 47 de la loi n°2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne</i>	11 000	11 000	Néant
Communes de plus de 5.000 hbts	3 432 359	3 089 123	3 483 879
- Taxe communale additionnelle à certains droits d'enregistrement <i>Art. 1584 du CGI</i>	3 432 359	3 089 123	3 483 879
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) - part communale	1 007 195	1 050 963	881 157
- Prélèvement progressif sur le produit des jeux dans les casinos au profit des communes <i>Art. L2333-54 à L. 2333-57 du Code général des collectivités territoriales</i>	263 310	263 310	Néant
- Taxe de séjour, taxe de séjour forfaitaire <i>Art. L2333-26 à L2333-46 du Code général des collectivités territoriales</i>	156 558	156 558	313 871
- Taxe de ski de fond <i>Art. L2333-81 du Code général des collectivités territoriales</i>	3 761	3 761	2 760
- Taxes d'enlèvement des ordures ménagères <i>Art. 1520 à 1526 du CGI</i>	583 566	627 333	564 526
- Taxes sur les friches commerciales <i>Art. 1530 du CGI</i>	Néant	Néant	Néant
Communes et départements (part communale)	3 081	3 081	11 348
- Redevance proportionnelle sur l'énergie hydraulique <i>Loi du 16 octobre 1919</i>	3 081	3 081	11 348
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre et Départements - part communale	924 046	1 312 224	1 120 342

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Redevances communale et départementale des mines <i>Art. 1519 et 1587 du CGI</i>	6 953	6 953	8 367
- Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) <i>Art. L.2333-2 et suiv. du Code général des collectivités territoriales (modifiés par le I de l'art. 23 de la loi n° 2010-1488 dite « NOME »)</i>	911 822	1 300 000	1 066 455
- Taxe sur les remontées mécaniques <i>Art. L.2333-49 à L.2333-53, L.3333-4 à L.3333-7 du Code général des collectivités territoriales</i>	5 271	5 271	45 520
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre et Départements - part intercommunale	20 123	20 123	36 895
- Redevances communale et départementale des mines <i>Art. 1519 et 1587 du CGI</i>	807	807	12 330
- Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) <i>Art. L.5212-24 et suiv., L.5214-23 et L.5216-8 du Code général des collectivités territoriales</i>	19 211	19 211	23 913
- Taxe sur les remontées mécaniques <i>Art. L.2333-49 à L.2333-53, L.3333-4 à L.3333-7 du Code général des collectivités territoriales</i>	105	105	652
Communes ou Groupements de communes (parts communale et intercommunale)	1 292 783	1 292 783	1 346 674
- Taxe d'aménagement <i>Art L.331-1 à L.331-46 du Code de l'urbanisme (créée à/c du 1er mars 2012, art. 28 LFR 2010)</i>	1 267 527	1 267 527	1 329 219
- Taxes locales d'équipement <i>Art 1585 A et 1635 bis B du CGI (abrogés à/c du 1er mars 2012 : art. 28 de la LFR 2010 n° 2010-1658)</i>	25 256	25 256	17 455
Intercommunalité	8 310 099	8 994 890	6 347 495
Offices de l'eau (dans les DOM)	28 000	28 000	28 000
- Redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, pour pollution de l'eau, pour modernisation des réseaux de collecte, pour pollutions diffuses, pour stockage d'eau en période d'étiage, pour obstacle sur les cours d'eau et pour protection du milieu aquatique dans les DOM <i>Art L.213-13 et L.213-14 (§ II) du Code de l'environnement</i>	28 000	28 000	28 000
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre	1 026	1 026	78
- Taxes dans le domaine funéraire <i>Art. L.2223-22 du Code général des collectivités territoriales</i>	969	969	Néant
- Participation pour non réalisation d'aires de stationnement <i>Art. L.123-1-2 et L.332-7-1 du Code de l'urbanisme</i>	57	57	78
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) - part intercommunale	7 423 329	7 963 020	5 202 208
- Prélèvement progressif sur le produit des jeux dans les casinos au profit des communes <i>Art. L.2333-54 à L.2333-57 du Code général des collectivités territoriales</i>	1 500	1 500	Néant
- Taxe de séjour, taxe de séjour forfaitaire <i>Art. L.2333-26 à L.2333-46 du Code général des collectivités territoriales</i>	223 772	223 772	355 630
- Taxe de ski de fond <i>Art. L.2333-81 du Code général des collectivités territoriales</i>	2 176	2 176	2 310
- Taxes d'enlèvement des ordures ménagères <i>Art. 1520 à 1526 du CGI</i>	7 195 881	7 735 573	4 844 269
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre et Départements - part départementale	11 335	11 335	22 098
- Redevances communale et départementale des mines <i>Art. 1519 et 1587 du CGI</i>	10 675	10 675	1 205
- Taxe sur les remontées mécaniques <i>Art. L.2333-49 à L.2333-53 et L.3333-4 à L.3333-7 du Code général des collectivités territoriales</i>	660	660	20 893
Communes et EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) situés dans un rayon maximal autour de l'accès principal aux installations de stockage	3 300	3 300	Néant

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- TA-TINB - Taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires de base dite "de stockage" <i>Art. 2 de la LFI 2010</i>	3 300	3 300	Néant
Communes ou EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre et Départements	209	209	510
- Versement pour sous-densité <i>Art. 28 de la LFR-IV 2010 et art. L.331-35 et suiv. du Code de l'urbanisme</i>	209	209	510
Personnes publiques ou privées exploitant des aérodromes dont le trafic embarqué ou débarqué s'élève au cours de la dernière année civile connue à plus de 5000 unités de trafic (UDT)	795 100	933 000	1 045 000
- Taxe d'aéroport <i>Art. 1609 quatercivies du CGI</i>	795 100	933 000	1 045 000
Personnes publiques ou privées exploitant des aérodromes pour lesquels : - le nombre annuel des mouvements d'aéronefs de masse maximale au décollage supérieure ou égale à 20 tonnes a dépassé 20 000 lors de l'une des cinq années civiles précédentes, - ou le nombre annuel des mouvements d'aéronef de masse maximale au décollage supérieure ou égale à 50 000 lors de l'une des 5 années civiles précédentes, si les plans d'exposition au bruit ou de gêne sonore de cet aérodrome possèdent un domaine d'intersection avec les plans d'exposition au bruit ou de gêne sonore d'un aérodrome présentant les caractéristiques définies au tiret précédent.	36 800	44 000	49 600
- Taxe sur les nuisances sonores aériennes <i>Art. 1609 quatercivies A du CGI</i>	36 800	44 000	49 600
EPCI concernés - Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (Communes concernées jusqu'en 2012)	11 000	11 000	Néant
- Fraction du Prélèvement sur les paris hippiques affectée aux EPCI sur le territoire desquelles sont ouverts au public un ou plusieurs hippodromes (affectée jusqu'aux mises 2012 versées en 2013 aux Communes concernées) <i>Art. 302 bis ZG du CGI</i>	11 000	11 000	Néant
Autorités organisatrices des transports urbains			
- Versement transport dû par les entreprises de plus de 9 salariés implantées en province <i>Art L2333-64 du Code général des collectivités territoriales</i>			
Départements	31 427 742	30 080 838	31 140 040
Départements d'Outre-mer	143 845	143 845	10 475
- Droits de consommation sur les tabacs (DOM) <i>Art. 268 du Code des douanes</i>	143 845	143 845	10 475
Communes et départements (part départementale)	783	783	3 430
- Redevance proportionnelle sur l'énergie hydraulique <i>Loi du 16 octobre 1919</i>	783	783	3 430
Départements (part départementale)	30 560 143	29 213 239	30 072 746
- Taxe d'aménagement <i>Art L.331-3 du Code de l'urbanisme (créée à/c du 1ermars 2012, art. 28 LFR 2010)</i>	583 836	583 836	630 710
- Droits départementaux d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux d'immeubles <i>Art 1594 A du CGI</i>	Néant	Néant	499 597
- Taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour <i>Art. L3333-1 du Code général des collectivités territoriales</i>	18 669	18 669	55 068
- Droit départemental de passage sur les ouvrages d'art reliant le continent aux îles maritimes <i>Art. L. 173-3 du Code de la voirie routière et art. L. 321-11 du Code de l'environnement</i>	34 175	34 175	50 277
- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétique (TICPE) - Fractions transférées en compensation du transfert du RMI/RSA et dans le cadre de l'acte II de la décentralisation <i>Art. 59 de la LFI 2004, art. 38 de la LFI 2012 et art. 39 de la LFI 2012</i>	5 102 000	5 102 000	3 693 651
- Taxe sur les conventions d'assurance <i>Art. 1001 du CGI et art. 52 de la LFI 2004</i>	8 471 959	8 760 006	9 292 981
- Taxe départementale de publicité foncière sur les mutations à titres onéreux <i>Art. 1594 A du CGI</i>	16 184 670	14 566 203	15 661 340

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement <i>Art. 1595 du CGI</i>	164 833	148 350	189 123
- Taxe départementale des espaces naturels sensibles <i>Art L.142-2 à L.142-5 du Code de l'urbanisme - substituée à/c du 1er mars 2012 par la part départementale de la TA</i>			
Départements et métropole de Lyon	722 972	722 972	1 053 389
- Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) <i>Art. L3333-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales dans leur rédaction en vigueur à/c du 1er janvier 2011 (modifiés par le II de l'art. 23 de la loi n° 2010-1488 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité)</i>	722 972	722 972	1 053 389
Régions	8 542 408	8 693 095	8 316 580
Collectivité territoriale de Corse et Conservatoire de l'espace littoral, de 2007 à 2011	178 048	178 048	256 146
- Droit annuel de francisation et de navigation en Corse; droit de passeport en Corse <i>Art. 222 à 226 et 238 à 240 du Code des douanes</i>	4 694	4 694	4 613
- Droit de consommation sur les tabacs dans les DOM <i>Art. 268 du Code des douanes et art. 575 E bis du CGI</i>	143 845	143 845	202 609
- Taxe due par les entreprises de transport public aérien et maritime <i>Art.1599 viciés du CGI</i>	29 509	29 509	48 925
Régions	7 512 797	7 663 483	7 120 174
- Taxe sur les permis de conduire <i>Art. 1599 terdecies du CGI</i>	50	50	46
- Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises) <i>Art. 1599 quindecies du CGI</i>	2 312 894	2 440 103	1 884 291
- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - part Grenelle <i>Art. 94 de la LFI 2010, art. 11 et 12 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, et art. 265 A bis du Code des douanes</i>	557 000	563 892	388 124
- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétique (TICPE dont part modulable) <i>Art. 40 de la LFI 2006 et art. 36 de la LFI 2012</i>	4 642 852	4 659 438	4 847 713
Région de la Guyane	Néant	Néant	606
- Taxe due par les concessionnaires de mines d'or, les amodiataires des concessions de mines d'or et les titulaires de permis et d'autorisations d'exploitation de mines d'or exploitées en Guyane (taxe additionnelle aurifère) <i>Art. 1599 Quinquies B du CGI</i>	Néant	Néant	606
Région Ile-de-France	266 923	266 923	285 961
- Taxe d'aménagement <i>Art L.331-4 du Code de l'urbanisme (créée à/c du 1er mars 2012, art. 28 LFR 2010)</i>	53 985	53 985	54 156
- Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région Ile-de-France <i>Art. 231 ter du CGI (affectation partielle art. L4414-7 du Code général des collectivités locales)</i>	212 938	212 938	231 805
- Redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en région Ile-de-France <i>Art. L.520-1 à L.520-11 du Code de l'urbanisme</i>			
Régions de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion	584 641	584 641	653 692
- Taxe spéciale de consommation sur les carburants <i>Art. 266 quater du Code des douanes</i>	548 967	548 967	599 982
- Taxe due par les entreprises de transport public aérien et maritime sur les passagers embarqués <i>Art. 285 ter du Code des douanes</i>	31 871	31 871	48 925
- Droits assimilés au droit d'octroi de mer sur les rhums et spiritueux à base d'alcool de cru <i>Art. L 4434-1 du Code général des collectivités territoriales et lois n° 63-778 du 31/07/63 et n° 72-1147 du 23/12/72</i>	3 803	3 803	4 786
Collectivités territoriales de l'Outre-Mer	1 373 812	1 373 812	1 655 670

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Collectivités territoriales des DOM	1 373 812	1 373 812	1 655 670
- Droit d'octroi de mer et droit d'octroi de mer régional <i>Loi du 2 juillet 2004 n°2004-639</i>	1 373 812	1 373 812	1 655 670
Établissement public administratif local	174 620	178 415	182 876
Centres de gestion de la fonction publique territoriale	174 620	178 415	182 876
- Cotisation obligatoire <i>Art. 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984</i>	174 620	178 415	182 876
Organismes consulaires	1 105 748	1 080 748	1 113 548
CRMA (incl. Alsace et Moselle)	267 748	236 748	236 748
- Participation au financement de la formation- Fraction affectée aux CMA pour leurs actions de formation <i>Article L. 6331-50 du code du travail</i>	31 000		
- TA-CFE - fraction CRMA de la Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambre régionale de métiers et d'artisanat <i>Article 1601 du code général des impôts et article 3 de la loi n° 48-977 du 16 juin 1948 relative à la taxe pour frais de chambre de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle</i>	226 492	241 000	236 748
Chambres de commerce et d'industrie de région (CCI-R)	546 000	552 000	576 000
- TA-CVAE - Taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région <i>Art. 1600 (III) du CGI</i>	240 404	295 000	296 000
- TA-CFE - fraction CCI-R de la Taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région <i>Art. 1600 (I et II) du CGI (modifié par l'art. 9 de la loi n° 2010-853 de refonte du réseau consulaire)</i>	272 000	312 000	280 000
Chambres départementales d'agriculture	292 000	292 000	300 800
- Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pour frais de chambres d'agriculture (TCA-TFPNB) <i>Art. 1604 du CGI</i>	292 000	292 000	300 800

Autres bénéficiaires

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
Associations	18 119 602	18 737 652	20 104 722
Comité de gestion des œuvres sociales des personnels hospitaliers (CGOS)	474 950	482 000	490 000
- Cotisation obligatoire <i>Art. 116-1 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986</i>	474 950	482 000	490 000
Association pour le soutien du théâtre privé	5 000	6 000	8 000
- Taxe sur les spectacles perçue au profit de l'Association pour le soutien du théâtre privé <i>Art. 77 de la LFR 2003</i>	5 000	6 000	8 000
Fondation du patrimoine	31 265	31 265	27 000
- Fraction du produit des successions en déshérence <i>Art. 7 de la loi n°96-590 du 2 juillet 1996 et décret n°2004-868 du 26 août 2004</i>	Néant	Néant	Néant
- Fraction du prélèvement sur les jeux de loterie correspondant aux jeux dédiés au patrimoine	31 265	31 265	27 000
-			
Personne publique assurant la gestion de l'espace naturel protégé concerné ou la commune d'implantation de l'espace naturel protégé	3 600	3 600	3 600

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Taxe sur les passagers maritimes embarqués à destination d'espaces naturels protégés <i>Art. 285 quater du Code des douanes; décret n°96-25 du 1er janvier 1996 (modalités); art. D321-15 du Code de l'environnement (liste des sites); arrêtés du 20 août 1996 (tarif et modalités)</i>	3 600	3 600	3 600
UCF CIBTP - Union des caisses de France	128 326	128 326	128 326
- Cotisation BTP intempéries <i>Art. L. 5424-6 du code du travail et suivants</i>	128 326	128 326	128 326
AGFPN - Association de Gestion du Fonds Paritaire National – AGFPN.	98 045	98 045	111 000
- Contribution patronale au dialogue social (0,016%) <i>Art. L2135-9 à L2135-18 du code du travail</i>	98 045	98 045	111 000
France Galop et la société d'encouragement à l'élevage du cheval français (SECF)	84 678	84 678	74 058
- Redevances sur les paris hippiques <i>Art. 1609 Tertricies du CGI</i>	84 678	84 678	74 058
UNEDIC	15 831 000	16 441 000	17 800 000
- Contribution sociale généralisée (CSG) <i>Art L136-1 à L136-8 du Code de la sécurité sociale et art. 1600-0-C et 1600-0-D du CGI</i>	15 831 000	16 441 000	17 800 000
Francéclat	12 700	12 700	12 700
- Taxe pour le développement des industries de l'horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et arts de la table <i>Art. 71 C de la LFR 2003 modifié par l'art. 44 de la LFI 2005 et par l'art. 110 de la LFI 2007</i>	12 700	12 700	12 700
Organismes de secours et de sauvetage en mer agréés (art. L742-9 code de la sécurité intérieure)	4 160	4 160	4 160
- Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP) – Fraction perçue sur les engins ne battant pas pavillon français <i>Art. 224 du code des douanes</i>	160	160	160
- Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale		Néant	Néant
- Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP) <i>Art. 238 du code des douanes</i>	4 000	4 000	4 000
AFT - Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports	63 426	63 426	63 426
- Taxe destinée à financer le développement des actions de formation professionnelle dans les transports routiers <i>Art. 1635 bis M du CGI</i>	63 426	63 426	63 426
AGS - Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés	907 396	907 396	907 396
- Contribution des employeurs à l'association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (AGS) <i>Art. L143-11-6 du Code du travail et I de l'article 5 de la loi n° 2008-126 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi du 13 février 2008</i>	907 396	907 396	907 396
ANFA - Association nationale pour la formation automobile	32 657	32 657	32 657
- Taxe pour le développement de la formation professionnelle dans les métiers de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle <i>Art. 1609 sexvicies I du CCGI</i>	32 657	32 657	32 657
Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH)	442 400	442 400	442 400
- Contribution annuelle au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (FIPH) <i>Loi du 10 juillet 1987, art. L 5212-1, L 5212-10 et L 5214-1 du Code du travail</i>	442 400	442 400	442 400
Autres personnes morales de droit privé	6 926 155	7 083 850	7 634 064
Comité professionnel des stocks stratégiques pétroliers	383 500	420 000	420 000
- Rémunération pour services rendus au comité professionnel des stocks stratégiques pétroliers <i>Art. L642-6 du code de l'énergie</i>	383 500	420 000	420 000

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
FGAO - Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages	99 600	101 100	101 100
- Contribution des assurés <i>Art. L. 421-4 à L. 421-4-2, R. 421-27 et R. 421-28, A. 421-2 et A. 421-3 du Code des assurances</i>	99 600	101 100	101 100
FGTI - Fonds de garantie des victimes d'actes terroristes et autres infractions	582 100	582 121	598 300
- Prélèvement sur les contrats d'assurance de biens <i>Art. L. 422-1, R 422-4 et A. 422-1 du Code des assurances</i>	582 100	582 121	598 300
Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses	Néant	2 346	2 346
- Taxe pour le développement des industries de fabrication du papier, du carton et de la pâte de cellulose. <i>bis de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)</i>	Néant	2 346	2 346
Etablissement public foncier local du département de l'Oise	5 475	6 543	Néant
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609 C, 1609 D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	5 475	6 543	Néant
Etablissement public et foncier de Guadeloupe	4 275	6 000	Néant
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609 C, 1609 D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	4 275	6 000	Néant
Filière de responsabilité élargie du producteur (REP) relative aux navires de plaisance et de sport hors d'usage (NPSHU)	900	900	900
- Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP) <i>L. 541-10-10 du Code de l'environnement</i>	900	900	900
ITERG - Institut des corps gras	650	650	650
- Taxe affectée au financement de l'institut des corps gras <i>G de l'art. 71 de la LFR 2003</i>	650	650	650
CTI de la filière Bois - Comité professionnel de développement des industries françaises de l'ameublement et du bois (CODIFAB); Institut technologique FCBA (Filière cellulose, bois, ameublement); Centre technique de la mécanique (CETIM)	15 100	15 100	15 100
- Taxe pour le développement des industries de l'ameublement ainsi que des industries du bois <i>Art. 71 A de la LFR 2003 modifié par l'art. 44 de la LFI 2005 et par l'art. 109 de la LFI 2007</i>	15 100	15 100	15 100
CTC - Comité professionnel de développement Cuir, Chaussure, Maroquinerie	16 500	16 500	16 500
- Taxe pour le développement des industries du cuir, de la maroquinerie, de la ganterie et de la chaussure <i>Art. 71 B de la LFR 2003 modifié par l'art. 44 de la LFI 2005</i>	16 500	16 500	16 500
Comité de développement et de promotion de l'habillement - DEFI	11 000	11 000	11 000
- Taxe pour le développement des industries de l'habillement <i>Art. 71 D de la LFR 2003 modifié par l'art. 44 de la LFI 2005</i>	11 000	11 000	11 000
Centres techniques industriels de la plasturgie et des composites	6 400	6 400	6 400
- Taxe affectée au financement d'un nouveau Centre Technique Industriel de la plasturgie et des composites <i>I de l'art. 71 de la LFR 2003</i>	6 400	6 400	6 400
CTI de l'Industrie : CT des indus. mécaniques (CETIM), CT de l'industrie du décolletage (CTDEC), CTI de la construction métallique (CTICM), CT des indus. aéronautiques et thermiques (CETIAT), et Institut de Soudure	96 715	102 165	102 165
- Taxe pour le développement des industries de la mécanique et de la construction métallique, des matériels et consommables de soudage et produits du décolletage, de construction métallique et des matériels aéronautiques et thermiques <i>Art. 71 E de la LFR 2003</i>	96 715	96 715	96 715
- Taxe sur les produits de la fonderie <i>H de l'art. 71 de la LFR 2003</i>		5 450	5 450
CTIF - Centre technique des industries de la fonderie	5 450		
- Taxe sur les produits de la fonderie <i>H de l'art. 71 de la LFR 2003</i>	5 450		

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
CTI des matériaux : Centre d'étude et de recherche de l'industrie du béton (CERIB); Centre technique de matériaux naturels de construction (CTMNC)	13 080	13 080	13 080
- Taxe pour le développement des industries des matériaux de construction regroupant les industries du béton, de la terre cuite et des roches ornementales et de construction <i>Art. 71 F de la LFR 2003</i>	13 080	13 080	13 080
FNGRA - Fonds national de gestion des risques en agriculture et fonds de calamités agricoles dans les départements d'outre-mer	69 000	120 000	120 000
- Contributions additionnelles aux primes ou cotisations afférentes à certaines conventions d'assurance <i>Art. 1635 bis A et AA du CGI et art. L361-5 et L362-1 du Code rural et de la pêche maritime</i>	69 000	120 000	120 000
FSD - Fonds de solidarité pour le développement géré par l'Agence française de développement (AFD) - suivi MEF		Néant	251 000
- Taxe sur les transactions financières - fraction affectée de la ressource État <i>Art. 235 ter ZD du CGI et I de l'art. 22 de la LFR 2005</i>		Néant	251 000
FNAL - Fonds national d'aide au logement	2 761 200	2 953 200	3 074 200
- Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région Ile-de-France <i>Art. 231 ter du CGI, 1 du A du XI de l'article 36 de la LFI 2017</i>	66 200	66 200	66 200
- Taxe sur les plus-values immobilières (PVI) autres que terrains à bâtir <i>Art. 1609 nonies G du CGI</i>			
- Cotisation des employeurs <i>Art. L. 834-1 du Code de la sécurité sociale</i>	2 695 000	2 887 000	3 008 000
Etablissement public foncier de Mayotte	891	1 807	2 307
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1609 B du CGI</i>	891	1 807	2 307
Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des " 50 pas géométriques " en Martinique	1 198	975	975
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1609 D du CGI</i>	1 198	975	975
CTCPA - Centre technique de la conservation des produits agricoles	2 750	2 750	2 750
- Taxe pour le développement de l'industrie de la conservation des produits agricoles (CTCPA) <i>Art. 72 de la LFR 2003</i>	2 750	2 750	2 750
Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des " 50 pas géométriques " en Guadeloupe	1 186	997	997
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1609 C du CGI</i>	1 186	997	997
Etablissement public d'aménagement en Guyane	3 471	3 938	3 938
- Taxes spéciales d'équipement <i>Article 1609 B du code général des impôts</i>	3 471	3 938	3 938
Action Logement Services	1 745 000	1 860 000	1 966 000
- Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) <i>Art. L. 313-1 du Code de la construction et de l'habitation</i>	1 745 000	1 860 000	1 966 000
Etablissement public foncier de Grand-Est	9 480	10 531	11 031
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	9 480	10 531	11 031
Etablissement public foncier de Normandie	10 479	10 151	10 151
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	10 479	10 151	10 151
Etablissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes	20 510	19 807	19 807

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Voies et moyens tome I | Taxes affectées classées par bénéficiaire

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	20 510	19 807	19 807
Etablissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 659	38 259	38 259
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	38 659	38 259	38 259
Etablissement public foncier local de la Réunion	9 450	8 845	8 845
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	9 450	8 845	8 845
Etablissement public foncier local du département de la Haute-Savoie	6 150	7 005	7 005
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	6 150	7 005	7 005
Etablissement public foncier local des collectivités de Côte-d'Or	2 700	3 052	3 052
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	2 700	3 052	3 052
Etablissement public foncier de la région Ile-de-France	137 046	139 136	139 136
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	137 046	139 136	139 136
Etablissement public foncier des Hauts de France	18 233	20 714	23 214
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	18 233	20 714	23 214
Etablissement public foncier local du Pays basque	4 725	4 273	4 273
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	4 725	4 273	4 273
Etablissement public foncier local de l'Ain	3 750	3 090	3 090
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	3 750	3 090	3 090
Etablissement public foncier local de la Savoie	3 675	3 710	3 710
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	3 675	3 710	3 710
Etablissement public foncier local du Doubs	6 975	6 242	6 242
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	6 975	6 242	6 242
Etablissement public foncier local de Perpignan-Méditerranée	2 775	2 248	2 248
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	2 775	2 248	2 248
Etablissement public foncier local du Grand Toulouse	13 500	12 678	12 678
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	13 500	12 678	12 678
Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine	24 322	23 242	23 242
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	24 322	23 242	23 242
Etablissement public foncier d'Occitanie	23 878	31 596	31 596

Produit des impôts affectés à des personnes morales autres que l'État

Taxes affectées classées par bénéficiaire | Voies et moyens tome I

(en milliers d'euros)

Catégorie juridique Bénéficiaire / Taxe	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	23 878	31 596	31 596
Etablissement public foncier de Bretagne	10 893	7 838	7 838
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	10 893	7 838	7 838
FSD - Fonds de solidarité pour le développement géré par l'Agence française de développement (AFD) - suivi MAED	738 000	487 000	487 000
- Taxe de solidarité sur les billets d'avion <i>§ VI de l'art. 302 bis K du CGI</i>	210 000	210 000	210 000
- Taxe sur les transactions financières - fraction affectée de la ressource État <i>Art. 235 ter ZD du CGI et I de l'art. 22 de la LFR 2005</i>	528 000	277 000	277 000
Etablissement public foncier de Vendée	2 314	2 470	2 970
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	2 314	2 470	2 970
Etablissement public foncier local Alsace (ex du Bas Rhin)	6 300	7 175	71 753
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	6 300	7 175	71 753
Etablissement public foncier local de Montauban	600	579	579
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	600	579	579
Etablissement public foncier local Béarn - Pyrénées	2 925	2 599	2 599
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	2 925	2 599	2 599
Etablissement public foncier local d'Agen	375	Néant	Néant
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	375	Néant	Néant
Etablissement public foncier local de Martinique	3 000	4 037	4 037
- Taxes spéciales d'équipement <i>Art. 1607 bis, 1607 Ter, 1608, 1609, 1609 B, 1609C, 1609D, 1609 F du CGI et art. L321-1 et L324-1 du Code de l'urbanisme</i>	3 000	4 037	4 037